

DISPARITION
MARTIN PARR, LE PHOTOGRAPHE
MORDANT DE LA SOCIÉTÉ
BRITANNIQUE **PAGE 32**

ENQUÊTE
DE LA MONGOLIE AUX ÉTATS-UNIS,
LE JUTEUX TRAFIC DE FOSSILES
DE DINOSAURES **PAGE 13**



BUDGET

• L'heure de vérité approche pour le gouvernement **PAGE 4**
• Olivier Faure, le pari à haut risque du compromis avec Sébastien Lecomu **PAGE 6**

ÉTATS-UNIS

La nouvelle stratégie de sécurité américaine **PAGE 11**

SOCIÉTÉ

Pourquoi la préparation laïque au mariage séduit de plus en plus de couples **PAGE 14**

SANTÉ

L'apnée du sommeil augmenterait le risque de développer Parkinson **PAGE 16**

TECH

Le discret raz-de-marée des marques chinoises dans les foyers français **PAGE 24**

CHAMPS LIBRES

• La folie des échecs en Corse
• Les chroniques de Chantal Delsol, de Nicolas Baverez et de Christophe de Voogd
• La tribune de Maurice Berger **PAGES 19 À 21**

**FIGARO OUI
FIGARO NON**

Réponses à la question de samedi :
Notre-Dame de Paris : faut-il faire payer l'entrée pour financer la restauration des églises de France ?

OUI 70% NON 30%

VOTANTS : 44777

Souhaitez-vous que le budget de la Sécurité sociale, qui contient la suspension de la réforme des retraites, soit voté ?

Téléchargez l'appli du Figaro pour voter

TOLGA AKMEN/AFP - BYAMBASUREN BYAMBA-UCHIR/AFP - FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO



Notre-Dame de Paris : un an après sa renaissance, la ferveur retrouvée

Avec 11 millions de visites, la cathédrale s'impose comme le monument parisien le plus fréquenté. Pèlerins et touristes se pressent pour découvrir la splendeur nouvelle de ce joyau, également rendu à sa vocation de prière. Les restaurations se poursuivent : 140 millions d'euros restent à trouver. **PAGES 30, 31 ET L'ÉDITORIAL**

ÉDITORIAL par Laurence de Charette

Notre-Dame de France

Il y a un an tout juste, le monde entier se pressait sous ses ogives. Emmanuel Macron rêvait de discourir à l'abri des pierres blondes de la toute belle, la cathédrale magnifiée par ce bain de jouvence, de vitalité et de majesté que fut sa rénovation, véritable résurrection. Donald Trump et Elon Musk tout juste descendus de l'avion affichaient en son sein des regards émerveillés et tweetaient pour la circonstance leur bonheur en latin. Magnificat ! Plus de 11 millions d'amoureux venus cette année des quatre coins du monde - un carnet de bal beaucoup plus chargé que celui du Musée du Louvre ou du château Versailles -, 340 000 donateurs issus de 150 pays... Celle que nous avons bien cru perdre n'a jamais été si présente. Notre-Dame de Paris est bien ce joyau que l'on chérit, à sa mesure, au-delà de nos frontières. De quoi cette communion est-elle le nom ? De ces pierres habitées de neuf siècles d'histoire de France, de ce chef-d'œuvre d'harmonie et de puissance qui saisit le regard et l'âme, on a su louer avec justesse la dimension patrimoniale et culturelle. Mais il faut aller plus loin. Notre-Dame nous dit plus que les pierres et le temps ; plus encore que le talent des bâtis-

seurs qui ont imaginé sa finesse gothique et sa grâce singulière, elle offre en partage la jubilation des hommes à célébrer dans l'art et la matière quelque chose de plus grand qu'eux-mêmes, ce souffle qui les dépasse et les élève. L'incroyable élan qu'a finalement suscité le brasier, l'émotion sensible qui a saisi les Français de tous bords et de toutes croyances, devant les flammes dévorant sa flèche tendue vers le ciel, l'attachement comme charnel d'un peuple à sa cathédrale en somme sont bien le signe de la vacuité, et de la stérilité, et même de la gravité

Attachement charnel d'un peuple

des mauvaises querelles laïcardes : la nation a tout à perdre à chasser Noël et ses crèches de ses traditions et l'enseignement catholique de l'école - qu'il sauve tout juste de la débâcle. À la veille de l'anniversaire des 120 ans de la loi sur la laïcité, il faut bien constater que c'est à travers la renaissance de Notre-Dame que la France - toute la France - cette année, a pu renouer avec une part d'enthousiasme, de force, de fierté. Preuve que les racines chrétiennes ne sont pas un fardeau, un fléau à éradiquer, mais un cadeau à faire fructifier. ■

L'ex-djihadiste al-Charaa tente d'imposer son pouvoir en Syrie

Un an après la chute du dictateur Bachar el-Assad, le nouveau dirigeant syrien est parvenu à se faire accepter sur la scène internationale mais est loin d'avoir stabilisé un pays meurtri par des années de guerre.

La principale victoire d'Ahmed al-Charaa est d'avoir gagné la confiance de Donald Trump, en obtenant le soutien des capitales européennes, arabes et turque, sans pour autant rompre le fil avec la Russie, l'ancien envahisseur. Sur le plan intérieur, le nouveau chef de l'État par

interim concentre le pouvoir entre ses mains, au risque de faire dérailler la transition démocratique. La nouvelle Constitution ne reflète guère la diversité ethnique et confessionnelle syrienne. Pour autant, malgré ses penchants autocratiques, l'ancien djihadiste portant

aujourd'hui le costume-cravate ne parvient pas à réinstaurer un État suffisamment fort pour imposer la sécurité et engager la reconstruction. Les violences communautaires, nourries par la méfiance et les règlements de comptes, menacent toujours l'unité d'un pays fragmenté.

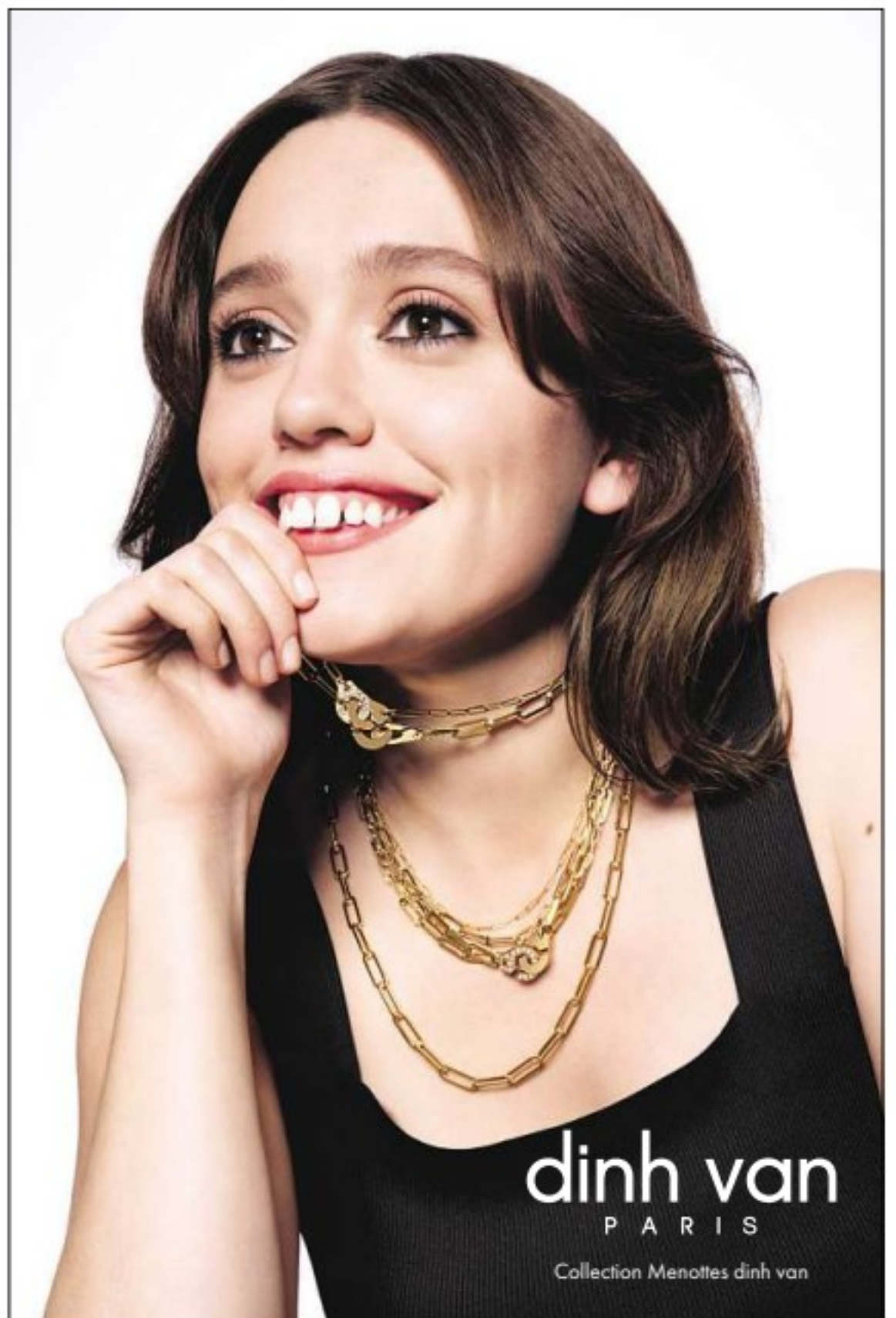
→ LES SYRIENS CÉLÈBrent LE PREMIER ANNIVERSAIRE DE LA CHUTE DE LA DICTATURE
→ BACHAR EL-ASSAD, EXILÉ SOUS HAUTE SURVEILLANCE À MOSCOU **PAGES 8 À 10**



La prison, Dieu, la politique... Les confidences de Nicolas Sarkozy à la sortie de son livre

Un mois après sa sortie de la Santé, l'ancien président, qui a reçu *Le Figaro*, publie *Journal d'un prisonnier*, où il relate son séjour derrière les barreaux. Il y parle de son expérience carcérale, mais cher-

che aussi à rétablir sa vérité sur l'affaire libyenne et, au-delà, sur le sens d'une vie. Ce livre lui permet de raconter ce qu'il a vécu et de dire notamment comment cela l'a changé. **PAGE 2**



dinh van
PARIS
Collection Menottes dinh van

Nicolas Sarkozy : « Cette vie étrange qui est la mienne »

Charles Jaigu

Un mois après sa sortie de la Santé, l'ex-président publie « Journal d'un prisonnier ». Rencontre avec l'auteur et premiers extraits.

Il y a parfois dans le destin d'un homme des jeux de miroirs qui donnent le vertige. Pendant son quinquennat, Nicolas Sarkozy a été obsédé par la libération des otages français. Il les a presque toujours obtenues. Ils ont parfois même été des ressortissants d'un autre pays, comme les infirmières bulgares, qui lui ont récemment rendu hommage dans un livre sur leur calvaire libyen. Il ne pensait pas être un jour, lui aussi, entre quatre murs, sans fenêtre, entouré de délinquants lourdement condamnés. Injustement détenu, comme tous ceux dont il a obtenu la libération. Injustement. Il le clame. Et il n'est pas le seul, loin de là, à le penser.

La prison lui paraissait insupportable aux innocents. Il peut désormais témoigner qu'elle l'est. Qu'elle laisse des traces. Les rides sont plus marquées, le visage est plus pensif, et la silhouette plus légère. Le costume anthracite et les cheveux argentés lui donnent l'élégance d'un clergyman, au diapason de cette prison grise dont il sort tout juste. Ces impressions se dissipent dans la conversation. On le retrouve vite tel qu'il est. Mais cela ne fait aucun doute, et il le dit lui-même, « la prison, c'est très dur ». Faut-il pour autant écrire un livre, et risquer de s'exposer aux ricanelements, pire, aux accusations d'impudeur ? « Le processus judiciaire, consciemment ou non, est fait pour vous affaiblir, pour que le prévenu se sente coupable. De quoi ? Cela n'a guère d'importance. Faire profil bas est la stratégie que l'on vous impose et que vous finissez même par vous imposer. » C'est à ce fatalisme qu'il se refuse.

S'il y a un dernier combat à mener, c'est pour rétablir un peu de clarté sur cette affaire libyenne et, au-delà, sur le sens d'une vie. Et comment le faire, comment s'en expliquer, sinon par un livre ? Plus qu'une interview de quelques pages, mieux qu'un quart d'heure télé ou une heure de radio, c'est par un livre qu'il peut prendre le temps de raconter ce qu'il a vécu et dire comment cela l'a changé. « Il fallait que je réponde à cette simple question : "Mais comment en suis-je arrivé là ?", dit-il. Que je m'interroge sur cette vie étrange qui est la mienne, qui m'a fait passer par tant de situations extrêmes. »

Comme il le fait remarquer, deux jours avant d'arpenner les 11m² de sa cellule, il était reçu avec tous les égards par Emmanuel Macron à l'Élysée. « Peut-on imaginer contraste plus saisissant ? » Il campe d'ailleurs le portrait de l'actuel président de manière très distante. Tel Ponce Pilate, il a détourné le regard. Et soudain, à la dernière minute, il a fait mine de découvrir que son prédécesseur était envoyé en prison. Que penser de ce président qui n'a pas voulu empêcher que soient retirés ses insignes de la Légion d'honneur ? On le découvrira dans le livre, comme on découvrira d'innombrables portraits et quelques coups de griffes. Un fauve reste un fauve, même quand on l'envoie au zoo.

Nicolas Sarkozy est sans cesse stigmatisé pour son sens du « show médiatique ». Mais il n'est pas que cela. Il est aussi un homme comme les autres. Aller en prison quand on a été couvert d'honneurs, cela ne s'est pas si souvent vu. Passer du Capitole à la roche Tarpéienne, pour une fois, cette image décrit l'impression de déchéance qui saisit le lecteur. Il a donc voulu raconter ce qu'il vivait, au moment où il le vivait, pas faire un coup de com. « J'ai écrit au bic sur une petite table en contre-plaqué, tous les jours. Je donnais les feuilles à mes avocats, qui les donnaient à ma secrétaire pour les mettre au propre. J'ai écrit d'un seul jet et après ma libération, un lundi, j'ai terminé le livre dans les jours suivants. Puis je me suis relu. Je me suis rendu compte que j'avais raconté plusieurs histoires : celle de ma vie en prison, celle de mon procès, mais aussi celle de ma famille qui est restée si soudée et qui m'a tant aidé. Le dimanche à 19 heures, j'avais fini, j'ai donné le texte à Carla, qui l'a aimé, puis le lendemain à mes avocats. Nous avons enlevé quelques portraits trop incisifs. Et quand j'ai vu qu'il n'y avait plus d'objections, j'ai décidé de le publier le plus tôt possible. »

Ce n'est pas la première fois que Nicolas Sarkozy choisit d'écrire plutôt que de parler. Il est même coutumier du fait. Libre, en 2000, revenait sur sa rupture avec Chirac et ses échecs politiques. Tout ça paraît dérisoire aujourd'hui. *Journal d'un prisonnier* (Éditions Fayard) est d'une



L'ancien chef de l'État Nicolas Sarkozy dans son bureau, en septembre dernier. FRANÇOIS BOUCHON / LE FIGARO

autre encre. Sincère, modeste, et ardente. « Les gens se moquent du peu de temps qu'il y a passé, mais ce n'est pas la durée qui compte, c'est le choc. Vu son statut, c'est un traumatisme lourd. Je comprends très bien qu'il ait écrit un livre, parce que l'écriture a un pouvoir libérateur. Quand on se retrouve en prison, on ne sert plus à rien. Écrire vous rend de nouveau utile. Je l'ai fait moi aussi au début de ma captivité, j'ai noirci des pages et des pages quand j'étais à Madagascar », nous a confié par téléphone le colonel François, dont Nicolas Sarkozy a bataillé pour obtenir le transfert il y a deux ans d'une geôle de Madagascar... à la prison de la Santé. Cet officier piégé dans un règlement de comptes entre Malgaches, pourrissait entre quatre murs sordides loin des siens, comme *Le Figaro*

l'a raconté mi-novembre. Il trouve normal de rétablir l'ex-président dans sa dignité, quand ce dernier a été le seul à l'aider – Emmanuel Macron et le Quai d'Orsay restant « aux abonnés absents ». Seul Nicolas Sarkozy s'est démené. « Il a été impeccable, et d'une discrétion totale. »

Les infirmières bulgares, Gilad Shalit, Ingrid Betancourt, ou Florence Cassez, pour laquelle Nicolas Sarkozy avait discrètement sollicité Benoît XVI, pourraient témoigner. Certains l'ont fait. Comme il l'écrit dans le livre en se réjouissant de la libération de Boualem Sansal : « À l'époque, la France n'avait pas besoin de la diplomatie allemande », ironise-t-il à l'endroit d'Emmanuel Macron. Hélas pour lui, à quatre mois de son procès en appel, Nicolas Sarkozy ne peut compter sur

aucun sauveur. Il lui faudra tenter de se sauver lui-même.

Dans ses Mémoires intitulés *Le Pouvoir et la Vie*, Valéry Giscard d'Estaing avait voulu montrer au lecteur la prose d'une vie de président, faite de grandes et petites choses. Cette fois-ci, Nicolas Sarkozy a écrit la vie sans le pouvoir. La vie sans rien. La vie du numéro d'écrou 320535. Elle décrit le quotidien d'un homme qui s'est nourri pendant trois semaines de « laitage, barre de céréales, eau minérale, jus de pomme et quelques douceurs sucrées » et est resté enfermé dans sa cellule 23 heures sur 24, sauf à l'occasion des visites. Car bien qu'il ait été à l'étage des « VIP », dont les portes ne sont pas verrouillées et permettent d'accéder au couloir, il fallait par précaution, que la

sienne reste fermée. « J'aurais donné beaucoup pour pouvoir regarder par la fenêtre, prendre le plaisir de voir passer les voitures », dit-il.

Une heure par jour, il se retrouve dans une salle de sport exigüe pour un peu de course à pied sur un tapis roulant, puis il essaye de se laver sous un filet d'eau. Revenu dans sa cellule, il écrit, regarde parfois un match de foot sur la petite télévision. Il n'a ni téléphone portable, ni tablette, contrairement à tous les détenus qui se les passent sous le manteau. Il dispose d'un crédit limité pour l'usage d'un téléphone sur écoute. Il ne peut donc s'en servir qu'au compte-goutte. Il lit aussi *Le Figaro* et *L'Équipe*. Ce sont les seuls journaux qu'il demande. Régulièrement, il retrouve son épouse Carla Bruni au parloir. Cela suppose un long périple et un changement d'étage, accompagné de ses deux gardes du corps qui ont choisi de rester à ses côtés, et des gardiens.

« Je me suis rendu compte que j'avais raconté plusieurs histoires : celle de ma vie en prison, celle de mon procès, mais aussi celle de ma famille qui est restée si soudée et qui m'a tant aidé »

Nicolas Sarkozy

Un homme précaire est plus souvent appelé par la prière qu'un homme repu. Nul hasard si la racine latine des deux mots est la même. Nicolas Sarkozy se met à genoux, pour prier, comme dans un film de Robert Bresson. Et chaque dimanche, le prêtre lui rend visite. Il faut dire que ce jour-là, l'Évangile de la Toussaint tombe à pic : « Heureux êtes-vous si l'on vous insulte, si l'on vous persécute, et si l'on dit fausement toute sorte de mal contre vous... Réjouissez-vous car votre récompense sera grande dans les Cieux. » Comme il se l'était promis à sa sortie de prison, Nicolas Sarkozy est allé à Lourdes rejoindre les fracassés de la vie, accompagné de Carla Bruni. Il a été plongé dans l'eau des piscines à 12 degrés. Il a assisté à la messe. On l'a applaudi, encouragé. Il a été pris en photo, mais aucune ne s'est retrouvée sur les réseaux sociaux. Un autre monde. « Pendant ces journées en prison, j'ai reçu une immense quantité de courrier. Et j'ai pu mesurer l'importance des racines chrétiennes de la France. J'ai plusieurs fois eu les larmes aux yeux en lisant ces lettres. Cet élan donnait un sens à ma vie politique. »

Mais ce livre est aussi là pour convaincre de son innocence. Une question le taraude. Comment des esprits lucides ont-ils pu, malgré leur antipathie à son égard, prendre pour argent comptant les allégations d'une camarilla de proches de Kadhafi et d'intermédiaires douteux ? Comment, au bout de dix ans d'investigations sans rien trouver de concret, un juge d'instruction a-t-il pu conclure qu'il y avait matière à un procès à propos d'un supposé financement de campagne dont personne n'a trouvé la trace dans ladite campagne ? Le document qui est à l'origine de cette affaire est « très probablement un faux » comme l'a dit l'officier de police judiciaire, et « déontologiquement impropre », car il s'agit d'une photocopie. Et aucun juge n'a voulu enquêter sur son origine. Nicolas Sarkozy s'interroge : « Pourquoi le Parquet financier, si prompt à engager une enquête contre moi sur la base de ce document, n'a-t-il pas rouvert le dossier pour connaître l'identité des faussaires qui ont forgé ce document ? » Considérons que les appels à se montrer intraitable à l'égard des responsables politiques trouvent ici un point d'application particulièrement pervers. « L'association de malfaiteur » est devenue une auberge espagnole dans laquelle on a mis un ex-président français. Et puis un matin, il a fallu « y aller » et mettre un pied devant l'autre, soutenu par sa famille, son épouse Carla, la petite foule des « fans ». Le livre commence par là. Compte rendu émouvant, qui se lit d'un trait, et qu'il prend le risque de publier à trois mois de son procès en appel. Il n'est pas question de faire « profil bas ». Pas question de ne pas s'expliquer, encore une fois, en espérant que cette fois-ci sera la bonne. Que les Français tendront l'oreille. Et peut-être, il l'espère, le tribunal. ■



CONTRE-POINT
PAR **GUILLAUME TABARD**

L'art de la confession de l'ancien président

Avec Nicolas Sarkozy, la parole, à l'oral, est une arme de conquête tandis que les mots, à l'écrit, sont vecteurs d'une confession. Celui qui fut le plus médiatique des politiques a si souvent plaidé, argumenté, interprété, harangué, joué, tour à tour avocat, acteur et séducteur. Sous la plume, apparaît la vérité d'un homme. C'est vrai plus encore de cet homme qui a connu la prison.

Un opus pour trois petites semaines ! L'annonce surprise du *Journal d'un prisonnier* a suscité les sarcasmes des narquois. La lecture de ces 216 pages montre cependant que la force d'une expérience ne tient pas à sa durée. Sarkozy sait rendre concrètes les 85 marches qu'il a gravies pour rejoindre sa cellule, le bruit des insultes ou le chant répétitif du *Roi Lion* par un de ses voisins, la gentillesse embarassée du personnel de la prison.

Il n'était pas évident de livrer l'intimité de ses pensées, de sa relation à Carla et à ses enfants, de l'évolution de ses sentiments religieux, sans être impudique. L'ancien président y parvient avec une délicatesse d'écriture qui pourra toucher ceux qui s'en tiennent à son image publique parfois brutale. Comment ne pas lire dans les dialogues confiants avec l'aumônier de la Santé une évocation inversée de la colère de Meursault, l'Étranger de Camus, contre le prêtre venu le voir en prison. Le *Journal de prisonnier* n'est pas un livre politique. Pourtant

la politique y est bien présente. Parce que Sarkozy reste Sarkozy. Ses fleurs et ses flèches sont fortement indexées sur l'attitude de ses pairs envers lui ; comment en serait-il autrement ? Il y a les mauvais points et les hommages inattendus à un Michel Barnier ou un François-Xavier Bellamy, avec lesquels il ne fut pas toujours tendre. On vérifie que sa relation s'est passablement dégradée avec Emmanuel Macron qui, en le recevant à l'Élysée, semblait « venir de réaliser que je serai incarcéré dans quatre jours ». À l'évidence, il lui en veut de s'être défaussé de la décision de retrait de la Légion d'honneur, laissée au grand chancelier, ici qualifié d'« obscur général ». « Je n'ai rien à lui dire », lâche Nicolas Sarkozy à propos de son deuxième successeur qui, c'est un des scoops du livre, lui a proposé un transfert à la prison de Meaux ou à celle des Réaux ; ce qu'il a refusé.

Macron méprisé mais Marine Le Pen réévaluée. « Les meilleures surprises viennent de ceux dont on les attendait le moins », dit-il, sensible

aux appels de la leader du RN et à son coup de chapeau au geste plein d'« élégance » de Carla, jetant à terre la bonnette du micro de Mediapart à la sortie du procès. Nicolas Sarkozy en profite pour faire une des rares positions clairement politiques de ce livre. « Votre voix porte sur l'électorat populaire de droite. Vous associez-vous à un quelconque front républicain ? », lui demande Marine Le Pen. Sa réponse est claire : « Non, et de surcroît je l'assumerai en prenant le moment venu une position publique sur le sujet », sachant qu'il continue à croire une dissolution inévitable. Quand le dira-t-il ? Peu importe : maintenant qu'il l'a écrit, c'est dit.

Il y a bien entendu une dimension affective. Sarkozy a été sensible à cet appel quand tant d'amis de son camp sont restés muets, tout comme au « bienfait » que lui ont fait les lettres d'une « fidélité personnelle désintéressée » que lui a adressées la vice-présidente RN de l'Assemblée Sébastien Chenu. « Insulter les dirigeants du Rassemblement national, c'est insulter leurs électeurs, donc les nôtres, au moins potentiellement », poursuit l'ancien patron de la droite dont la reconstruction passera inévitablement à ses yeux, par « l'esprit de rassemblement le plus large possible, sans anathème et sans exclusive ». « Cela sera le grand débat de demain », martèle-t-il. Et il ne déplaira pas à Nicolas Sarkozy de montrer que ses mots pèsent encore. ■

Écoutez
Guillaume Tabard
à 8h10
dans la Matinale
de David Abiker
avec **LE FIGARO**



Quand on
gratte un peu,
la précarité
énergétique
ce n'est pas juste
une maison qui
prend le froid.

C'est 2 fois plus de
maladies respiratoires
chroniques*.

DEPUIS 2022, LEROY MERLIN VERSE CHAQUE ANNÉE
1 MILLION D'EUROS À L'ASSOCIATION
STOP À L'EXCLUSION ÉNERGÉTIQUE



*SANTÉ PUBLIQUE FRANCE – «La Santé en action, Septembre 2021, n°457 Le logement, déterminant majeur de la santé des populations.»
Pour des conseils neutres et gratuits pour vos travaux énergétiques, contactez France Rénov'.

Wally Bordas et John Timsit

L'exécutif a désormais les yeux rivés sur le vote relatif au volet dépenses et sur celui portant sur l'ensemble du projet de loi de financement de la Sécurité sociale.

La première haie est franchie, mais pas encore la deuxième. Ce vendredi, les députés ont adopté la partie recettes du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS), validant ainsi la mesure gouvernementale visant à suspendre la réforme des retraites. Une victoire pour les socialistes, qui parviennent à consolider cette concession accordée par le premier ministre lors de sa déclaration de politique générale. Si ce premier feu vert représente aussi un succès pour l'exécutif, le chemin reste semé d'embûches : mardi après-midi, à l'Assemblée nationale, Sébastien Lecornu devra encore franchir l'étape du vote sur le volet dépenses, avant le scrutin solennel sur l'ensemble du PLFSS.

Contrairement à ce qui prévaut pour le volet recettes, le rejet de la seconde partie n'empêcherait pas les députés de voter sur l'ensemble du texte, amputé de cette dernière. L'issue générale reste pourtant incertaine : la majorité exprimée ce vendredi en faveur du texte fut si mince qu'elle ne garantit rien. « Les députés RN étaient à des obsèques (celles d'Alain Jamet, cofondateur du parti nationaliste, NDLR) c'est ça qui nous a sauvés », décryptait un socialiste, craignant d'avance l'échéance prévue ce 9 décembre. « On ne va pas crier victoire trop vite. Il va falloir serrer les rangs... », redoutait également un macroniste, peu après le vote.

D'autant que les rangs parlementaires sont profondément divisés. Pour l'heure, les députés LR comme Horizons se refusent à voter en faveur du texte, lequel contient la suspension de la réforme des retraites et quelques hausses d'impôts. Sans leurs voix au moment du vote, le texte pourrait être rejeté. Dimanche, l'incertitude s'est renforcée lorsque le président des Républicains, Bruno Retailleau, a appelé les députés de son camp à ne pas voter le texte, leur laissant le choix entre abstention et opposition face à ce qu'il qualifie d'un « hold-up fiscal », « social » et « démocratique ». « On va essayer de jouer le jeu du compromis sans trop se compromettre », confiait un poids lourd du groupe LR, avant cette prise de position. Aucune



À l'Assemblée nationale, vendredi, où les rangs parlementaires restent profondément divisés. BASTIEN OCHIERHANS LUCAS VIA AFP

Budget de la Sécu : l'heure de vérité approche pour le gouvernement

certitude non plus du côté de la gauche : les socialistes ont certes voté presque unanimement pour la première partie du PLFSS, mais rien ne dit qu'ils en feront autant mardi prochain. « Il est hors de question que je vote en faveur de ce texte », promet un député PS. Il faudra donc faire les comptes et « jouer serré », dans les prochaines heures.

Anxiété de certains élus

« Dans quelques années, nous prendrons la mesure que nous avons vécu un moment historique et inédit de notre vie politique. Un point de bascule vertigineux, où le risque d'une crise de régime ne peut être écarté, et qui exige d'être à la hauteur de la gravité du moment », confie, énigmati-

que, le député Horizons Jérémie Patrier-Leitus. En cas de rejet du projet de loi, une nouvelle crise politique s'ouvrirait probablement. « On entrerait une nouvelle fois dans l'inconnu », s'inquiète un élu MoDem, traduisant l'anxiété de certains élus. Même si pour l'instant, tout cela n'est pas encore à l'ordre du jour.

À quelques heures du verdict, un ministre prévenait : « Le moment de clarification est venu. Que cela passe ou non, chacun aura pris ses responsabilités... Et les Français ne seront pas dupes. » Dans le scénario d'un échec, qui sonnerait comme un désaveu de la méthode de Sébastien Lecornu, l'intéressé pourrait-il mettre fin à ses fonctions ? Ce dimanche, la porte-parole du gouvernement, Maud

Bregeon, a fermement balayé cette hypothèse : une démission du premier ministre « n'aurait pas de sens ». « Cela ajouterait de la crise à la crise, de l'instabilité, et cela interromprait toutes les discussions budgétaires en cours », a-t-elle ajouté dans les colonnes de *La Tribune Dimanche*. Soucieux d'amadouer d'ici à mardi une partie de la gauche - dont l'attitude sera déterminante - le gouvernement a déposé ce week-end un amendement visant à relever à 3 % la progression des dépenses de l'Assurance-maladie (l'Ondam), contre les 2 % initialement prévus.

En cas de rejet de l'ensemble du texte, le gouvernement considère qu'il ne pourrait pas donner le dernier mot à

l'Assemblée, ce mécanisme n'étant ouvert, en vertu du cadre posé par l'article 45 de la Constitution, qu'après l'échec d'une nouvelle commission mixte paritaire. Pour qu'il aboutisse, le projet devrait donc être adopté dans les mêmes termes par les deux Assemblées. Or cette hypothèse apparaît hautement improbable, compte tenu notamment de l'opposition du Sénat, à majorité centriste et de droite, à la suspension de la réforme des retraites. Au pied du mur, l'exécutif serait alors contraint de repartir de zéro avec un nouveau texte. Conséquence possible, selon la ministre des Comptes publics, Amélie de Montchalin : « Pas de budget avant les mois de mars ou d'avril. » ■

La colère des patrons face à l'inconséquence du monde politique

Louise Darbon

« Sous la torture, on finit par parler », grince le patron d'un groupe industriel français. Si les chefs d'entreprise ont toujours fait preuve d'une forme de discrétion dans le débat public, l'état des discussions autour du budget 2026 semble les avoir forcés à prendre la parole. Ces dernières semaines, ils sont de plus en plus nombreux à exprimer leur exaspération et leur colère à l'encontre du monde politique. Un collectif - baptisé Trop, c'est trop - a même vu le jour début novembre, autour d'une tribune publiée chez nos confrères de *L'Express* pour dénoncer l'inventivité fiscale des parlementaires. À l'Assemblée nationale, les députés ont décidé pêle-mêle d'instaurer une nouvelle baisse des crédits à l'apprentissage, une surtaxe d'impôt sur les sociétés, un impôt sur la

fortune improductive, une hausse de la taxe sur les rachats d'actions, un remboursement du CIR en cas de délocalisation, une taxe holding, une restriction du pacte Dutreil... Affolé par la perspective de se voir imposer ces nouvelles charges qu'il estime mortifères pour l'économie française, le monde patronal se rebiffe.

Des plus petites entreprises aux plus grosses, « on sent un ras-le-bol à tous les niveaux et de l'inquiétude, avec l'impression de vivre dans un pays schizophrène », constate Bruno Maury, le dirigeant de l'assureur April. Les comptes publics dérivent dans un des pays qui dépensent le plus, qui plus est de manière dysfonctionnelle. Et personne ne parle de maîtrise des dépenses, d'économie, d'emploi, d'innovation. La seule chose qui intéresse, c'est demander toujours plus de dépenses et cette folie absolue qu'est la suspension de la réforme des retraites... », s'étrangle celui qui est

l'un des initiateurs du mouvement Trop, c'est trop. D'autant que face à l'état plus qu'inquiétant des comptes publics, « il n'y a aucune analyse économique. La seule réponse est la taxation », avance Eric Maumy, PDG d'April. « On veut affaiblir, voire tuer ce qui fonctionne pour faire durer ce qui dysfonctionne », résume Bruno Grandjean, le dirigeant du groupe Redex, un fabricant de biens industriels installé dans le Loiret, en ciblant notamment les députés.

Particulièrement en colère, l'industriel dénonce « une des campagnes les plus maléfiques jamais vues contre les entreprises, qui sont pourtant la source même de la prospérité du pays ». « C'est déplorable et insultant », lance-t-il, particulièrement énervé par les discours « qui présentent les chefs entreprises comme des assistés et des fraudeurs ». Avant de constater, amer, que « le cynisme a tout envahi, et la fin justifie tous les moyens ». Nombreux sont ceux qui pointent en effet du doigt l'obsession du monde politique pour 2027, au détriment des réalités économiques du pays. « Depuis l'origine, la négociation budgétaire est entachée par des postures de précampagne présidentielle », estime ainsi Fanny Letier, la fondatrice du fonds d'investissement Geneo Capital Entrepreneur, d'autant plus inquiète que cette focalisation sur les élections à venir justifie des choix qui « risquent fort d'accroître la paupérisation du pays ».

Au milieu de ce marasme, Sébastien Lecornu a tenté d'apaiser une exaspération patronale de moins en moins discrète. Interpellé par Trop, c'est trop, mais également par treize dirigeants d'organisations patronales, le premier ministre a tenu à rappeler l'urgence première : le vote d'un budget pour la France. Si « aucun dirigeant ne conteste la nécessité d'un budget », reconnaît Fanny Letier, la pilule a tout de même

« Il n'y a aucune analyse économique. La seule réponse est la taxation »

Eric Maumy
PDG d'April

du mal à passer. « L'idée de ne pas avoir de budget pour la France, en tant que chef d'entreprise, c'est inacceptable. Mais un budget qui serait voté en méconnaissance des enjeux réels du pays, c'est inacceptable aussi », soupire ainsi le dirigeant d'une ETI française historique, qui préfère rester discret. Lui penche donc pour un « budget blanc ». « Il vaudrait mieux que le gouvernement reconduise à l'identique le budget 2025 en attendant les prochaines élections pour y voir plus clair », estime-t-il. Quand d'autres espèrent ne pas avoir à attendre jusqu'en 2027, à l'image de ce patron d'une ETI industrielle pour qui « il faut crever l'abcès, et reprendre le débat public ». Autrement dit, dissoudre l'Assemblée nationale et organiser de nouvelles élections.

Une posture tout de même isolée dans un monde patronal épuisé par l'instabilité politique et peu enclin à vivre une énième chute du gouvernement. « Toute instabilité politique se traduit immédiatement par une instabilité réglementaire et fiscale, ce que les entreprises redoutent le plus », rappelle ainsi la dirigeante de Geneo Capital Entrepreneur, qui estime qu'une nouvelle période de turbulence politique « affaiblirait encore la confiance et freinerait davantage les efforts faits par nos entreprises ». « Je pense que rien de bien ne peut sortir du chaos », confirme d'ailleurs Eric Maumy, dont l'objectif premier est que cette colère patronale porte des fruits. « Le budget qui sortira sera un mauvais budget. Notre rôle désormais, est d'arriver à intégrer le débat public duquel l'entreprise est trop absente, et à faire entendre notre voix avant la présidentielle ».

Mais encore faut-il que ces patrons exaspérés se montrent prêts à discuter avec un monde politique en qui la confiance s'effrite, alors qu'aujourd'hui, rares sont les figures qui inspirent la confiance des chefs d'entreprise. « Avant, les entreprises travaillaient avec le pouvoir pour essayer de faire avancer des projets. Aujourd'hui, on voit des dirigeants qui refusent même de recevoir des parlementaires ou des ministres dans leurs usines », avoue ainsi le dirigeant de Redex, Bruno Grandjean. ■

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers du Figaro

Europe 1
LA RADIO LIBRE



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*



RAPPEL CONSO

- 1 Je vérifie si mon véhicule est concerné**
- 2 Je prends rendez-vous chez un réparateur/garagiste de la marque pour remplacer rapidement et gratuitement mes airbags**



PLUS D'INFORMATIONS SUR
ecologie.gouv.fr/rappel-airbag-takata

L'équilibriste Olivier Faure se maintient pour l'instant sur son fil. Dans son pari de négocier avec le gouvernement pour arracher des compromis, le premier secrétaire du PS a eu quelques vertiges en fin de matinée vendredi en apprenant que les écologistes voteraient « contre » le volet recette du budget de la Sécurité sociale (PLFSS). Tous les gains des socialistes, dont la fameuse suspension de la réforme des retraites, auraient été balayés si le texte avait été rejeté. Grâce à l'abstention de la droite, le chemin peut finalement se poursuivre jusqu'à mardi pour le vote ultime, dont l'issue reste incertaine.

Cette épreuve du feu pour Sébastien Lecornu sera aussi celle d'Olivier Faure. Pendant des semaines, les deux ont roulé en tandem pour trouver une voie de passage malgré leurs nombreux désaccords sur les textes budgétaires. Un échec du premier signifierait une défaite pour la stratégie de « compromis » du second. Et la fin d'une entente de circonstance entre ces deux taiseux qui ont appris à se connaître et à se comprendre. Rien ne les prédestinait pourtant : l'un vient de la droite et a très tôt rejoint Emmanuel Macron, l'autre a fait toutes ses classes au PS et a déjà noué des alliances avec Jean-Luc Mélenchon. Mais après avoir eu le sentiment de négocier dans le vide avec Michel Barnier et François Bayrou, Olivier Faure a compris que quelque chose était différent avec Sébastien Lecornu.

« On a eu une longue discussion et on s'est accordés sur le fait que rien ne pourrait se faire sans rechercher de compromis, sans accepter les équilibres tels qu'ils sont, sans donner au Parlement une place qu'il n'a jamais eue », raconte-t-il. Olivier Faure conseille notamment au premier ministre de renoncer à l'article 49.3 – ce qu'il fera – pour prouver sa bonne foi et surtout acter un changement de méthode. Il le prévient aussi qu'avec les socialistes, les négociations ne se feront pas à n'importe quel prix. Ce sera la suspension de la réforme des retraites, totem macroniste par excellence, ou la censure immédiate des socialistes.

Et l'indéboulonnable se déboulonna. Une heure avant son discours de politique générale, le 14 octobre, Sébastien Lecornu écrit un SMS à Olivier Faure : « Je prends mon risque », avant de confirmer devant l'Hémicycle qu'il suspendait bien la loi controversée. Chacun y trouve son compte : le locataire de Matignon peut prolonger son bail, le premier secrétaire du PS remporte, lui, une victoire symbolique. Du gagnant-gagnant, mais les deux sont désormais sur un même bateau et beaucoup cherchent à les faire tomber à l'eau. Les Insoumis reprochent à Olivier Faure d'avoir trahi la gauche, la droite accuse Sébastien Lecornu d'avoir fait du chef du PS son vice-premier ministre. Pour autant, le cycle des discussions entre macronistes et socialistes s'ouvre, et dure.

« Les négociations ne sont pas faciles avec Olivier Faure, qui reste dans l'opposition, mais il est guidé par un très grand esprit républicain. Il n'y a pas de chemin évident et il est très lucide sur la situation politique. Contrairement aux extrêmes, il ne souhaite pas la déstabilisation du pays et considère que les partis de gouvernement doivent proposer une solution aux Français », salue même



Olivier Faure, le pari à haut risque du compromis avec Sébastien Lecornu

Pierre Lepelletier

En nouant des accords avec le premier ministre, le chef des socialistes a lié la réussite de sa stratégie à celle du gouvernement pour faire adopter les textes budgétaires.

Amélie de Montchalin, la ministre des Comptes publics. Quitte à faire grincer des dents l'aile droite du gouvernement. « On a donné un pouvoir démesuré à Olivier Faure... », a encore récemment soupiré devant un proche la ministre LR de l'Agriculture, Annie Genevard.

Pour Olivier Faure demeure l'éternelle question : comment est perçue cette fameuse stratégie du compromis dans l'opinion, au-delà des murs épais du Palais Bourbon ? « C'est forcément un risque, le risque d'une certaine forme d'incompréhension de ce que nous faisons », admet le député de Seine-et-Marne qui avait reçu plus d'un millier de mails de Français mécontents après le choix de ne pas censurer Sébastien

Lecornu. Sans compter que, de l'extérieur, les débats parlementaires, souvent techniques, semblent s'enliser et sont de moins en moins lisibles.

Les victoires sont pourtant bien là, répète le chef du PS. Sur les réseaux sociaux, les députés listent les gains : suspension de la réforme des retraites, hausse de la CSG, non-augmentation des franchises médicales... Mais les mêmes doivent en parallèle essuyer la lourde contre-offensive des mélenchonistes qui considèrent qu'en ne censurant pas Sébastien Lecornu, le PS d'Olivier Faure accepte tacitement le compromis que le premier ministre noue avec la droite, comme la défiscalisation totale des heures supplémen-

taires – qu'avait pourtant supprimée François Hollande.

« Que restera-t-il de ce débat ? Serons-nous payés de nos efforts pour épargner classe populaire et moyenne de toutes les horreurs du projet initial ? Je n'en sais rien. Les Insoumis font le pari d'une intransigeance absolue, quitte à ce que les Français paient le prix cher. Nous faisons le choix inverse », défend Olivier Faure. Dans son entourage, certains reconnaissent néanmoins une forme de « déception » : leur chef ne capitalise pas sur cette prise de risque dans les intentions de vote pour la présidentielle. Il reste désespérément sous la barre des 5 %. « Pour l'instant, sur le plan personnel, ça ne me profite pas du tout. Person-

Les Insoumis reprochent à Olivier Faure (ici le 2 décembre, à l'Assemblée nationale) d'avoir trahi la gauche. BENOÎT TESSIER / REUTERS

ne ne m'a tressé de lauriers et, dans les sondages, ça ne se traduit pas par une hausse. Mais je le fais parce que je crois cela juste », tempère Olivier Faure.

Ses plus proches, qui croient en son destin élyséen, estiment qu'il doit aussi se dévoiler davantage. « Il faut continuer de travailler pour qu'il change de dimension, d'image. Il peut encore apparaître comme quelqu'un de froid. Il faut qu'il fasse moins politicien », note par exemple un de ses soutiens. Surtout, Olivier Faure souffre encore d'un grand déficit de notoriété – qu'il concède lui-même – bien qu'il soit à la tête du Parti socialiste depuis 2018. La lente renaissance du parti à la rose lui a permis de prendre un peu la lumière, même si son premier « 20 Heures » de TF1 ne remonte qu'à l'année dernière.

« Les négociations ne sont pas faciles avec Olivier Faure, qui reste dans l'opposition, mais il est guidé par un très grand esprit républicain »

Amélie de Montchalin
Ministre des Comptes publics

Le premier secrétaire du PS espère en attendant que cet automne de compromis lui aura au moins permis de démontrer au grand public qu'il n'était plus dans la roue de Jean-Luc Mélenchon. Après l'accord législatif de la Nupes en 2022, puis du Nouveau Front populaire en 2024, ses détracteurs l'accusaient d'avoir dilué le PS dans le mélenchonisme. Désormais, en privé, le chef de LFI ne cache pas sa déception contre celui à qui il avait tendu la main après le crash présidentiel d'Anne Hidalgo en 2022 (1,7 %). « Olivier Faure, j'y ai cru, je me suis trompé », confie-t-il.

Le socialiste estime quant à lui que l'Insoumis n'a jamais rien fait pour faire prospérer ces larges rassemblements. Que sa radicalité et ses outrances ont fini par faire de lui le pire candidat de gauche dans l'hypothèse d'un second tour face au RN. Désormais, le premier des socialistes agit plutôt pour une candidature commune « non-mélenchoniste », via une primaire avec les écologistes et quelques partis satellitaires. Si tout est encore très flou, la désignation doit avoir lieu à l'automne 2026. Olivier Faure – qui devrait, en toute logique, être candidat dans ce cadre – devra convaincre ses troupes d'accepter le processus, ce qui n'est pas gagné.

« Il embarque moins de la moitié du parti », avance Carole Delga, la présidente de la région Occitanie. Raphaël Glucksmann, seul prétendant de la famille sociale-démocrate à être jugé à plus de 10 %, refuse par exemple de s'y soumettre. L'eurodéputé préférerait que les socialistes l'aident à amplifier sa dynamique. Réponse d'Olivier Faure : « J'ai toujours dit la même chose : si à un moment, il y a une évidence, un nouveau Jaurès, qui s'impose et qui peut battre Bardella, je serai le premier à le reconnaître et à le soutenir ». Avant d'ajouter : « À ma connaissance, il n'existe pas et il faut donc un mode de sélection collectif. C'est la raison pour laquelle je soutiens une primaire. » ■

Pour Tanguy (RN), Lecornu devra partir en cas de rejet du PLFSS

John Timsit

Lors du « Grand Jury RTL-Le Figaro-M6-Public Sénat », le député nationaliste a dit souhaiter « finir l'année sans ces budgets toxiques ».

Plus que quelques heures avant un vote décisif à l'Assemblée nationale. Après l'adoption, en fin de semaine dernière, par les députés, de la partie recettes du budget de la Sécurité sociale, tous les regards se tournent désormais vers mardi. C'est en effet ce jour-là que deux nouveaux scrutins doivent se tenir : l'un sur le volet dépenses, l'autre, plus solennel, sur l'ensemble du texte, comprenant notamment la suspension de la très impopulaire réforme des retraites jusqu'à la prochaine présidentielle. Une échéance à haut risque pour le gouvernement, tant l'incertitude demeure quant à leurs issues. Et ce n'est pas la position de Bruno Retailleau qui va dissiper ce brouillard, puisque le président des Républicains a exhorté, ce di-

manche sur BFMTV, les députés LR à ne pas voter ce texte, qu'il considère comme un « hold-up fiscal », « social » et « démocratique ». Et ce, en dépit de la présence au gouvernement de plusieurs ministres issus des rangs du parti de droite – dont ils ont depuis été suspendus.

Sébastien Lecornu pourrait-il tirer des conséquences politiques d'un rejet du

« Ce serait un désaveu majeur, essentiel de toute sa politique qui nous a fait perdre beaucoup de temps »

Jean-Philippe Tanguy
Député RN de la Somme

PLFSS et, le cas échéant, mettre fin à ses fonctions ? Interrogée à ce sujet dans les colonnes de *La Tribune Dimanche*, la porte-parole du gouvernement, Maud Bregeon, a assuré que cette hypothèse « n'aurait pas de sens, sinon il aurait engagé la responsabilité du gouvernement », en référence à l'engagement du premier ministre à ne pas recourir à l'article 49.3 de la Constitution pour faire passer les textes financiers. De quoi faire sourire le lepéniste Jean-Philippe Tanguy. À rebours de la ligne de l'exécutif, le député RN de la Somme a affirmé, lors du « Grand Jury RTL-Le Figaro-M6-Public Sénat », qu'il souhaitait la démission de Sébastien Lecornu si le budget de la Sécurité sociale venait à être retoqué. « Ce serait un désaveu majeur, essentiel de toute sa politique

qui nous a fait perdre beaucoup de temps », a cinglé le « Monsieur Économie » du parti nationaliste.

Un tel échec aurait, pour le président délégué du groupe RN à l'Assemblée, l'effet d'un tremblement de terre politique, au point qu'il entraînerait une dissolution, et donc, automatiquement, de nouvelles législatives susceptibles de profiter au RN. « La crise » qui en résulterait équivaldrait, analyse-t-il, à une motion de censure, même si cette dernière n'était pas formellement votée. Et pour cause, selon Jean-Philippe Tanguy : « Tous les messages passés » au plus haut sommet de l'État vont dans ce sens. Qu'importe la non-adoption des budgets 2026 d'ici à fin décembre, l'élu de la Somme plaide, à l'inverse, pour « finir

l'année » sans ces textes, jugés « toxiques pour la France et les Français ». « On se privera de taxes et de privatisations », insiste-t-il d'un ton grinçant.

Ce scénario, le député mariniste l'appelle d'autant plus de ses vœux qu'il permettrait, selon lui, de tourner la page d'une « macronie agonisante, politiquement et intellectuellement », sans « ressorts » ni « idées ». Faute d'un PLFSS voté cette semaine – ce qui reviendrait à ne pas suspendre immédiatement la réforme des retraites –, Jean-Philippe Tanguy mise sur une victoire du RN lors d'éventuelles législatives pour appliquer la promesse de son parti à cet égard : l'abrogation de la loi Borne et un financement du système « plus juste pour les travailleurs ». ■

1^{er}



sur la confiance

Orange encore

**Réseau
mobile N° 1**

pour la 15^{ème} fois consécutive



**Élu Service
Client de l'Année**

pour la 2^{ème} fois consécutive

C'est vous qui en profitez.



Selon l'enquête ARCEP 2025 d'évaluation de la qualité de service des opérateurs mobiles métropolitains, Orange est 1^{er} ou 1^{er} ex aequo sur 251 critères des 258 critères mesurés. Détails sur www.arcep.fr. *Catégorie Solutions communicantes pour les particuliers – Étude Ipsos bva – Viséo CI – Plus d'infos sur escda.fr
Image imaginée par nous et générée par l'IA.



est là

Georges Malbrunot Envoyé spécial à Beyrouth et Amman

Un après la chute du dictateur Bachar el-Assad, le président syrien cherche à imposer son autorité à ses ex-alliés djihadistes mais, face aux Druzes, aux Alaouites et aux Kurdes, le dirigeant aura du mal à éviter une fragmentation de son pays.

Le 12 décembre 2024, quatre jours après la chute de Bachar el-Assad, l'ambassadeur d'un puissant État arabe rencontre Ahmed al-Charaa à Damas et pose deux conditions au soutien de son pays au nouveau dirigeant syrien : « Il était un peu fermé, se souvient le diplomate, mais je lui ai parlé franchement : "si vous changez le comportement des djihadistes autour de vous, alors on sera avec vous". Il a répondu "oui, je vais le faire", et j'ai ajouté que les nouvelles autorités devaient aussi respecter les minorités. »

Un an après avoir pris le pouvoir à la tête d'une coalition d'insurgés islamistes qui mit un terme à plus d'un demi-siècle de dictature du clan el-Assad, Ahmed al-Charaa n'a pas modifié le comportement des djihadistes autour de lui, mais une chose est sûre : il a changé le sien. Les nombreux témoignages recueillis cette année par *Le Figaro* à Damas et dans plusieurs capitales arabes auprès de ses interlocuteurs, en attestent, sur la forme comme sur le fond, tout en laissant transparaître de grandes difficultés à convertir les promesses en actes sur le terrain.

« J'ai passé trois heures avec lui un vendredi, il n'a pas interrompu nos échanges pour prier », se souvient encore surpris un riche homme d'affaires syrien de la diaspora qui, comme la plupart de nos sources interrogées, a requis l'anonymat. « La dernière fois que j'ai déjeuné avec lui, je l'ai vu manger avec la main gauche, ce qui n'est pas normal pour un djihadiste qui sait que le prophète réservait cette main à des actions impures », constate de son côté l'ambassadeur à Damas précité, qui voit désormais en lui un islamiste opportuniste, pas loin de l'image du commerçant damascène, connu pour sa plasticité. Une mutation surprenante de la part de l'ancien chef de la branche syrienne d'al-Qaïda que Donald Trump vient encore de féliciter : « Ahmed tu seras un grand leader et les États-Unis t'aideront. »



BRIAN SNODGRUP/REUTERS

Ahmed tu seras un grand leader et les États-Unis t'aideront

Donald Trump
Président des États-Unis

En un an, l'ancien djihadiste a pris de l'assurance. « À notre première rencontre, au printemps, lors d'une réunion des pays arabes au Caire, se souvient un ministre des Affaires étrangères, al-Charaa était intimidé, seul dans son coin. Mais quand je l'ai revu en septembre à l'Assemblée générale de l'ONU à New York, il était presque la star, il saluait à droite, à gauche, il souriait et discutait avec les leaders du monde entier. Il changeait de cravate tous les jours. Sa spectaculaire évolution n'est pas seulement due à ses conseillers britanniques. Ahmed al-Charaa est intelligent, structuré, et pragmatique. Trump l'aime beaucoup, le promeut et le protège même. »

Au cours de notre enquête, nous avons découvert que l'Administration américaine pouvait compter sur des hommes placés auprès de lui. C'est ce que l'amiral Brad Cooper, patron du CentCom, a révélé aux autorités libanaises, qui se plaignaient qu'à leur frontière poreuse avec la Syrie, les ordres donnés par Ahmed al-Charaa mettaient du temps avant d'être exécutés par les éléments les plus radicaux de ses forces de sécurité : « L'amiral Cooper nous a répondu : "nous avons nos hommes avec al-Charaa, si vous voulez, on peut les mettre à la frontière". On a compris qu'il s'agissait de Syriens qui

travaillent pour les Américains », explique une source officielle libanaise.

« Nous parvenons à peine à maintenir al-Charaa en vie », confia à l'automne l'envoyé spécial de Donald Trump pour la Syrie, Tom Barrack, à un de ses interlocuteurs au Moyen-Orient. Les menaces viennent de ses encombrants alliés djihadistes, et de ce qu'il reste de Daech, qu'il combattit à partir de 2016 depuis son fief d'Idlib dans le nord-ouest de la Syrie, n'hésitant pas à livrer aux États-Unis de précieuses informations leur permettant d'éliminer plusieurs leaders de l'organisation terroriste, marquant ainsi le début de sa relation avec l'appareil sécuritaire américain, sur laquelle les observateurs continuent de s'interroger.

« Si, aujourd'hui, al-Charaa avance trop rapidement, résume un homme d'affaires qui le fréquente, il va braquer ses radicaux. Mais si, progressivement, comme il est en train de le faire, il coupe des têtes intermédiaires et place tout sous son contrôle ou sous le contrôle des nouvelles institutions de l'État qu'il tient à gérer, il pourra alors répondre à l'agenda réclamé par l'Occident et marginaliser les têtes brûlées qu'il a autour de lui. » Ce qui induit une pratique autoritaire du pouvoir, qui irrite nombre de Syriens, mais ne déplaît ni à Donald Trump, ni à nombre de chancelleries, y compris française, peu encline à le critiquer publiquement.

Alors que son contrôle de la situation sur le terrain reste fragile dans un pays où les minorités druzes, alaouites et kurdes manifestent des signes d'autonomie, Washington envisage d'établir une base militaire à Damas. Des avions Hercules C-130 ont déjà effectué des tests d'atterrissage sur l'aéroport militaire de Mezzé, à l'entrée de la capitale, à deux pas du palais présidentiel. Mais avant de la rendre opérationnelle, Trump exige qu'il signe un accord de sécurité avec Israël.

« Quand on est entré dans le Diwan tout au bout du palais présidentiel, on a été escorté par deux gardes hauts comme la porte avec de longues barbes », se souvient un membre de la délégation du Medef, en visite à Damas en octobre. Comme Bachar el-Assad, Ahmed al-Charaa envoie des voitures du palais – en l'occurrence chinoises acquises par le dictateur juste avant sa chute – chercher ses hôtes. Sécurité oblige : pas question qu'un véhicule extérieur n'entre dans l'enceinte présidentielle sur une colline dominant Damas.

La vingtaine d'industriels français est tombée sous le charme de l'ancien djihadiste. L'un d'eux – libanais d'origine – a même versé une larme quand il a évoqué sa famille opprimée par les hommes d'el-Assad au Liban.

« Al-Charaa, raconte un participant, nous a délivré son message, clair et synthétique : "aujourd'hui notre priorité c'est la stabilisation du pays, stabilisation politique et sécuritaire. Elle conditionne celle du Liban et de l'Irak. Vous, Français, voulez une région stable, pour cela, la Syrie doit être stable. Mais cette stabilisation passe par des investissements, le marché syrien vous est ouvert. Nous sommes très reconnaissants au président Macron de nous avoir reçus en premiers. Vous êtes la première délégation occidentale d'hommes d'affaires à venir aussi nombreux en Syrie, on en prend bonne note. Les chantiers que vous voulez, prenez-les, ils sont ouverts aux investissements, vous venez avec vos sources de financements et vous les prenez". »

Servie par son armée électronique, la communication était affûtée. « Pendant la rencontre, on a été mitraillés de photos, publiées immédiatement après sur les réseaux sociaux, se rappelle un autre participant, et en sortant dans nos voitures, nous attendaient de jolis coffrets en marqueterie damascène contenant un cadeau et un mot vantant le dialogue entre les peuples de France et de Syrie, baignés dans l'art et la culture. La chorégraphie était millimétrée. » Dans le droit fil d'une communication, sélective vis-à-vis des journalistes, mais terriblement humanisante, lorsqu'il s'agit de montrer al-Charaa donner l'accolade à son père ou jouant au basket avec l'amiral Cooper.



Comment en un an, l'ex-djiha a imposé son pouvoir autocra

Mais « il y a une distorsion entre sa belle image auprès des leaders étrangers, qui lui a permis d'obtenir la levée de certaines sanctions pesant sur la Syrie, et la réalité des problèmes vécus au quotidien par la population », déplore Ashraf, un habitant de Damas. Fin connaisseur de la Syrie, Vincent Gelot, qui dirige l'Œuvre d'Orient sur place, renchérit en prenant l'exemple des nouveaux programmes scolaires. « On ne peut pas prétendre bâtir une Syrie unie quand dans les nouveaux livres scolaires, validés par le ministre de l'Éducation, il est écrit que les juifs et les chrétiens se sont égarés du chemin du bien. C'est inacceptable. »

Au sortir de 13 années de guerre, l'économie syrienne reste exsangue. Comment faire des affaires dans un pays sans carte bancaire, ni système Swift de messagerie sécurisée entre banques, où tout se paie cash en dollars ? Lorsque les industriels français, qui ont bien compris qu'ils devaient trouver des financements avant de remporter des marchés, ont demandé s'ils pourraient « retirer leurs billes de Syrie », ou « mobiliser un partenaire local », l'entourage d'al-Charaa s'est empressé de répondre que « c'est dans la nouvelle loi des investissements ». « Le problème, regrette un de ces industriels, c'est qu'on attend toujours cette loi. »

Celui qui s'est proclamé en mars président par intérim dirige par décrets. La Syrie n'a toujours pas de Parlement digne de ce nom, et al-Charaa prend son temps pour nommer les 70 membres de l'Assemblée du peuple », qui complèteront les 140 élus, à l'issue d'élections décevantes en octobre où seuls 7000 électeurs cooptés par le régime

ont pu voter, sauf dans les régions kurdes et druzes, exclues du scrutin.

Si ses alliés saoudiens, qatariens et turcs ont annoncé des promesses de contrats d'un montant de 27 milliards de dollars, très peu d'entreprises occidentales ont sauté le pas. Damas grouille de nouvelles voitures, mais le business naissant est en trompe-l'œil, alors que la colère monte face à l'explosion du prix de l'électricité, multiplié par 60. « On reçoit des visiteurs mais rien ne se concrétise », déplore auprès du *Figaro* un ministre syrien, qui tient à l'anonymat.

« Il y a une distorsion entre sa belle image auprès des leaders étrangers et la réalité des problèmes vécus au quotidien par la population syrienne »

Ashraf Habitant de Damas

Les riches monarchies du Golfe, qui encouragent les opérateurs privés ou des binationaux à investir, n'ont toujours pas desserré les cordons de la bourse, si ce n'est pour payer les fonctionnaires. « On n'a pas d'instruction du fonds souverain saoudien pour investir en Syrie », regrette un entrepreneur saoudien de Djeddah. Comme si al-Charaa devait encore faire ses preuves.

L'homme est assurément pragmatique, mais il n'écoute pas toujours les conseils. Le 11 janvier, le nouveau président libanais, Joseph Aoun, le met en garde, lors de son premier entretien téléphonique avec son voisin syrien : « Le seul conseil que je te donne : ne fais pas la même erreur qu'en Irak en 2003, ne dé-

mantèle pas l'armée et respecte les minorités. » Las ! Des dizaines de milliers de soldats et policiers ont été renvoyés, un réservoir qui lui manque cruellement aujourd'hui pour mater les éléments les plus radicaux de ses forces de sécurité, qui ont commis des massacres au printemps contre la minorité alaouite, puis cet été contre les Druzes.

Avec une dose de franchise, il reconnaît devant un autre chef d'État arabe l'ampleur de la tâche qui est la sienne : « J'ai avec moi 23 formations militaires et chacune a une idéologie différente. » Nanti d'un aval américain, il a intégré en mai quelque 3500 combattants étrangers, principalement des Ouïgours originaires de Chine et de pays voisins, qu'il a irrités Pékin et de nombreux Syriens.

Interrogé peu après par *Le Figaro* lors de sa visite en France, al-Charaa suggérait d'en naturaliser certains. « Ce ne sont plus des Chinois, ils ne représentent plus un danger », confirma-t-il à une délégation chinoise d'autant plus inquiète que des Ouïgours constituent une partie de sa garde rapprochée. Un sujet sensible également pour l'Arabie saoudite et la France, qui comptent de nombreux djihadistes en Syrie. Al-Charaa ne peut pas les remettre à des pays qui n'en veulent pas, comme la France, préférant leur garantir qu'il gardera un œil sur eux. Solution imparfaite mais qui semble satisfaire Paris.

Dans ses contacts avec ses interlocuteurs, le raïs n'a cessé de réclamer un peu de temps. En avril, il forma son premier vrai gouvernement. Sans véritablement intégrer les minorités, mais en ouvrant son équipe à des profils technocratiques. Des ministres



diste Ahmed al-Charaa tique sur la Syrie

connaisseurs des rouages de l'État, issus parfois des anciennes équipes d'el-Assad, sont nommés à l'Économie, aux Transports, aux Finances. D'autres sont choisis pour avoir travaillé hors de Syrie, tel le ministre des Télécommunications, ou celui de la Santé, un chirurgien rentré d'Allemagne, assisté d'une Syrienne venue de San Diego, à l'aise avec les PowerPoint.

Al-Charaa imprime sa marque. Il ne veut pas partager le pouvoir et celui-ci reste clanique. Il repose sur plusieurs hommes-clés, qui ont un accès direct auprès de lui : d'abord, Assaad al-Chibani, le ministre des Affaires étrangères, son plus proche conseiller, qui a l'oreille de la Turquie. Un homme taiseux qui a mis en place un système de surveillance de certains ministres. Puis son frère Hazem, présent à presque à tous les meetings du président et qui peut l'interrompre. Il le conseille en matière d'investissements stratégiques et a joué un rôle important pour ramener l'argent des anciens financiers d'el-Assad. Également essentiel dans la galaxie al-Charaa : Maher, un deuxième frère, qui a étudié à Moscou et épousé une Russe. Il est le secrétaire général de la présidence, une sorte de premier ministre, capable de rudoier des ministres. Il est secondé par Ali Kida, qui gère les relations entre ministères et signe les ordres de mission pour un ministre qui doit se rendre à l'étranger.

En un an, seulement deux Conseils des ministres se sont réunis en présence d'Achmed al-Charaa, un premier où tous ont parlé, puis un second où seule une poignée de ministres s'est exprimée. Pour arbitrer des différends, il préside parfois des réunions interministérielles. Certains ministres, soucieux d'institu-

tionnaliser le fonctionnement du nouveau pouvoir, réclament un vrai premier ministre, et que le Conseil se réunisse plus souvent. Mais en vain, et en l'absence de tels instruments, Maher orchestre la machine gouvernementale, de ses bureaux - un au palais présidentiel qu'il occupe l'après-midi, et un autre à la primature, le matin. Le président, lui, travaille au palais mais reçoit parfois des invités au palais des Affaires étrangères, jadis occupé par Asma, l'épouse de Bachar el-Assad.

Aux acteurs clés du pouvoir, il convient d'ajouter le patron de l'Autorité des investissements, Talal Hilali, toujours tiré à quatre épingles, venu de Dubaï, parlant un anglais parfait et désireux de tripler les effectifs de son administration à 300 personnes. Puis le ministre de l'Intérieur, Anas Khatib, qui en veut à al-Charaa de lui avoir retiré les services de renseignements pour les confier à l'un de ses rivaux, Hassan Salameh. Mais Khatib tient le terrain et al-Charaa en a besoin, alors qu'il ne contrôle que l'axe central du pays autour des principales villes.

Enfin, Abou Mariam al-Australi, un personnage de l'ombre méconnu, qui aurait été récemment sanctionné par le président, mais demeure trop précieux pour que son mentor l'écarte définitivement. « C'est un dur, un islamiste qui porte souvent une arme à la ceinture », confie un de ses visiteurs. De son vrai nom Ibrahim al-Succariah, ce Libanais ayant émigré en Australie avant de s'installer à Idlib en 2015 était le trésorier d'al-Charaa lorsque celui-ci a mis sur pied son proto-État dans la province d'Idlib, durant les dix ans qui ont précédé l'assaut victorieux contre el-Assad.

Depuis la chute du dictateur, Abou Mariam cherche à prendre le contrôle de Syriatel, l'une des compagnies de télécoms toujours légalement détenue par Rami Makhlouf, le cousin germain d'el-Assad. En charge de l'embryon de Fonds souverain, il œuvre avec Hazem al-Charaa au redécoupage de l'économie, via des « comités » qui récupèrent, par exemple, les revenus encaissés aux passages frontaliers, au détriment du ministère des Finances.

Personnage sulfureux toujours inscrit sur la liste des sanctions australiennes pour financement du terrorisme, Abou Mariam al-Australi aurait été trop gourmand au moment où il a négocié, en compagnie de Hazem al-Charaa, le retour de l'argent des industriels pro-



Pourquoi lorsqu'on prétend unifier un État garde-t-on deux banques centrales, une à Idlib, leur ancien fief, et une autre à Damas ?

Samir Aïta Économiste

Si Ahmed al-Charaa (ici, le 4 décembre, à Damas) n'a pas modifié le comportement des djihadistes autour de lui, une chose est sûre : il a changé le sien. LOUAI BESHARA/AFP

ches de Bachar el-Assad. Plutôt que de les condamner, le président a préféré leur présenter le marché suivant : « Vous me rendez 80 % environ de votre fortune, vous gardez le reste et vous pouvez rester en Syrie. » « C'est mon Ritz Carlton », a souri al-Charaa auprès d'un interlocuteur du Golfe, allusion à l'opération Mains propres menée en 2017 par le prince héritier saoudien Mohammed Ben Salman, qui avait embastillé une cohorte de princes et d'hommes d'affaires dans un palace de Riyad.

Certains ex-magnats d'el-Assad ont joué le jeu : Mohammed Hamcho, le financier de Maher, le frère de Bachar el-Assad, aujourd'hui protégé à Damas par des gardes, aurait restitué près de 650 millions de dollars. Il avait attiré l'attention de l'ancien pouvoir avant sa chute, en obtenant un passeport turc. Samir Foz, également, aurait redonné entre 800 millions et 1 milliard de dollars, selon l'agence Reuters. Un pactole qui permet au régime de boucler ses fins de mois, mais alimente l'opacité des flux financiers que dénoncent certains économistes. « Pourquoi lorsqu'on prétend unifier un État garde-t-on deux banques centrales, une à Idlib, leur ancien fief, et une autre à Damas ? », s'interroge l'économiste d'origine syrienne, Samir Aïta. Selon lui, « le fait que les finances de leur bastion d'Idlib ne soient pas passées sous le giron de l'État pose question ». Pour certains, il s'agirait de se constituer un trésor de guerre, au cas où la situation tournerait au vinaigre.

Pour contrôler une technocratie naissante, Assaad al-Chibani a implanté dans chaque ministère non tenu par un islamiste, ainsi qu'à la banque centrale, un adjoint du ministre qu'on appelle un « cheikh », sorte d'œil de Moscou qui rapporte en haut lieu. Bachar el-Assad faisait la même chose. Certains ministères importants comme l'Économie en compte plusieurs. Des ministres s'en plaignent à voix basse. D'autres ont vu leurs prérogatives rognées, ou ont eu du mal à faire revenir des cadres compétents de l'ancien régime.

Le pouvoir a aussi nommé un de ses représentants dans chaque gouvernorat. « Les cheikhs sont souvent les dépositaires de l'autorité et de la justice au niveau local, mais ils ne se soucient pas nécessairement d'équité », affirme le chercheur et spécialiste de la Syrie, Fabrice Balanche, de retour de Damas.

L'État de droit est largement insuffisant, ce qui n'encourage pas un retour massif des membres de la diaspora. Un ministre a fait remarquer à al-Charaa que l'Assemblée issue du vote d'octobre n'était pas « un vrai Parlement, mais un conseil législatif provisoire ». Un autre reconnaît qu'il y a « un problème avec les discours souvent durs des imams dans les mosquées ». Mais les deux se félicitent que « les choses avancent, 60 % des Syriens contre 90 % l'an dernier vivent sous le seuil de la pauvreté ; il faudra des années, pas des mois, pour établir un État. Certes, notre situation est fragile, mais on n'a pas d'alternative, al-Charaa est populaire, et maintenant, on peut parler », fait valoir l'un d'eux.

Ali (un prénom d'emprunt) n'est pas de cet avis. Kidnappé, il vient de sortir de 50 jours de détention dans une prison d'État. Sa libération a été obtenue après des négociations entre un membre de sa famille et « un cheikh » à Dubaï, qui serait lié aux autorités, contre le paiement d'une rançon de plusieurs dizaines de milliers de dollars. Ali était fonctionnaire sous el-Assad. « Mais ce qui les intéressait, c'est l'argent », assure son cousin, qui a négocié. « Je n'étais pas mal traité, mais on était 30 dans une prison de 60 mètres carrés, les exemples sont nombreux », affirme Ali, qui cherche à partir en Europe.

Achmed al-Charaa pourra-t-il renouer avec les minorités ? Peu de responsables des tueries ayant frappé les Alaouites et les Druzes ont été, pour l'instant, mis en prison. Un premier procès a démarré, il y a quelques jours. Mais aux procès des nombreux meurtriers ainsi qu'à celui des encore plus nombreux cadres du régime el-Assad, certains préfèrent l'option d'un vaste « pardon national », comme après la décennie noire de la guerre civile en Algérie. Les partenaires occidentaux du président oublieront-ils leurs exigences de lutte contre l'impunité ? « Oui », assure un ministre arabe des Affaires étrangères. « Ils n'ont pas d'alternative à al-Charaa, sinon c'est la guerre civile ou le découpage de la Syrie. »

Depuis un an, le président par intérim pratique avec zèle la diplomatie du zéro ennemi. « Je suis obligé de garder un équilibre entre les puissances mondiales et régionales », a-t-il confié à un ministre saoudien. Y compris avec Israël, malgré les attaques répétées de l'État hébreu pour obtenir avec les Druzes une zone tampon entre Damas et sa frontière ; et avec la Russie également, l'ancien allié d'el-Assad, qui bombardait pourtant lourdement les positions des rebelles syriens pendant la révolution.

Au fil des mois, les dessous du lâchage russe d'el-Assad, opportunément préparé par al-Charaa et ses proches, sont apparus. Encouragé par ses alliés turcs, celui qui se faisait alors appeler par son nom de guerre Abou Mohammed al-Jolani, prit langue avec Moscou au début de l'offensive victorieuse, a révélé récemment Assaad al-Chibani. À l'automne, le rais alla plus loin, au cours d'une interview télévisée où il admit qu'à partir de la conquête de la ville de Hama, la Russie avait lâché l'armée syrienne, qui n'offrit plus de résistance. En échange, une fois Damas tombée comme un château de cartes, le 8 décembre, les combattants d'al-Charaa laissèrent plusieurs centaines de hauts gradés syriens se réfugier dans la base russe de Hmémim sur la côte, leur permettant de s'envoler ensuite pour Moscou, tandis que la piétaille put profiter de l'ouverture des frontières et fuir au Liban.

« Les partenaires occidentaux d'al-Charaa n'ont pas d'alternative, sinon c'est la guerre civile ou le découpage de la Syrie »

Un ministre arabe des Affaires étrangères

Au grand dam des Européens qui prièrent al-Charaa de sanctionner la Russie, lors de leur première rencontre avec lui, le 3 janvier à Damas, Moscou a gardé une influence en Syrie, au travers de ses bases militaires maintenues, et même d'un entraînement des nouvelles forces de sécurité, qui en ont bien besoin.

« Où va la Syrie : vers le maintien d'un État unitaire ou vers une décentralisation ? » Lorsque *Le Figaro* posa la question à Tom Barrack, en marge du sommet pour la paix de Charm el-Cheikh en octobre, l'envoyé spécial de Donald Trump n'hésita point : « vers une décentralisation », probablement sur le modèle d'une gouvernance fédérale irakienne, après la chute de Saddam Hussein, ou en revigorant la loi 107 sur la décentralisation prévue par l'ancien régime, mais jamais appliquée.

Les massacres des Druzes cet été, après celui des Alaouites au printemps, auraient converti Washington, attaché jusque-là une Syrie unie. Au Sud, de nombreux Druzes, en quête d'un protecteur, réclament leur autonomie. Sur la côte à l'ouest, les Alaouites, grands perdants depuis un an et toujours victimes de nombreuses exactions notamment autour de la ville multiconfessionnelle de Homs, en rêvent eux aussi. Mais sans soutien politique extérieur, ni armes, la partie sera difficile. Quant aux Kurdes, dans le Nord-Est, leurs négociations avec Damas piétinent sur le partage de la manne pétrolière, le maintien de bataillons - y compris féminins dans l'armée, un casus belli pour les islamistes radicaux - et la survivance de leur spécificité culturelle et linguistique, acquise depuis 2012, au début de la révolution.

Dans sa quête pour renforcer ses forces de sécurité, Achmed al-Charaa se tourne vers les tribus arabes de l'Ouest, rivaux des Kurdes, que leurs voisins saoudiens poussent à saisir la main tendue, contre espèces sonnantes et trebuchantes.

De son côté, selon nos informations, Tom Barrack vient de contacter pour la première fois le général Manaf Tlass, ancien proche d'el-Assad, exilé à Paris depuis 2012, qui a fait sa première sortie publique fin septembre lors d'une conférence à Sciences Po. Il lui a demandé de prendre rendez-vous avec l'ambassadeur américain en France. Sollicité, Manaf Tlass n'a ni démenti ni confirmé l'information. Accepté par la Turquie et la Russie, ce sunnite, fils d'un ancien ministre de la Défense, pourrait l'aider à rebâtir une véritable armée. Instrument sans lequel, Achmed al-Charaa aura du mal à créer les fondations de ce nouvel État dont il rêve, en poursuivant son parcours sinueux et atypique. ■

Les Syriens célèbrent le premier anniversaire de la chute de la dictature

Apolline Convain

Durant quatre jours, le pays met entre parenthèses les défis auxquels il est confronté et les soucis du quotidien.

Depuis vendredi, du nord au sud du pays, les drapeaux flanqués de trois étoiles claquent dans l'atmosphère fraîche de ce début de mois de décembre. Cette atmosphère est saturée des cris des klaxons et du son des musiques composées à l'époque où la Syrie se battait encore contre le joug de la dictature el-Assad. «*Lève la tête, tu es un Syrien libre*», déversent en boucle les haut-parleurs des taxis pris dans les embouteillages. Sur la place des Omeyyades, au cœur de la capitale syrienne, ils s'étirent à l'infini sous le regard des enfants perchés sur les épaules de parents qui ont depuis longtemps oublié l'heure du coucher. Ce n'est pas tous les jours que l'on célèbre le premier anniversaire de la fin de cinquante-quatre ans de dictature. Le 8 décembre 2024, Bachar el-Assad, au pouvoir depuis 2000, fuyait la Syrie après l'entrée dans la capitale de milliers de combattants réunis sous la bannière du groupe Hayat Tahrir al-Cham (HTC), au terme d'une offensive éclair qui a mis un point final à quatorze ans de guerre civile. Sitôt la confirmation de la fuite du «*Lion de Damas*» pour Moscou, les Syriens sortaient dans la rue pour célébrer son départ et renouer avec des libertés trop longtemps bafouées.

Un an, jour pour jour, après ce tournant historique, le décor n'a pas changé. Seules les kalachnikovs, dont les cartouches jonchaient l'asphalte de la place des Omeyyades, se sont raréfiées. À l'est de celle-ci, le bâtiment du ministère de la Défense, éventré par les bombardements israéliens en juillet dernier, rappelle les tensions qui persistent avec ce voisin qui continue d'occuper le sud de la Syrie. L'électricité revient doucement sur les pentes du mont Qassioun, dont le crâne dégarni domine la capitale. Quelques vieilles carcasses de voitures ont été remplacées par des 4 x 4 flambant neufs à la faveur de la levée des sanctions internationales. Casque vissé sur la tête, des agents de circulation tentent de maîtriser leur valse infernale.

«C'est un peu le 14 Juillet syrien. Le principe, c'est que nous fêtons la chute du régime d'el-Assad, pas l'arrivée des nouvelles autorités»

Kinan al-Koudsi

Syrien réfugié en France, revenu au pays en janvier 2025

Comme il y a un an, Razan participe aux festivités qui inondent les rues de Damas. «*Le sentiment de victoire se renouvelle à chaque instant où les gens sortent pour célébrer, nous sommes heureux au plus profond de leur cœur*», s'émerveille la quadragénaire, en filant depuis son véhicule les manifestants qui envahissent la chaussée. Sa joie est d'autant plus grande qu'elle se tient désormais aux côtés de son frère, revenu d'un exil de plusieurs années en Turquie. «*Je suis tellement contente que nous puissions enfin nous promener en étant réunis après treize ans, même si ma sœur n'a pas encore pu revenir à cause du manque de logements et du prix des loyers*», ajoute celle dont le mari est mort durant la guerre.

Sans gâcher la fête, la question du coût de la vie demeure toutefois dans tous les esprits. D'autant plus que la Syrie traverse cette année sa pire sécheresse depuis cinquante ans. «*Nous sommes désormais libres de faire ce que l'on veut, mais la situation économique est pire qu'avant, s'inquiète Abou Ali, agriculteur de la Ghouta. Durant la guerre, nous avons perdu notre bétail et nos terres. Cette année, nous n'avons même pas pu ramasser les abricots que nous avions replantés tellement c'était sec*». Sans récolte, ce père de trois enfants est incapable d'acheter le matériel dont il a besoin. La reconstruction de sa maison, détruite par les forces d'el-Assad, attendra. Un an après l'arrivée au pouvoir d'Ahmed al-Charaa, le redressement de la situation économique du pays reste un défi pour les autorités syriennes. 90 % de la population vit sous le seuil de pauvreté et

malgré un ralentissement de l'inflation, les prix restent particulièrement élevés.

Les soucis restent nombreux pour le pouvoir en place. «*C'est un peu le 14 Juillet syrien. Le principe, c'est que nous fêtons la chute du régime d'el-Assad, pas l'arrivée des nouvelles autorités*», glisse Kinan al-Koudsi, Syrien réfugié en

À Hama, comme dans plusieurs villes du pays, une foule s'est rassemblée, le 5 décembre, pour commémorer la chute du régime de Bachar el-Assad, survenue un an plus tôt.

France durant treize ans et revenu dans son pays natal en janvier 2025. Si le 8 décembre est pour lui symbolique, il estime que cette date «*n'est pas une victoire totale*». Sans se départir de son air espiègle, il énumère les défis que la Syrie doit encore relever : la justice, la démocratie, permettre à tous les Syriens de retrouver leur dignité. «*Tout ne peut pas se faire en un clin d'œil, mais on demande aux nouvelles autorités des preuves de leur bonne volonté, par exemple sur la question des disparus. Il n'y a pas aujourd'hui de vrai travail de la part du nouveau gou-*

vernement et des comités compétents», regrette l'activiste, qui souligne également le défi que représente encore le maintien de la cohésion sociale.

Un an après l'arrivée au pouvoir d'Ahmed al-Charaa, près d'un tiers du territoire est toujours dirigé de façon autonome par une administration de facto dominée par les Kurdes. Le 10 mars, un accord a été signé entre le président par intérim et Mazloum Abdi, le chef des Forces démocratiques syriennes (FDS). Le document prévoit l'intégration de ces dernières dans l'armée

syrienne et des institutions kurdes dans l'appareil de l'État syrien. La date butoir pour l'entrée en vigueur de cette feuille de route approche, mais les tensions et les désaccords persistent, ce qui menace la stabilité du pays. Tandis que les Syriens célèbrent le premier anniversaire de la chute du régime ce lundi, les habitants du Nord-Est syrien n'en ont pas le droit. Samedi, la direction des FDS a émis une circulaire interdisant tout rassemblement le 8 décembre, invoquant des «*motifs sécuritaires*», signe que l'unité de la Syrie reste fragile. ■



MAHMOUD HASSANO/REUTERS

Bachar el-Assad, exilé sous haute surveillance à Moscou

Alain Barluet
Correspondant à Moscou

Aucune apparition publique, aucune photo, aucune déclaration. Depuis son «*ex-filtration*» vers Moscou par les forces spéciales russes, le 8 décembre 2024, Bachar el-Assad a été littéralement effacé du paysage médiatique. Depuis un an, seuls de rares témoignages fournissent quelques indications sur la vie de l'ex-président syrien et celle de sa famille dans la capitale russe. Ils y ont été accueillis «*pour des raisons humanitaires*», alors que l'ex-djihadiste Ahmed al-Charaa s'emparait du pouvoir à Damas. Mais même s'il est désormais tenu totalement hors champ, l'ex-chef d'État en exil n'en reste pas moins virtuellement présent dans les relations russo-syriennes actuellement en plein reset (réinitialisation).

Contraint à la fuite, accueilli chez son ancien allié avec de toute évidence pour stricte obligation de garder le silence, Bachar n'est vraisemblablement pas dans le besoin. Il aurait quitté la Syrie avec un magot de 250 millions de dollars et aurait investi à Moscou dans l'immobilier de luxe depuis plusieurs années. L'hebdomadaire allemand *Die Zeit* rapportait, en octobre dernier, qu'il occupait trois appartements, parmi la vingtaine dont il serait propriétaire dans un immeuble de prestige de Moscow City, le quartier des affaires de la capitale. Il se rendrait occasionnellement dans un centre commercial au rez-de-chaussée de cet immeuble, écrit *Die Zeit*, ajoutant que l'ex-dirigeant passait des heures à jouer aux jeux en ligne. Bachar el-Assad, dont la liberté de mouvement serait restreinte, se rendrait par ailleurs fréquemment

dans une maison de campagne – une *datcha*, en russe – de la région de Moscou placée sous haute surveillance.

L'ancien homme fort de Damas n'a pas débarqué seul sur les rives de la Moskova. Sa famille et des proches l'y ont suivi. D'autres ont rejoint le Liban ou les pays du Golfe. D'après le journal *Novaya Gazeta Europe*, «*lorsque tout s'est effondré en Syrie, près d'un millier de personnes ont fui vers la Russie*»,

parmi elles d'anciens militaires, ainsi que des responsables et des membres des forces de sécurité, dont certains figurent sur la liste internationale des individus recherchés. C'est le cas du frère cadet de Bachar, Maher el-Assad, 57 ans, l'un des bras armés de la répression contre les civils après 2011, également suspecté de meurtres et accusé de crimes contre l'humanité, en particulier pour avoir ordonné l'attaque chimique du quartier de la Ghouta, en 2013. L'homme aurait été vu en juin dernier buvant un café et «*scrollant*» sur son téléphone dans un bar chic de la capitale russe. En terrain de connaissance, puisque Maher a fait ses études à Moscou.

L'épouse de Bachar, Asma, 50 ans, a suivi son mari. L'ex-première dame avait annoncé, en août 2019, avoir vaincu un cancer du sein, après un an de traitement. Mais en mai 2024, un communiqué du président syrien annonçait sur Telegram qu'elle souffrait d'un cancer du sang et de la moelle osseuse. Le bruit a couru – à la suite d'un article du *Times* – que Mme Assad envisagerait de se rendre à Londres, sa ville natale, où vivent toujours ses parents, afin d'y suivre un traitement. Toutefois, son passeport britannique aurait expiré en 2020. Selon l'hebdomadaire *Argumenny i Fakty*, Asma aurait déposé une demande de divorce auprès d'un tribunal russe – peut-être pour

échapper aux sanctions visant le clan –, avec l'intention de partir s'installer en Grande-Bretagne afin d'y être soignée. «*Ce n'est pas vrai*», a déclaré Dmitri Peskov, le porte-parole du Kremlin.

Bachar el-Assad pourrait-il être extradé par la Russie? Cette perspective apparaît fort improbable, mais la question a plané alors que Moscou et Damas cherchent les marques de leur nouvelle relation. Après sa prise de pouvoir, Ahmed al-Charaa avait publiquement déclaré que la nouvelle Syrie utiliserait tous les moyens légaux possibles pour traduire Bachar en justice. Le 27 septembre dernier, un tribunal syrien a d'ailleurs émis contre lui un mandat d'arrêt par contumace pour le meurtre et la torture de manifestants. Trois autres mandats d'arrêts ont également été délivrés par la France, notamment pour complicité de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

Points d'appui militaires

Le 15 octobre, Ahmed al-Charaa effectue sa première visite à Moscou. Il affirme à Vladimir Poutine vouloir «*redéfinir*» le dialogue entre les deux pays. De source syrienne, le nouvel homme fort de Damas aurait alors explicitement demandé que Bachar soit livré aux juges syriens. À la suite de la rencontre cependant, cette requête n'a pas été confirmée côté russe. «*Rien à signaler concernant el-Assad*», se contente de lâcher Dmitri Peskov à la presse, le 16 avril, laissant supposer qu'une extradition de l'ex-président exilé n'est pas à l'ordre du jour.

Dès février dernier pourtant, le sort de Bachar el-Assad aurait été mis sur la table, dans un premier coup de téléphone entre Poutine et al-Charaa. Le dirigeant syrien aurait réclamé l'extradition de Bachar contre un sujet majeur pour Moscou : le maintien de la base

navale de Tartous et de celle, aérienne, de Hmeimim, deux points d'appui militaires de première importance pour la Russie en Méditerranée. C'est du moins ce qu'Ahmed al-Charaa a déclaré dans une interview au *New York Times*, en avril 2025, dans laquelle il admettait que Moscou avait refusé ce deal.

Pour certains spécialistes, il n'y aurait pas eu de tractations sur le maintien des bases contre l'extradition de Bachar. Al-Charaa, expliquent ces sources, savait pertinemment que Vladimir Poutine, qui avait personnellement pris la décision d'accueillir Bachar – comme en 2014 l'Ukrainien prorusse Viktor Ianoukovitch –, ne livrerait jamais un ex-allié détenteur des secrets de toutes les prédatations russes en Syrie. Mais il se devait de poser cette exigence, pour des raisons de politique intérieure, et compte tenu de la haine tenace nourrie par ses partisans en Syrie contre l'ancien président.

Moscou et Damas ont décidé de ne pas couper les ponts. Le 15 octobre, Ahmed al-Charaa a déclaré à Vladimir Poutine que la Syrie respecterait tous les accords précédemment signés. Admettant ainsi qu'il était de son intérêt de garder les bases russes. Bachar, lui, devrait rester en Russie. Mais comment expliquer le mystérieux attentat qui l'aurait récemment visé? Selon l'Observatoire syrien des droits humains (OSDH), en effet, Bachar aurait été transporté à l'hôpital, le 20 septembre dernier, dans un état critique après une tentative d'empoisonnement «*ciblée*», orchestrée par un ancien officier syrien. Il serait sorti de l'hôpital après quelques jours de convalescence. Mais l'affaire, non éclaircie à ce jour et démentie par Moscou, montre que, pour Bachar el-Assad, l'exil ne sera peut-être pas un long fleuve tranquille. ■

Adrien Jaulmes
Correspondant à Washington

L'ordre mondial Maga abandonne celui que les États-Unis avaient créé, et veut imposer ses vues au seul continent européen

L'ère de la Pax Americana s'achève, et s'ouvre l'ère Maga des relations internationales. « L'époque où les États-Unis soutenaient à eux seuls l'ordre mondial comme Atlas est révolue », annonce le préambule de la nouvelle « Stratégie de sécurité nationale » américaine, publié vendredi par la Maison-Blanche. Régulièrement annoncé, mais sans avoir été jusqu'à présent réellement formalisé, le découplage américain de l'Europe, et le sabotage par les États-Unis d'un ordre mondial qu'ils avaient créé après 1945, vient d'être officiellement formalisé dans ce document de trente pages contresigné par Donald Trump. La nouvelle conception de la sécurité américaine ne passe plus par la sécurité internationale. « Les affaires des autres pays ne nous concernent que si leurs activités menacent directement nos intérêts », explique le texte.

Renonçant à une approche globale, la nouvelle stratégie américaine conçoit dorénavant le monde en zones d'influences, dans lesquelles chaque puissance est en charge de ses propres intérêts, et où les États-Unis ne s'immiscent pas dans les affaires intérieures des autres pays. « Nous recherchons de bonnes relations et des relations commerciales pacifiques avec les nations du monde sans leur imposer des changements démocratiques ou sociaux qui diffèrent largement de leurs traditions et de leur histoire... Il n'y a rien d'incohérent ou d'hypocrite... à entretenir de bonnes relations avec des pays dont les systèmes de gouvernement et les sociétés diffèrent des nôtres. »

La seule exception notable à ce néo-isolationnisme est l'Europe. Présentée comme une entité en perdition, elle est le seul endroit où la doctrine de « l'Amérique d'abord » doit s'appliquer avec la fermeté d'une puissance de tutelle pour enrayer le « déclin civilisationnel européen ». « L'Europe continentale a perdu des parts du PIB mondial, passant de 25 % en 1990 à 14 % aujourd'hui, en partie à cause des réglementations nationales et transnationales qui sapent la créativité et l'esprit d'initiative. Mais ce déclin économique est éclipsé par la perspective réelle et plus sombre d'une disparition de la civilisation. »

L'Union européenne, dont la création avait été soutenue par les États-Unis, est dorénavant considérée comme une entité néfaste et ses gouvernements comme répressifs, écho du discours prononcé à Munich par JD Vance au début de l'année. La nouvelle stratégie américaine considère que les problèmes plus importants auxquels l'Europe est confrontée sont créés par « les activités de l'Union européenne et d'autres organismes transnationaux qui sapent la liberté politique et la souveraineté, les politiques migratoires qui transforment le continent... la censure de la liberté d'expression et la répression de l'opposition politique, l'effondrement des taux de natalité et la perte des identités nationales et de la confiance en soi... Si les tendances actuelles se poursuivent, le continent sera méconnaissable dans 20 ans ou moins », prédit le document.

La situation est suffisamment préoccupante pour justifier une ingérence dans les affaires du continent. « L'Europe reste stratégiquement et culturellement vitale pour les États-Unis », affirme le texte, « Nous ne pouvons pas nous permettre de faire une croix sur l'Europe... Nous voulons que l'Europe reste européenne, qu'elle retrouve sa confiance en elle en tant que civilisation et qu'elle abandonne son orientation erronée vers une réglementation étouffante... Notre objectif est d'aider l'Europe à corriger sa trajectoire actuelle. » Le salut du continent vient des partis d'extrême droite, auxquels Washington apporte son soutien. « Les États-Unis encouragent leurs alliés politiques en Europe, l'influence croissante des partis patriotiques européens est source d'un grand optimisme. »

D'autres institutions internationales ou des alliances créées par les États-Unis, telles que l'Organisation des Nations unies ou l'Otan, sont aussi



Le vice-président américain JD Vance, le 7 mai, à Washington.
MANDEL NGAN/AFP

« accepter la région, ses dirigeants et ses nations tels qu'ils sont ». La défense d'Israël ou la menace de l'Iran ne figurent pas non plus dans la liste des priorités stratégiques.

La Chine est à présent plutôt présentée comme un concurrent, contre lequel il faut « gagner l'avenir économique » tout en « prévenant l'affrontement militaire », reprenant sans le dire des principes énoncés par Joe Biden. En revanche, au lieu du soutien américain à Taïwan en cas d'attaque qu'avait annoncé Biden, la doctrine Trump renoue avec l'ambiguïté stratégique des Administrations précédentes, rappelant que « les États-Unis ne soutiennent aucun changement unilatéral du statu quo dans le détroit de Taïwan ».

L'invasion de l'Ukraine par la Russie n'est pas mentionnée comme une menace potentielle pour les intérêts américains. La source d'instabilité vient plutôt des dirigeants européens et de leurs « attentes irréalistes concernant la guerre ». Leurs gouvernements « minoritaires et instables, dont beaucoup bafouent les principes fondamentaux de la démocratie pour réprimer l'opposition », empêchent de parvenir à la paix par « la subversion des processus démocratiques ». Les États-Unis se posent plus comme un arbitre entre l'Europe et la Russie que comme un allié de l'Europe contre l'agression de Moscou. « La gestion des relations entre l'Europe et la Russie nécessitera un engagement diplomatique important de la part des États-Unis, pour rétablir les conditions de stabilité stratégique sur le continent... et pour atténuer le risque de conflit entre la Russie et les États européens. »

« Il est dans l'intérêt fondamental des États-Unis de négocier un cessez-le-feu rapide en Ukraine », conclut la nouvelle doctrine trumpienne, justifiant le plan de partage de l'Ukraine en 28 points que l'Administration vient de tenter d'imposer à Kiev. Dissipant les dernières ambiguïtés auxquelles se raccrochaient les espoirs des atlantistes de voir la présidence Trump abandonner sa politique d'ouverture vis-à-vis de la Russie, la doctrine Maga se déploie à présent dans les relations internationales. ■

La nouvelle stratégie de sécurité américaine

condamnées. « Certaines sont animées par un anti-américanisme pur et simple et beaucoup par un transnationalisme qui cherche explicitement à dissoudre la souveraineté des États », et ont sapé « le caractère de notre nation sur lequel reposaient sa puissance, sa richesse et sa décence ».

Célébrant les réussites du second mandat de Trump, le texte vante les préceptes du trumpisme. Il accuse les « élites américaines » d'avoir trahi leur pays, en « surestimant la capacité des États-Unis à financer simultanément un énorme État-providence, ainsi qu'un gigantesque complexe militaire, diplomatique, de renseignement et d'assistance étrangère ». Ou en faisant des paris « extrêmement malavisés et destructeurs sur le mondialisme et le prétendu "libre-échange", qui ont vidé de sa substance la classe moyenne et la base industrielle sur lesquelles repose la prééminence économique et militaire des États-Unis ». Les alliés des États-Unis sont accusés « de faire porter le coût de leur défense au peuple américain, et parfois de nous entraîner dans des conflits et des controverses, mais qui sont périphériques ou sans rapport avec les nôtres ». Ce qui semble paradoxal, toutes les guerres des États-Unis depuis la Corée et le Vietnam jusqu'à l'Irak et l'Afghanistan ayant été décidées par les seuls États-Unis, entraînant leurs alliés plutôt que l'inverse.

« L'époque où les États-Unis soutenaient à eux seuls l'ordre mondial comme Atlas est révolue »

Préambule de la nouvelle « Stratégie de sécurité nationale » américaine

La seule position véritablement globale du texte concerne les dangers de l'immigration massive, qui fut avec la reconnaissance de la menace chinoise l'autre intuition de Trump lors de son premier mandat. « L'ère de la migration de masse doit prendre fin. La sécurité des frontières est l'élément principal de la sécurité nationale. » Les autres menaces ne sont pas évoquées, et la nouvelle doctrine se contente de défendre une approche plus flexible de la part des États-Unis. « Une stratégie doit hiérarchiser. Tous les pays, tous les enjeux ne peuvent pas être au centre de la stratégie américaine... » « Elle ne repose pas sur une idéologie politique traditionnelle. Elle est avant tout motivée par ce qui fonctionne pour l'Amérique, ou, en deux mots, "l'Amérique d'abord". »

Ce nouveau monde est dorénavant divisé en sphères d'influence. Celle des États-Unis est constituée par l'hémisphère occidental, où l'Administration Trump a déployé depuis septembre une puissante escadre pour mener des opérations contre le trafic de drogue dans les Caraïbes, tout en exerçant une pres-

sion contre le régime Maduro au Venezuela. Le document affirme le retour de la doctrine édictée par le président James Monroe en 1823, qui visait à tenir à l'écart des Amériques les puissances coloniales européennes. Tout en y ajoutant un « corollaire Trump », vaguement décrit comme une « diplomatie commerciale » décourageant les pays d'Amérique latine de coopérer avec d'autres nations.

La Russie n'est pas citée une seule fois au rang des menaces. Ni l'axe qu'elle

forme avec les autres puissances révisionnistes - Chine, Iran et Corée du Nord -, déterminées elles aussi à dominer leur zone en fonction de leurs intérêts propres. Le Moyen-Orient a cessé d'être une préoccupation centrale pour les intérêts américains, « parce qu'il n'est plus la source constante d'irritation et potentiellement de catastrophe imminente qu'il était autrefois ». Les États-Unis doivent s'abstenir d'exercer des pressions contre ces nations, « en particulier les monarchies du Golfe », et

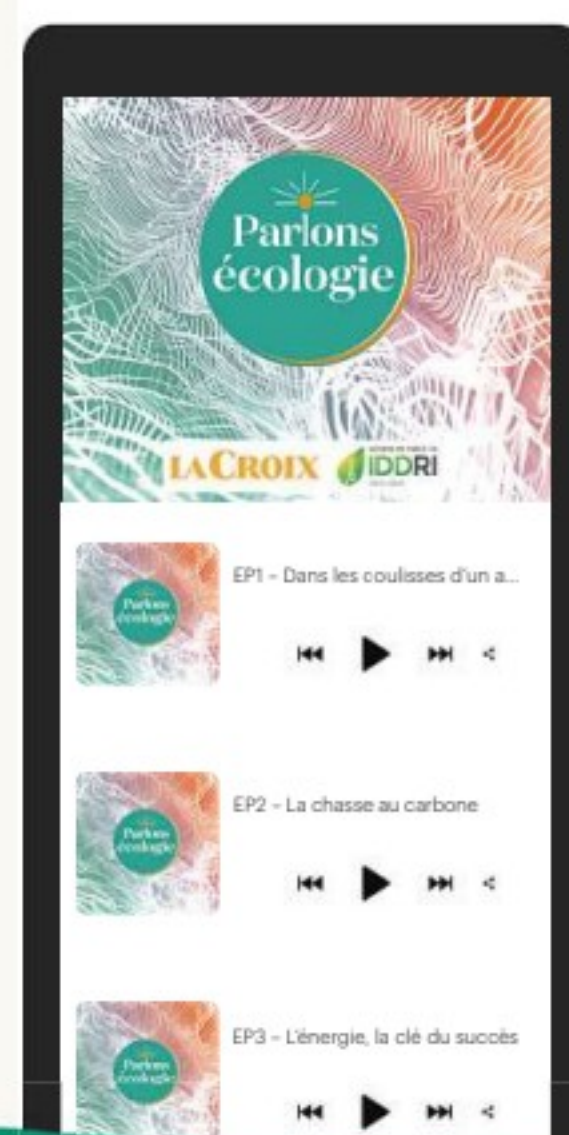
Nouvelle série de podcasts documentaires

LA CROIX

ACCORD DE PARIS +10
IDDRI
2015-2025

Urgence climatique, 10 ans pour agir

Promesses et réalités de l'Accord de Paris



À l'occasion des dix ans de l'Accord de Paris, l'IDDRI (Institut du développement durable et des relations internationales) et La Croix présentent un podcast sur le bilan et les perspectives, à l'échelle mondiale, de la lutte contre le réchauffement climatique.

Des acteurs de terrain proposent un regard sur les changements constatés dans la vie quotidienne, les secteurs économiques et politiques et les émissions de gaz à effet de serre.

Une série proposée par La Croix et l'IDDRI, avec la participation de RFI

- 1— Dans les coulisses d'un Accord historique
- 2— La chasse au carbone
- 3— L'énergie, la clé du succès
- 4— Crises climatiques : l'urgence de s'adapter
- 5— Face aux enjeux climatiques, un monde fragmenté
- 6— Finances, le cœur du sujet
- 7— La société civile moteur du changement ?
- 8— Après la COP30, comment continuer à coopérer ?

Pour écouter, rendez-vous sur **communication.la-croix.com/fig**
et aussi à découvrir sur toutes les plateformes d'écoute.



Fête des lumières: polémique après des projections antipolice à Lyon

Jeanne Durieux et Justin Boche

La préfète du Rhône, Fabienne Buccio, a condamné cet « insupportable message de haine » revendiqué par un collectif écologiste.

« **N**on à l'État policier », « la police blesse et tue » ou encore « la violence policière est partout ». Plusieurs messages injurieux à l'encontre des forces de l'ordre ont été projetés, samedi soir, sur une façade du Musée des beaux-arts de Lyon, au cours de la célèbre Fête des lumières qu'accueille la ville chaque début de mois de décembre. Des slogans projetés sauvagement place des Terreaux et dont des captures vidéos et photos ont circulé sur les réseaux sociaux.

L'action a été revendiquée sur Instagram par le collectif écologiste radical « les Soulèvements de la Terre Lyon ». « Notre contre-Fête des lumières s'attaque à ceux (sic) qui nous menacent, nous volent et nous empoisonnent. Rassemblement national, police et milliardaires, tous s'unissent contre ceux qui luttent pour un monde féministe, antiraciste, écologiste et libéré de toutes formes de dominations », ont déclaré les militants d'ultra-gauche.

Selon nos informations, à la demande du ministre de l'Intérieur, la préfète du Rhône a signalé l'affaire au procureur en vue de l'ouverture d'une enquête (article 40). Les auteurs étaient toujours recherchés dimanche en fin d'après-midi,

mais les recherches pourraient être compliquées par la configuration même de la place des Terreaux, située au pied de la colline de la Croix-Rousse. « La projection a pu être faite depuis les toits des immeubles de la place mais aussi depuis des appartements de la colline qui la surplombe », détaille une source sécuritaire.

Les messages injurieux ont suscité l'ire du syndicat Alliance Police. « Accuser la police de "tuer" pendant que nous protégeons des milliers de personnes, c'est diffamer et attiser la haine contre ceux qui assurent votre sécurité », a tancé l'organisation sur X.

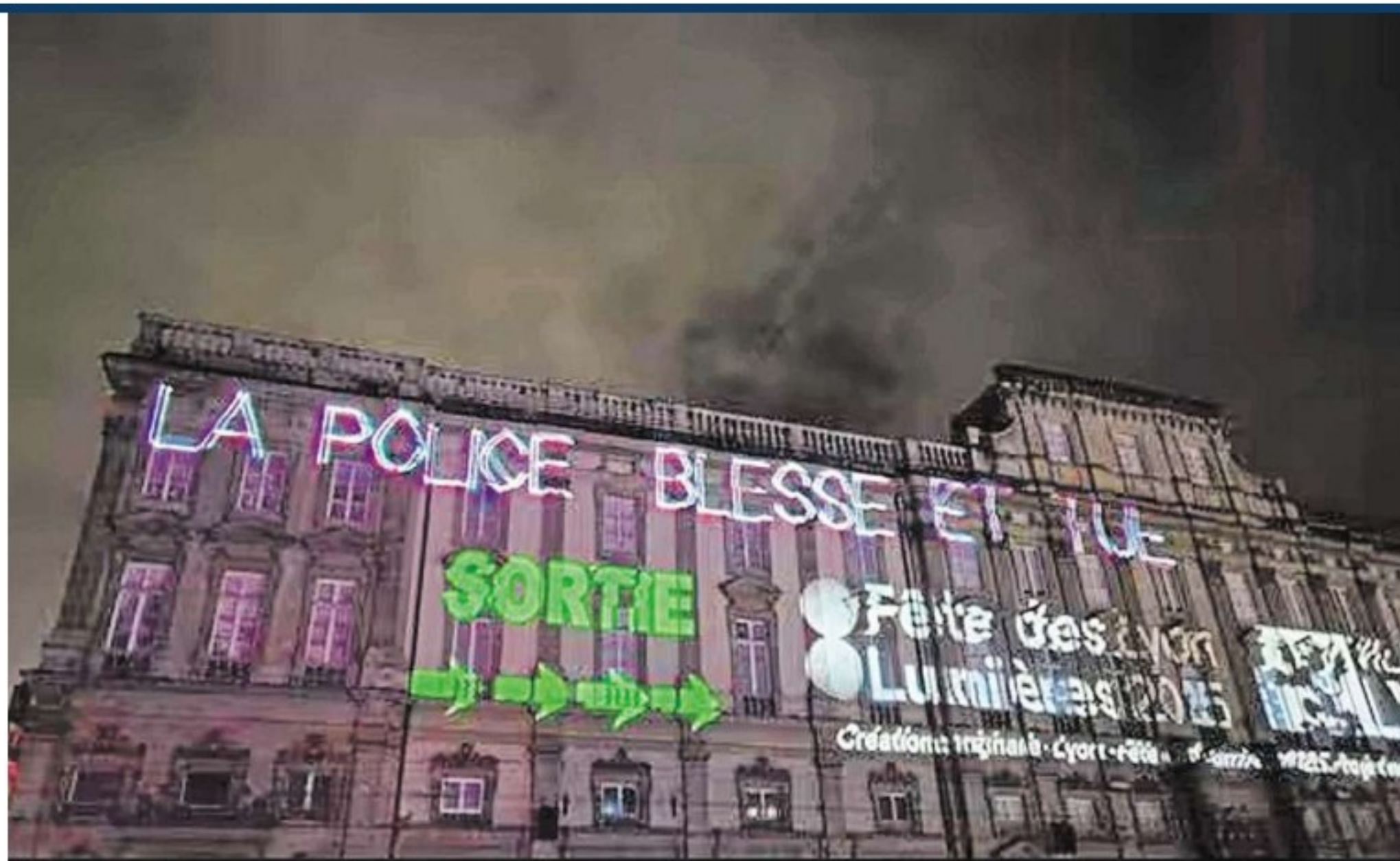
Près de deux millions de spectateurs

La préfète du Rhône, Fabienne Buccio, a également dénoncé sur X un « insupportable message de haine à l'encontre de la police nationale » et a assuré apporter son « indéfectible soutien à nos forces de l'ordre qui mettent en danger leur vie, à chaque instant, pour la sécurité de nos concitoyens ». La représentante de l'État rappelle également que « plus de 500 policiers nationaux ainsi que des militaires de la gendarmerie assurent la sécurisation de (la fête des lumières, NDLR) dans un contexte de menace terroriste élevée ». Le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, a assuré les policiers et les gendarmes de son « soutien ».

Plusieurs messages injurieux à l'encontre des forces de l'ordre ont été projetés, samedi soir, sur une façade du Musée des beaux-arts de Lyon, lors de la Fête des lumières.

Le maire de Lyon, Grégory Doucet, a adressé de son côté sa « pleine solidarité » aux policiers municipaux et nationaux « dénigrés ». « N'oublions pas que ce sont ces mêmes agents qui veillent à notre sécurité pendant ces quatre jours et tout le reste de l'année », a-t-il rappelé.

La Fête des lumières, qui accueille chaque année près de deux millions de spectateurs à Lyon, expose du 5 au 8 décembre 23 œuvres lumineuses sur plusieurs places emblématiques de la ville. Elle découle d'une tradition catholique qui vise à rendre hommage à la Vierge Marie, protectrice de la cité, en déposant un lumignon à sa fenêtre le 8 décembre. Depuis une quarantaine d'années, elle donne lieu à des créations artistiques lumineuses. Mais, récemment, les slogans politiques, corporatistes ou militants ont tendance à se multiplier. L'année dernière, les pompiers avaient projeté les mots « Pompiers en grève » sur la tour Incity, la plus haute de la ville, et sur la basilique de Fourvière. ■



ALLIANCE POLICE NATIONALE / X

Annie Genevard veut apaiser les tensions avec les agriculteurs

Éric de La Chesnais

Mercosur, dermatose, déficit commercial... Les Assises de la souveraineté alimentaire s'ouvrent ce lundi dans un contexte de crise multiforme.

Dans un contexte tendu entre le gouvernement et les agriculteurs, très inquiets des conséquences de la dermatose nodulaire bovine (DNC) sur leurs troupeaux et de la signature du Mercosur dans une dizaine de jours, la ministre de l'Agriculture, Annie Genevard, s'attaque à un nouveau front. Celui du déficit de la balance commerciale agricole et agroalimentaire, attendu cette année. Du jamais-vu depuis un demi-siècle.

Pour la ministre, habituée aux situations géopolitiques et économiques instables, il n'existe pas de fatalité, à condition de jouer collectif. Elle appelle les filières agroalimentaires, de la ferme jusqu'aux consommateurs en passant par les transformateurs et les distributeurs, au « grand réveil alimentaire ». Pour ce faire, elle lance les conférences de la souveraineté alimentaire, prévues par la loi d'orientation agricole adoptée en mars 2025 (LOA), ce lundi en fin de matinée à Rungis. « C'est un signal d'alarme que je lance, une alerte rouge pour notre souveraineté alimentaire qui est en danger, indique Annie Genevard au Figaro. Notre balance commerciale agricole et agroalimentaire sera au mieux à zéro, probablement dans le négatif en 2025. Nourrir les Français avec des denrées que nous produisons dans notre pays est un enjeu vital de santé publique et de sécurité alimentaire. L'alimentation est une arme de guerre. »

Concrètement, ces conférences réuniront l'ensemble des acteurs de la chaîne alimentaire qui devront bâtir une stratégie commune et fixer, pour les dix prochaines années, des objectifs ambitieux de production et de transformation sur notre territoire. « Nous devons établir un plan de production et de transformation filière par filière, territoire par territoire, afin de moins dépendre des importations. Nous disposons de tous les talents et les savoir-faire pour y parvenir et rester la première puissance agricole de l'Union européenne », poursuit Annie Genevard.

Elle peut compter avec l'appui des responsables du secteur. « Nous participerons activement à ces conférences car elles découlent de la loi et car il est temps de réduire les importations de denrées que l'on peut produire chez nous, avec des garanties sanitaires supérieures, exprime Christiane Lambert, présidente de la Fédération des entreprises de charcuterie traiteur (Fict). Il faut faciliter la construction de bâtiments d'élevage, notamment de poulaillers, car on manque d'œufs et de poulets face à la forte augmentation de la demande. Le made in France, c'est une meilleure traçabilité pour les consommateurs », poursuit celle qui sera référente de l'un des sept groupes de travail de ces assises alimentaires, celui des viandes blanches et de la charcuterie.

Ces différents groupes (grandes cultures, fruits et légumes, viticulture...) seront coordonnés par Ludovic Spiers, ancien directeur général de la coopérative Agrial. Ils seront placés sous l'égide de FranceAgriMer, organisme public chargé de la veille économique et du suivi des marchés agricoles et agroalimentaires. La ministre ne veut pas faire table rase du passé mais prendre en compte les travaux déjà effectués par certaines filières.

« Nourrir les Français avec des denrées que nous produisons dans notre pays est un enjeu vital de santé publique et de sécurité alimentaire. L'alimentation est une arme de guerre »

Annie Genevard
Ministre de l'Agriculture

« Nous avons déjà établi un travail prospectif sur la consommation des fruits et légumes à 10 ans, assure Laurent Grandin, président du comité européen des interprofessions fruits et légumes. Nous pouvons faire diminuer de 5 à 10 % les importations de cette filière en France. Nous avons besoin de visibilité de la part du gouvernement quant à l'utilisation de certains produits de protection des cultures et au recours des nouvelles techniques de sélection des plantes (NBT) ». Actuellement, plus d'un fruit sur deux et près d'un légume sur deux est importé en France.

Parmi les participants, l'ex-ministre de l'Économie et du Redressement productif de François Hollande. « Nos réunions ont déjà commencé, nous avons un vaste chantier devant nous, c'est passionnant, confie Arnaud Montebourg, qui s'est vu confier le groupe de travail des productions végétales spécialisées par Annie Genevard. Nous devons construire des modèles économiques durables et pérennes assurant la croissance de ces filières. C'est tout à fait possible. La preuve, j'ai réussi à créer la Compagnie des Amandes. Nous sommes passés du statut de start-up à celui de PME. La coopérative Arterris est entrée au capital. Il faut mettre en place un fonds d'innovation agricole pour aider à la création d'entreprises capables de relever le défi de la souveraineté alimentaire ».

Une absente sera remarquée ce 8 décembre : la FNSEA, qui ne prendra pas part à la matinée de Rungis, qui « s'apparente davantage à une opération de communication ». En revanche, elle participera aux groupes de travail. « Une première synthèse des travaux est prévue en amont du prochain Salon de l'agriculture fin février, assure Annie Genevard. La restitution des conclusions de groupes de travail interviendra à la fin du premier semestre. » ■

Christophe Cornevin

Le trafic de fossiles de dinosaures a pris une ampleur planétaire. Ce lundi, à Paris, la France va restituer à la Mongolie un spectaculaire squelette de «*Tarbosaurus baatar*», proche cousin du *T. rex*. Rarissime, le spécimen avait été intercepté il y a dix ans dans l'Allier.

Sur tous les fronts des trafics, les douaniers poussent parfois leurs investigations dans les replis les plus enfouis du passé. Ici, nulle trace d'opioïde ou de cocaïne liée aux narcotrafics, pas le moindre lien non plus avec un quelconque marché clandestin de cigarettes ou de contrefaçon de produits de luxe. L'objet du litige pèse plus d'une tonne en pièces détachées et date de plus de soixante millions d'années. Venu du Crétacé, il s'agit d'un spectaculaire squelette de *Tarbosaurus baatar*, proche cousin du redoutable *T. rex*. D'une valeur estimée à 700 000 euros au moment où il a refait surface, ce vestige sorti du fond des âges, pillé dans le désert de Gobi avant de transiter par la Corée du Sud, est remis à la Mongolie par les autorités françaises, ce lundi au ministère de l'Économie à Paris, au terme d'une longue procédure.

C'est la première fois – et probablement la dernière – qu'un dinosaure, arrivé vendredi sous haute protection, a fait escale, le temps d'un week-end, dans l'ancre de Bercy. Répartis dans neuf grosses caisses, les ossements fossilisés ont été confisqués à l'issue d'une incroyable découverte effectuée par les douaniers dans la petite ville de Gannat (Allier), le 16 février 2015.

Alertés sur la provenance d'une cargaison suspecte venue d'Asie, les services lyonnais de la Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED) avaient fait irruption dans les locaux d'une société spécialisée dans les moulages en trois dimensions, chargée de scanner des ossements pour le compte d'un paléontologue. Jurant être de bonne foi, ce passionné du Jurassique avait affirmé avoir déboursé 40 000 dollars pour acquérir les pièces du squelette, avant de les importer en France.

Mais, comme l'a relaté *Le Progrès*, il n'a pu fournir aux douaniers les documents officiels estampillés par les services des affaires culturelles françaises et mongoles. Depuis lors, une enquête au long cours a été lancée par la Juridiction interrégionale spécialisée (JIRS) de Lyon et les restes du *Tarbosaurus*, placés sous scellés, sommeillaient dans les réserves du Musée des Confluences. «*Cette restitution est très attendue par la Mongolie qui, depuis 1924, prohibe l'exportation de squelettes de dinosaures pour tenter d'éradiquer les pillages dont elle est victime*», souffle-t-on à la douane.

« Je salue la mobilisation des douaniers et des scientifiques, notamment du Muséum national d'histoire naturelle, pour leur engagement au service de la protection du patrimoine »

Amélie de Montchalin

Ministre chargée des Comptes publics

Le retour au bercail du *Tarbosaurus baatar* devrait être célébré en grande pompe, à l'occasion d'une cérémonie officielle organisée par les autorités d'Oulan-Bator. Outre les restes de ce grand carnivore bipède, la France restitue lundi, toujours selon nos informations, près d'une trentaine de pièces d'un trésor paléontologique, dont des œufs de dinosaures, pour une valeur globale de 1,2 million d'euros.



Les squelettes de dinosaures, tels que ce *Tarbosaurus baatar* vendu un million de dollars aux États-Unis et récupéré en 2013 par la Mongolie, font l'objet de trafics internationaux. BYAMBASUREN BYAMBA-ÖCHIR / AFP

Comment les douaniers traquent les contrebandiers du Jurassique

«*Fidèle à ses engagements internationaux, notamment la Convention de 1970 de l'Unesco relative à la lutte contre le trafic illicite de biens culturels, c'est une joie et un honneur pour notre pays de remettre à la Mongolie ces spécimens de dinosaures saisis par la douane française*», se réjouit Amélie de Montchalin, ministre chargée des Comptes publics qui présidera la remise. «*Fossiles parmi les plus spectaculaires, les dinosaures sont aujourd'hui particulièrement exposés aux pillages. Je salue la mobilisation des douaniers et des scientifiques, notamment du Muséum national d'histoire naturelle, pour leur engagement au service de la protection du patrimoine. Le patrimoine de la France mais plus largement, comme c'est le cas aujourd'hui, le patrimoine de l'humanité.*»

Pour les douanes, cette affaire est loin d'être isolée. Selon un bilan porté à la connaissance du *Figaro*, les services douaniers ont réalisé soixante opérations en 2024. Soit plus d'une par semaine. «*Ces dernières ont donné lieu à la saisie de 22 125 biens culturels, parmi lesquels 104 fossiles, dont de nombreuses dents de mégalo-dons et de mosasaures*», précise-t-on de source informée.

En octobre dernier, les agents de Poitiers ont remis à l'université de la ville un ensemble de spécimens de crânes, de vertèbres et de dents de mosasaure, redoutable prédateur marin du crétacé. «*Leur saisie avait été réalisée en novembre 2023 lors d'un contrôle routier sur l'A10 à bord d'un véhicule dont le conducteur n'a pu présenter un justificatif attestant de la légalité du transport*», précise-t-on à la direction générale des douanes, qui égrène les saisies. Ainsi, à la fin de l'été dernier, les agents du bureau de Caen ont eu la surprise de découvrir, dans des caisses en provenance des États-Unis, d'authentiques reliques, dont une partie de corne et de colerette de tricératops, mastodonte pesant jusqu'à douze tonnes et disparu il y a plus de 65 millions d'années.

Valeur déclarée de la marchandise ? 112 570 dollars, soit une somme assez modeste sachant que certaines pièces peuvent faire tourner les têtes des collectionneurs et s'envoler les prix. Au début de l'année, toujours à la faveur d'un contrôle routier, les douaniers de Menton avaient retrouvé pas moins de neuf grosses dents de dinosaures dans des colis transportés par une estafette espagnole tandis que, peu avant, leurs collègues de Mulhouse ont saisi une cargaison de 200 fossiles, dissimulés avec soin dans des caisses à bord d'un véhicule en provenance de Belfort.

Plus que jamais, les vestiges paléontologiques sont au cœur de juteux trafics et une véritable «*dinomania*» a

gagné du terrain, portée par le succès planétaire de la saga *Jurassic Park*. «*Le marché des gros spécimens de dinosaures a connu son essor il y a une quinzaine d'années, avec l'engouement pour les cabinets de curiosités pour y placer, par exemple, un beau poisson fossilisé, un crâne ou un œuf de dinosaure*», abonde-t-on à la douane qui révèle que «*deux à trois squelettes de dinosaures se retrouvent ainsi en vente chaque année et donnent lieu parfois à des enchères faramineuses. En octobre 2020 à New York, un tyrannosaure rex venu du Dakota du Sud a été vendu pour près de 32 millions de dollars*».

La passion dévorante pour les grands prédateurs disparus n'a cessé de se propager parmi les collectionneurs. Il est vrai que des stars ont électrisé le marché. Ainsi, en 2016, l'acteur Nicolas Cage avait défrayé la chronique après avoir acheté aux enchères un crâne de *Tarbosaurus*, en déboursant 267 000 dollars. Leonardo DiCaprio, lui aussi intéressé, s'était fait souffler cette pièce remarquable, qui a dû être restituée en raison d'une provenance plus que douteuse.

«*Dans les ventes aux enchères, nous voyons beaucoup de dinosaures venant essentiellement des États-Unis, où il n'existe pas de loi de protection du patrimoine paléontologique à la différence de la Chine, de la Mongolie ou encore du Brésil*», assure Nicolas Vialle, paléontologue qui veille sur les réserves du Muséum d'histoire naturelle d'Aix-en-Provence. Multipliant les expertises pour les douanes, cet éminent scientifique raconte : «*À la manière des chercheurs d'or du Far West, de nombreux propriétaires installés dans le Wyoming ou dans le Dakota exploitent leurs terres en faisant appel à des sociétés spécialisées venues du monde entier. En vertu des législations en vigueur, chaque vestige*

exhumé leur appartient de facto, quelle que soit leur valeur ou leur rareté.»

Dans le lot, figurent des ossements de prédateurs emblématiques ayant marqué l'histoire du Jurassique, remontant à plus de 145 millions d'années. Outre des allosaures, les chercheurs de squelettes déterrent les restes d'effrayants tyrannosaures, stégosaures et autres dinosaures. Conditionnées dans des coques de plâtre pouvant peser plusieurs centaines de kilos, les pièces les plus remarquables traversent ainsi l'Atlantique avant d'être rachetées par des sociétés spécialisées qui «*nettoient*» les ossements et reconstituent le squelette.

« Dans les ventes aux enchères, nous voyons beaucoup de dinosaures venant essentiellement des États-Unis, où il n'existe pas de loi de protection du patrimoine paléontologique à la différence de la Chine, la Mongolie ou encore du Brésil »

Nicolas Vialle Paléontologue

En France, dans les salles des ventes, les plus beaux spécimens s'arrachent aussi à prix d'or à l'image du «*Vulcain*», nom de baptême donné à un majestueux apatosaure, grand herbivore cousin du diplodocus, long de vingt mètres et vendu 4,7 millions d'euros lors d'enchères organisées le 16 novembre 2024 à Dampierre-en-Yvelines. Issu de fouilles américaines dans le Wyoming et restauré pendant deux ans dans le Luberon avant d'être exposé au château de Dampierre-en-Yvelines



Une dent de dinosaure, faisant partie d'un lot de neuf, saisie par la douane lors du contrôle d'une estafette, à Menton, au début de l'année.

(Yvelines), il s'agit d'un des plus grands dinosaures jamais vendu dans le monde. Son acquéreur, un Français, qui souhaite garder l'anonymat, a emporté le dinosaure pour 6 millions d'euros, avec les frais. À la manière d'un grand mécène d'art, l'heureux acquéreur comptait à l'époque en faire cadeau à un musée, en France de préférence ou en Belgique.

À la faveur de contrôles réguliers réalisés dans des bourses aux minéraux et fossiles, où se négocient des fragments de mâchoires pour quelques centaines d'euros, les douaniers interceptent des ossements, les pièces sont revendues sous le manteau. «*Les trafiquants font appel à des mineurs occasionnels qui, avant la nuit tombée, dégagent très grossièrement du sol des fragments à l'aide de microburins*», détaille Nicolas Vialle.

Les os, endommagés au plus grand mépris de leur inestimable valeur scientifique, passent les frontières à la diable. C'est ainsi que, selon nos informations, les douaniers de Montpellier ont intercepté un camion en provenance du royaume chérifien transportant, en vrac dans des cartons enroulés de scotch, une sidérante cargaison fantôme encombrée d'ossements de dinosaures et des fragments de météorites. En France, les «*pirates*» du Jurassique encourent des peines pouvant aller jusqu'à dix ans d'emprisonnement, si les trafics sont commis en bande organisée.

Face à ce qui s'apparente à un pillage en règle du patrimoine paléontologique, certains pays ont mis en place des sanctions dissuasives. Ainsi, en Chine, l'excavation et la contrebande de vestiges de vertèbres de grande valeur scientifique, tous assimilés à des «*reliques culturelles*», sont passibles de lourdes peines pouvant aller jusqu'à la peine de mort. En Mongolie, où les trafiquants risquent également gros, le gouvernement a mené une vaste campagne de reconquête de ses squelettes de dinosaures pillés.

Selon le *Global Times*, tabloïd chinois publié en anglais, les autorités d'Oulan-Bator ont réussi à récupérer en quatre ans une trentaine de spécimens, dont certains auprès de contrebandiers ou des riches particuliers. Une goutte d'eau dans l'océan d'un trafic tentaculaire dans lequel restent englouties, loin du regard de la communauté scientifique, des reliques inestimables pour le patrimoine universel de l'humanité. ■

Pourquoi la préparation laïque au mariage séduit de plus en plus de couples

Stéphane Kovacs

À l'heure où près d'une union sur deux se termine par un divorce, cet accompagnement n'est plus réservé aux croyants.

«**S**aviez-vous que le mariage fait naître des obligations entre les époux, mais aussi vis-à-vis des beaux-parents ? » « Que le mari n'est plus le "chef de la famille", mais que le couple assure ensemble sa direction morale et matérielle ? » « Que depuis 2019, l'autorité parentale doit s'exercer sans violences physiques ou psychologiques ? » Dans la majestueuse salle des mariages de la mairie du 16^e arrondissement de Paris, une quinzaine d'administrés écarquillent les yeux : articles du code civil, régimes matrimoniaux, démarches... En deux heures, ce soir-là, ces fiancés découvriront que le mariage civil n'est pas une simple formalité administrative, mais « un acte civique qui confère de nombreux droits et devoirs, pour favoriser la sécurité et la stabilité des foyers ».

Être accompagné dans une réflexion sur cet engagement d'une vie, voilà qui n'est plus réservé aux seuls croyants. Que ce soit à l'aide de contenus vidéo, dans le cabinet d'un conseiller conjugal ou bien grâce à des réunions en mairie, de plus en plus de couples choisissent de suivre une préparation au mariage civil.

À l'heure où près d'une union sur deux se termine par un divorce, et alors que « le coût humain, social et financier de ce phénomène est important », l'association Cap mariage a pris les choses en main. « Pour une majorité des citoyens, le mariage civil est leur unique cérémonie, fait remarquer cette association apolitique et aconfessionnelle. Ils ne connaissent pas les articles qu'ils signent, leur contrat de mariage par défaut, leurs responsabilités ni les conséquences de certains actes. C'est pourquoi nous avons développé une démarche de préparation au mariage civil. » Proposée gratuitement, soit par des rencontres organisées avec des mairies partenaires, soit en ligne, elle est animée par des couples bénévoles, prêts à partager leur expérience personnelle.

Conseillère de Paris déléguée à la petite enfance, élue dans le 16^e arrondissement, Sandra Boëlle en a célébré, des unions, depuis 2014. « La plupart du temps, s'agace-t-elle, quand vous lisez les articles du code civil, vous voyez les mariés qui regardent ailleurs, en l'air, voire derrière eux. On dirait que ça leur passe complètement au-dessus de la tête. C'est quand même le code civil ! » Venu saluer les participants à cette deuxième séance animée par Cap mariage dans son hôtel de ville - après une première en juin -, le maire Jeremy Redler renchérit : « Comme les familles sont un pilier de notre arrondissement, on a pensé intéressant d'organiser ce moment avec les futurs époux. »

« Pour une majorité des citoyens, le mariage civil est leur unique cérémonie »

Association Cap mariage

Ce soir-là, on réfléchira sur le consentement, la fidélité, le secours ou l'assistance. « Le secours est dû aux beaux-parents jusqu'à la majorité des enfants, qui - en cas de décès du conjoint dont les parents sont secourus - récupéreront cette responsabilité de leurs grands-parents, explique Jean-Michel Desloges, qui coordonne la réunion avec Diane, son épouse depuis quarante ans. L'assistance, c'est une aide concrète et un devoir de patience en cas, par exemple, de maladie, d'infirmité ou de chômage. » On décortiquera aussi le long article 371.1, maintes fois modifié ces dernières années, où l'on apprend que « les parents associent l'enfant aux décisions qui le concernent, selon son âge et son degré de maturité ». Sur leurs fauteuils de velours bleu, Mathieu et Malika rigolent : « Ah, nos ados, qui vont avoir 13 et 16 ans, quand ils entendront ça ! »

Parfois, un notaire vient présenter les différents contrats possibles. « Quel que soit le régime matrimonial choisi, les époux doivent contribuer aux charges du ménage et sont solidaires des dettes



Comme « beaucoup ont des parents divorcés, on ressent souvent chez eux la peur de se tromper. Ils ont envie de montrer à leurs parents qu'eux vont réussir », explique Marie-Françoise Terren, thérapeute familiale, au sein de son cabinet Accordance. CHRISTOPHE DENIS / STOCKADOB.COM

ménagères, pointe Diane Desloges. Pour les binomiaux et étrangers, il vaut mieux établir un contrat chez le notaire, même si on choisit le régime légal de la communauté réduite aux acquêts. Et attention, même si les deux époux sont français, s'ils n'ont pas de contrat, c'est la loi du pays où ils vont s'installer après le mariage qui s'appliquera... »

Pour aller plus loin, une rencontre personnalisée est proposée, cette fois en face-à-face avec le couple de bénévoles. « On parlera notamment des bases d'un engagement durable, de l'éducation des enfants, de l'identification et de la gestion des tensions, et de la nécessité du dialogue, un des maîtres-mots dans le couple, énumèrent Diane et Jean-Michel Desloges. Si on fait ce type de réunions, c'est parce que l'on pense que les mariages doivent durer longtemps, de manière que les parents puissent éduquer leurs enfants au moins jusqu'à leur majorité, afin de ne pas léguer des problèmes à la société. »

À l'issue de ces deux heures, autour d'une coupe de champagne, la plupart des couples se disent « positivement surpris ». « Nous ne sommes pas religieux, donc le mariage à la mairie, c'était vraiment une formalité un peu barbant avant la fête, affirme Romain, 31 ans. Comme un rendez-vous de renouvellement de passeport, quoi ! Le fait d'être pris par la main, ça m'a permis de me sentir plus impliqué dans cette célébration... et aussi dans mon arrondissement ! » Sa fiancée, Laetitia, 30 ans, abonde : « Pourquoi pas approfondir avec une deuxième rencontre ?, suggère-t-elle. Même si on se connaît depuis dix ans, pouvoir échanger avec quelqu'un qui a plus d'expérience que vous et qui est neutre et désintéressé, je trouve ça assez précieux. »

Trois ans après, Astrid et Timothé, qui ont complété leur préparation catholique par une telle séance laïque, valident. « On l'a largement conseillée à nos amis, racontent ces trentenaires franciliens. Notre couple est-il plus fort pour autant ? Le fait d'avoir fait cette démarche à deux, ça témoigne d'une volonté de bien faire, de prendre cet engagement d'une vie avec du recul... Plein de petites graines ont été semées. Nous avons retenu qu'il fallait toujours faire équipe, et que si un problème survenait, il ne devait pas s'interposer entre nous. »

Créée dans les années 1990 dans les Yvelines, l'association Cap mariage s'est développée en région parisienne, nantaise et lyonnaise. « Nous avons maintenant également une visio mensuelle, à destination des couples d'autres régions ou expatriés, indique Léon Chabannes, son président. La majorité a autour de 35 ans et a déjà des enfants. Environ 20 % sont des vingtenaires, et le reste est un joyeux mélange de familles recomposées. Près d'un tiers d'entre eux prévoient également une préparation au mariage religieux. » Il y a aussi quelques couples homosexuels : « Comme ils ont dû d'abord faire passer le message auprès de leurs familles, ils ont souvent un parcours plus compliqué et une réflexion plus riche que les autres », estime Diane Desloges.

À l'heure où « tout le monde milite pour le durable... sauf pour la vie de couple, aider les mariés à s'inscrire dans la durée est essentiel pour l'équilibre de notre société, avance Léon Chabannes. Je dois reconnaître que nous avons des difficultés à toucher des mairies ancrées à gauche, qui pensent que l'on vient faire du prosélytisme contre le divorce ! Pourtant, les couples qui se séparent, c'est souvent au détriment de la femme et de l'enfant. Et la gestion de la ville s'en trouve sérieusement compliquée. Logement, enseignement, loisirs et services sociaux sont confrontés à une multiplication des besoins, entraînant des conséquences financières très importantes pour la collectivité ». Et l'association d'appuyer sa démonstration par des calculs simples : « Un couple + 2 enfants = 1 logement, présente-t-elle sur son site. Un couple séparé + 2 enfants = 2 logements, aides sociales, allocations, accueil des enfants et des femmes seules... Deux logements = des trajets supplémentaires d'un domicile à l'autre. Une séparation = + 60 % de consommation d'énergie d'ex-conjoints. »

À Viroflay, dans les Yvelines, « en dix ans, on est passé de 7 % à 11 % de familles monoparentales, détaille Laure Cottin, maire adjointe en charge de la petite enfance, des affaires familiales et sociales. La moyenne nationale, c'est 25 %. Chez nous, la moitié du budget des aides sociales est désormais réservée aux familles monoparentales, qui représentent

quelque 43 % des demandeurs de logements sociaux. Dans la mesure où les séparations ont autant de conséquences sur les politiques publiques municipales et les services, pourquoi ne faudrait-il pas travailler sur un soutien à la conjugalité ? »

« Beaucoup nous disent qu'ils auraient aimé avoir cette préparation avant leur premier mariage. Ça ne l'aurait pas forcément sauvé, précisent-ils, mais ça aurait permis de soulever certains sujets, comme l'argent, ou la place de la belle-famille »

Laure Cottin Adjointe au maire de Viroflay, en charge de la petite enfance, des affaires familiales et sociales

C'est en 2013, « lors de la célébration d'un mariage où il n'y avait que quatre personnes, les mariés et leurs témoins », que le maire, le LR Olivier Lebrun, « a eu le déclic ». « La mariée, enceinte, était en larmes ; ils venaient de se disputer, rapporte l'adjointe. Le maire s'est rendu compte qu'il allait unir deux inconnus. Il a pris le temps de discuter avec eux, et c'est comme ça qu'on en est arrivé à signer un partenariat avec Cap mariage. » Dans cette ville de 17 000 habitants qui célèbre une soixantaine de mariages par an, « trois réunions très pédagogiques » sont organisées chaque année « pour tous ceux qui souhaitent se renseigner ».

L'idée de la municipalité, en proposant de personnaliser la cérémonie civile, de choisir la musique, de décorer la salle ou de faire un discours, est « d'en faire un moment unique, et pas seulement la signature d'un contrat ». L'évolution, ces dernières années, « c'est que l'on a de plus en plus de deuxième voire troisième mariages, poursuit l'adjointe. Et beaucoup nous disent qu'ils auraient aimé avoir cette préparation avant leur premier mariage. Ça ne l'aurait pas forcément sauvé, précisent-ils, mais ça aurait permis de soulever certains sujets, comme l'argent, ou la place de la belle-famille... »

Ces sujets, les futurs mariés peuvent choisir de les explorer à deux avec l'aide de la méthode de préparation au mariage WeBloom, qui allie contenus vidéo et carnets de réflexion sur « les huit thèmes essentiels de la vie à deux ». Ou avec le programme Unio, qui propose « cinq rendez-vous amoureux pour chaque mois de l'année ».

Ils peuvent aussi préférer « développer certains points qui leur tiennent à cœur, vérifier si le lien est assez solide pour fonder un foyer », auprès d'un conseiller conjugal. « Ce qui revient souvent, c'est le rapport aux familles d'origine ; le temps consacré à chacune peut s'avérer un sujet de tension, décrypte Marie-Françoise Terren, thérapeute familiale, au sein de son cabinet Accordance. Pour les couples culturellement mixtes, c'est à la fois extrêmement riche et fragilisant, dans la durée, s'il y a de grosses différences... »

Nouvelle tendance « assez déconcertante », ces jeunes couples qui ne veulent pas d'enfants. « Une fois, des futurs mariés nous ont même demandé si on pouvait, lors de la cérémonie, ne pas lire l'article du code civil sur les enfants ! », rapportent les bénévoles de Cap Marriage. « J'en ai récemment reçu plusieurs dans ce cas, relate de son côté Marie-Françoise Terren. Ils m'ont donné l'impression d'avoir besoin de trouver sur quoi fonder leur projet de couple ; on a travaillé sur leurs hobbies, leur maison, leurs voyages... Plus généralement, les fiancés investissent le lieu pour dire des choses qu'ils ne se diraient pas en direct. Devant une tierce personne, ça permet de régler de potentiels problèmes, car c'est formulé plus délicatement, de façon plus constructive. »

Comme « beaucoup ont des parents divorcés, on ressent souvent chez eux la peur de se tromper, conclut la thérapeute. Ils ont envie de montrer à leurs parents qu'eux vont réussir. Ce qui est un peu dangereux, car il n'y a pas d'assurance ! Comment on se dit bonjour le matin, comment on s'accueille le soir, combien de temps on s'octroie à deux... Au sortir d'une préparation, les futurs mariés ont au moins retenu que le couple, ça se construit et ça se nourrit tous les jours. Comme une troisième personne. Et qu'il ne faut pas attendre la grosse crise pour consulter. » ■

Cédric Callier

À 26 ans, le Britannique a décroché le premier titre de champion du monde de sa carrière. Une belle manière de faire taire les critiques qui l'accompagnent depuis ses débuts.

Submergé par l'émotion. Après une saison si stressante, après avoir été dominé par Oscar Piastri pendant plusieurs mois, après avoir vu Max Verstappen fondre sur lui au championnat, Lando Norris a pu relâcher toute cette pression qu'il avait sur les épaules. Champion du monde pour la première fois à 26 ans après sa 3^e place à Abu Dhabi (derrière Verstappen et Piastri), le Britannique, les yeux plus que mouillés, a confié son sentiment. « Je n'avais pas pleuré depuis un moment. Je ne pensais pas que je le ferais, mais c'est le cas... Cela a été un long voyage cette saison. Je veux dire un grand merci à mon équipe, à mes parents. Ils sont ceux qui me soutiennent depuis le début. C'est incroyable. »

« Lando No-wins ». Ou en français dans le texte « Lando sans-victoire ». Tel fut pendant longtemps le sobriquet affublé au pilote britannique pour mettre en avant son incapacité à remporter une course, ainsi qu'un mental jugé pour le moins friable. Jusqu'au jour où le natif de Bristol a vaincu le signe indien qui l'escortait depuis ses débuts en Formule 1 en 2019. Un bonheur survenu le 5 mai 2024 pour son 110^e départ dans la catégorie reine des sports mécaniques, à l'occasion d'un Grand Prix de Miami où il devança, au baisser du drapeau à damier, Max Verstappen et Charles Leclerc.

Un premier succès aux allures de déclic pour lui, qui demeurerait marqué au fer rouge par sa 7^e place à Sochi en 2021 à l'issue d'une course qu'il avait dominée, avant qu'une averse et son refus de changer de pneumatiques ne précipitent sa chute lors des derniers tours. « Oui, à Sochi, j'ai certainement perdu une victoire car je n'ai pas fait le meilleur travail possible », commentait-il alors juste après la délivrance de Miami. « Après cela, beaucoup de gens ont douté de ma capacité à gagner des courses et à être performant face à des adversaires du calibre de Max. Mais je ne voulais pas y penser. J'ai toujours gardé la foi en mes capacités. Je savais que j'étais rapide et que je faisais du bon travail. Il fallait juste que j'améliore mes faiblesses et que j'insiste pour que cela porte ses fruits. Et aujourd'hui (le 5 mai 2024), je suis heureux de mettre tout cela au placard et de prouver à ceux qui m'appelaient "Lando No-wins" qu'ils avaient tort. »

« Avant, j'avais tendance à délaissier les moments positifs pour me concentrer sur ce qui n'allait pas. Mais j'ai compris que ces pensées négatives me desservaient et m'empêchaient d'aller plus haut »

Lando Norris
Champion du monde de F1

Une victoire qui, depuis, en a appelé d'autres puisque Lando Norris a porté son total à onze succès dans la discipline. Dont sept cette année pour décrocher le premier titre mondial de sa carrière en résistant à la fois à l'impressionnant retour de son rival et anciennement ami Verstappen (finalement à 2 points), ainsi qu'à l'émergence de Piastri (à 13 points). Pour y parvenir, le Britannique aura dû apprendre à se forger un mental bien moins friable que lors de ses premières années en Formule 1, où chaque critique le touchait plus qu'elle n'aurait dû. Notamment celles concernant le milieu d'où il venait, lui, le fils d'Adam Norris qui a fait fortune, notamment, dans la gestion de pensions de retraite. Le genre d'ascendance qui vous fait vite passer pour le jeune parvenu né avec une cuillère d'argent dans la bouche, et un baquet réservé sous les fesses.

Pendant longtemps, Norris, bien que d'un naturel très enjoué au visage volontiers rieur, a dû ainsi se battre contre ses propres démons intérieurs et ce fameux syndrome de l'imposteur qui menaçait de l'engloutir. « J'accordais



Le pilote McLaren célèbre son premier titre de champion du monde à l'issue du Grand Prix d'Abu Dhabi, dimanche, aux Émirats arabes unis. A. VINCENT/DPPI VIA AFP

Formule 1 : Lando Norris, la consécration d'un (ancien) fragile

certainement beaucoup trop d'importance à l'opinion des autres lors de mes débuts, vers 2019-2020, même si c'est moins le cas maintenant », analyse-t-il, avec le recul. « On ne peut pas plaire à tout le monde. Chacun est libre de se faire sa propre opinion. Il faut juste l'accepter. » Pourtant, en catégorie de jeunes, il ne vole rien à personne. Champion d'Europe de karting en 2013, puis du monde l'année suivante, le Britannique ne laisse rien au hasard pour ensuite s'imposer en Formule 3 Europe, avant de buter sur son compatriote George Russell en Formule 2 en 2018. Des performances d'ensemble qui lui permettent de taper dans l'œil de McLaren, qui le nomme pilote de réserve en 2018, avant de lui offrir son premier baquet en F1 la saison suivante. Sous l'égide d'un Zak Brown alors dithyrambique : « C'est un grand talent, bourré de potentiel, délibérément placé sous la protection de McLaren exactement pour ces raisons. Nous savions qu'il était vélocé et il apprend très vite. Il a la tête sur les épaules.

Nous pouvons voir un grand potentiel pour notre futur en commun. »

Un potentiel qui aura donc mis du temps à arriver à maturation. D'une part en raison de la domination totale exercée par Verstappen et Red Bull sur la discipline et des lacunes de sa McLaren. Et d'autre part car lui-même est devenu le plus jeune pilote britannique de l'histoire de la F1 à ses débuts, ce qui a nécessité du temps pour parfaire son apprentissage, d'autant qu'il se montre souvent très dur avec lui-même. Jamais averse en termes d'autocritique, Norris arbore souvent ce double visage, souriant en façade, avec un côté espiègle qui peut l'amener à un fou rire en pleine conférence de presse aux côtés, entre autres, de Lewis Hamilton. Avant de soudainement se refermer et de se remettre en question à l'extrême. Ainsi, en 2021, il confiait à Ouest-France et à Bild dans un entretien, ses problèmes de santé mentale : « Je vais beaucoup mieux maintenant qu'il y a deux ans. Je profite beaucoup plus de la vie.

Je ne suis plus toujours en train de m'inquiéter, de penser, de paniquer. »

Dans un milieu où il convient de surjouer la confiance, Norris, lui, n'hésite jamais à admettre ses erreurs. Mais son attitude contraste avec celle d'un Verstappen bien plus carnassier et, quelque part, impitoyable que lui. Une opposition qui a pris de l'ampleur en 2024, lorsque le Britannique s'est mué d'outsider en candidat au titre, boosté par une McLaren dominatrice après avoir longtemps rongé son pain noir. Dès lors, les passes d'armes entre les deux hommes ont gagné en intensité, et Norris a souffert face à un Néerlandais donnant davantage l'impression de vouloir gagner que lui. « Trop tendre », « trop gentil » étaient souvent les qualificatifs qui tournaient en boucle dans le paddock au moment d'évoquer sa personnalité. Avec un titre de champion du monde au compteur, le regard sur lui risque de changer. D'autant qu'il est le premier à revendiquer le fait d'avoir mûri et de s'être endurci mentalement.

« Une grande partie de ma situation actuelle vient de mon mental. C'est le résultat de mon début de saison. Je suis presque content d'avoir eu un début d'année assez pourri – mis à part quelques courses comme l'Australie. Ces moments difficiles m'ont poussé à me concentrer et m'ont amené à travailler beaucoup plus, ce qui m'a permis d'être dans une position bien plus forte aujourd'hui. Avant, j'avais tendance à délaissier les moments positifs pour me concentrer sur ce qui n'allait pas. Mais j'ai compris que ces pensées négatives me desservaient et m'empêchaient d'aller plus haut. » Devenu dimanche le premier pilote sacré chez McLaren depuis un certain Lewis Hamilton en 2008, Lando Norris a sans doute définitivement tourné le dos au pilote friable qui était et qui, avant, se serait décomposé à la suite de la disqualification vécue à Las Vegas suivi de sa 4^e place au Qatar en raison d'une mauvaise stratégie de son équipe. Mais le nouveau Norris, lui, n'a pas tremblé et il a conclu l'affaire à Abu Dhabi. ■

Après le mariage du siècle, une année noire pour Ferrari

Le 1^{er} février 2024, le petit monde de la Formule 1 vivait un véritable tremblement de terre : après douze saisons et six titres de champion du monde (son septième datant de l'ère McLaren), Lewis Hamilton quittait Mercedes pour rejoindre Ferrari. Avec l'objectif d'y décrocher un historique 8^e sacre mondial pour dépasser le « Baron rouge », Michael Schumacher, au sommet du livre des records en Formule 1. Une perspective qui sera toujours d'actualité en 2026, mais qui a pris du plomb dans l'aile cette année. Un millésime aux allures de douloureuse piquette, achevé sur une 4^e place au championnat des constructeurs à des années-lumière de McLaren que la Scuderia rêvait de supplanter. Avant de se prendre le mur de la réalité en pleine face.

Idem chez les pilotes où Charles Leclerc, après sa belle 3^e place finale en 2024, imaginait pouvoir se mêler à la course au titre. À la place, il doit se contenter du cinquième rang de la classe, loin derrière son devancier, George Russell, qui est parvenu à remporter deux victoires cette saison. Là où le Monégasque termine, comme Hamilton, sur un zéro pointé.

Une bérézina telle que Leclerc lâchait, entre ironie et dépit après un Grand Prix au Qatar qu'il a achevé à une anonyme 8^e place : « Je n'avais aucune confiance dans la voiture, je n'avais aucune vitesse, rien du tout... Donc pour être honnête,



Tout n'a pas été un désastre total cette saison

Frédéric Vasseur
Directeur de l'écurie Ferrari

te, je suis plutôt content que le week-end soit terminé. La course a été très frustrante et ennuyeuse, à tel point que j'ai pu suivre un peu la course au titre en essayant de faire des calculs dans ma tête. Honnêtement, cela a été la partie la plus excitante de ma course. »

Le constat s'avère encore plus effroyable du côté d'un Hamilton qui a connu, à Las Vegas, au Qatar et encore samedi à Abu Dhabi, trois éliminations successives dès la Q1, ce qui évidemment ne lui était jamais arrivé. À 40 ans, il a donné le sentiment de finir la saison essoré, aussi bien physiquement que mentalement, par un exercice lors duquel il ne sera pas parvenu une seule fois à monter sur le podium. À Vegas, dépit, il avait qualifié cette

saison comme étant « la pire de (s)a carrière » en ajoutant que, quoiqu'il tentait, la situation ne faisait qu'« empirer ». Une semaine plus tard, il avait mis de l'eau dans son vin en déclarant : « Je ne regrette pas la décision que j'ai prise en rejoignant l'équipe. Je sais que cela prend du temps de se construire et de progresser au sein d'une organisation, et je m'y attendais. Nous avons beaucoup de travail à faire pendant l'intersaison et il y a de nombreuses améliorations à apporter collectivement. »

Il faut dire que le double abandon au Brésil le 9 novembre, qui avait été suivi par de vives critiques de la part du président de Ferrari John Elkann, a détonné du côté de Maranello. À tel point que les jours de Frédéric Vasseur à la tête de l'équipe paraissaient compétés. Depuis, le calme (de façade) est revenu. Ou plutôt la résignation s'est imposée. « Tout n'a pas été un désastre total cette saison », s'est défendu Vasseur en rappelant que la Scuderia avait occupé un certain temps la deuxième place au championnat constructeurs. Avant de s'effondrer totalement sur la fin de saison. Peut-être le signe, pour les plus optimistes, que le regard du Cheval cabré était alors déjà tourné sur 2026 et son changement de réglementation technique qui pourrait rebattre les cartes et bouleverser la hiérarchie. Au vu de 2025, Ferrari pourra difficilement faire pire en tout cas. ■ c.c.

EN BREF

15^e JOURNÉE LIGUE 1

BREST (10)	1-0	MONACO (7)
LILLE (4)	1-0	MARSEILLE (3)
NANTES (17)	1-2	LENS (1)
TOULOUSE (9)	1-0	STRASBOURG (8)
PARIS SG (2)	5-0	RENNES (6)
NICE (12)	0-1	ANGERS (11)
AUXERRE (16)	3-1	METZ (18)
LE HAVRE (14)	0-0	PARIS FC (13)
LORIENT (15)	hier	LYON (5)

Mondial 2026 : le calendrier des Bleus

Le match d'ouverture de la Coupe du monde de football 2026 opposera le Mexique à l'Afrique du Sud (groupe A), le 11 juin (à 21 heures) à Mexico. L'équipe de France (groupe I) affrontera le Sénégal à New York le 16 juin (à 21 heures françaises), puis un barragiste (Bolivie, Irak ou Suriname) le 22 à Philadelphie à 23 heures avant la Norvège à Boston le 26 (à 21 heures). Suite au tirage, la tournée des Bleus aux États-Unis a été légèrement modifiée. Ils affronteront le Brésil à Boston (26 mars), puis la Colombie à Washington (le 29).

1^{re} JOURNÉE CHAMPIONS CUP

BAYONNE	17-26	STORMERS
SALE	21-26	GLASGOW
SARACENS	47-10	CLERMONT
BLUE BULLS	33-46	BORDEAUX-B.
LA ROCHELLE	39-20	LEICESTER
LEINSTER	45-28	HARLEQUINS
BATH	40-14	MUNSTER
LLANELLI	16-17	BRISTOL
PAU	27-35	NORTHAMPTON
TOULOUSE	56-19	SHARKS
GLOUCESTER	34-14	CASTRES
EDIMBOURG	hier	TOULON

Bénédicte Lutaud

En réduisant l'oxygénation du cerveau, ce trouble nocturne serait un facteur de risque de la maladie et non un de ses symptômes précoces comme on le pensait jusque-là.

En France, plus de 270 000 personnes vivent avec la maladie de Parkinson, ou une pathologie apparentée. Deuxième maladie neurodégénérative après la maladie d'Alzheimer en termes de fréquence, elle ne bénéficie que de traitements symptomatiques, et non curatifs. Si ses causes sont encore mal connues, un certain nombre de facteurs de risque ont été identifiés tel l'âge, l'exposition aux pesticides, aux métaux, solvants, ou encore les traumatismes crâniens sévères. Une apnée du sommeil non traitée pourrait s'ajouter à cette liste, selon une étude publiée fin novembre dans la revue *Jama Neurology* (l'apnée du sommeil consiste en une succession d'interruptions totales de la respiration, associées ou non à des réductions de la respiration, et touche 4 % de la population en France). Le risque se réduit toutefois considérablement si les patients ont bénéficié d'une pression positive continue (PPC) - un appareil avec un masque respirateur afin de maintenir les voies respiratoires ouvertes. Jugé très efficace par les médecins, cet appareil peut toutefois être jugé rebutant par certains patients, le considérant trop bruyant et imposant.

L'étude, réalisée par des chercheurs du Oregon Health & Science University (OHSU), a examiné les dossiers de santé numériques de plus de 11 millions de vétérans militaires américains, qui ont reçu des soins entre 1999 et 2022. Selon ces résultats, les patients souffrant d'apnée du sommeil non traitée, étaient presque deux fois plus susceptibles de développer la maladie de Parkinson que ceux traités par PPC. Et ce, même après avoir tenu compte d'autres facteurs de risque comme l'âge, l'indice de masse corporelle ou d'autres comorbidités comme le diabète ou l'hypertension artérielle. Lorsque les patients ont soigné leur apnée du sommeil par PPC « tôt », à savoir dans les deux ans après le diagnostic, le risque associé était en outre « significativement réduit » - 31 % de risque en moins.

C'est la réduction de l'apport d'oxygène vers le cerveau qui serait responsable de cet effet. « On peut imaginer que bloquer nos voies respiratoires supérieures,



La prise en charge précoce des patients souffrant d'apnée du sommeil par un appareil avec masque respiratoire réduit de 31 % le risque de maladie de Parkinson.

RIDVAN - STOCKADOBECOM

L'apnée du sommeil augmenterait le risque de développer Parkinson

res, même brièvement, nuit après nuit, prive notre cerveau d'oxygène. Et certaines zones du cerveau, comme les ganglions de la base, région clé de la maladie de Parkinson, sont grandes consommatrices d'oxygène», expose au Figaro Lee Neilson, professeur de neurologie à l'OHSU et principal auteur de l'étude. De précédentes études avaient déjà éta-

bli un lien entre apnée du sommeil et Parkinson, mais leurs résultats étaient contradictoires. Pour les auteurs, c'est surtout leur démonstration d'une réduction du risque via les appareils PPC qui « suggère vraiment que l'apnée du sommeil est un vrai facteur de risque modifiable, et non simplement un symptôme précoce et inévitable de Parkinson ».

Car c'est là tout le débat. Le lien entre maladie de Parkinson et certains troubles du sommeil est connu, mais il s'agit plutôt des troubles du comportement en sommeil paradoxal (les personnes extériorisent physiquement leurs cauchemars) ou la somnolence diurne. Or, il s'agit davantage de symptômes précurseurs, assure Alexis Elbaz, neurologue et

épidémiologiste. Directeur de recherche à l'Inserm, il étudie les facteurs de risque de la maladie de Parkinson. « Le processus dégénératif est souvent enclenché plusieurs années avant le diagnostic : on a une longue phase au cours de laquelle les patients auront des symptômes, dont les plus précoces sont la constipation sévère, le trouble du sommeil paradoxal, la somnolence diurne ou des troubles de l'odorat », liste-t-il.

L'apnée du sommeil pourrait-elle, dans ce cas, n'être qu'un symptôme avant-coureur de la maladie ? À l'en croire, l'étude ne répond pas à cette question. Si elle porte sur la période 1999-2022, le suivi moyen n'est que de 4,9 ans. Or, « pour pouvoir dire qu'un facteur de risque l'est vraiment, il faudrait pouvoir l'observer très longtemps avant le diagnostic, et non juste dans les cinq ans auparavant ». Le risque de causalité inversée n'est donc pas exclu :

« On peut imaginer que bloquer nos voies respiratoires supérieures, même brièvement, nuit après nuit, prive notre cerveau d'oxygène. Et certaines zones du cerveau, comme les ganglions de la base, région clé de la maladie de Parkinson, sont grandes consommatrices d'oxygène »

Lee Neilson Professeur de neurologie à l'OHSU et principal auteur de l'étude

l'apnée du sommeil pourrait être « la conséquence d'une maladie de Parkinson débutante ». L'expert pointe en outre une autre limite « majeure » : la fiabilité insuffisante du diagnostic dans la base de données - 20 % de faux diagnostics (autres syndromes parkinsoniens, ou véritable erreur de diagnostic).

Le neurologue David Devos, chercheur à l'université de Lille-CHU-Inserm, et spécialiste de Parkinson, n'est pas de cet avis. « Les maladies neurodégénératives telles Alzheimer, Parkinson et SLA (sclérose latérale amyotrophique ou maladie de Charcot, NDLR), correspondent à une dégénérescence dans les régions du système nerveux central, les plus grandes consommatrices d'oxygène et d'énergie », rappelle-t-il. Pour lui, l'hypothèse des auteurs tient la route : « Si on a un syndrome d'apnée obstructive, cela va entraîner des manques d'oxygène répétés, c'est forcément mauvais pour les neurones. » Et l'apnée du sommeil dite périphérique, très fréquente en population générale, « se retrouve aussi dans les facteurs de risque d'Alzheimer et de SLA ». Quant à l'apnée du sommeil dite centrale, plus rare, « c'est clairement un facteur de risque » plutôt qu'un symptôme, tranche-t-il. Mais parmi bien d'autres : « Il y a des centaines de causes chez chaque individu. » ■

La stimulation cérébrale profonde « adaptative » améliore la vie des patients

Margérite Jamet

La maladie de Parkinson est la deuxième cause de handicap moteur chez l'adulte. Cette pathologie est associée à des symptômes caractéristiques comme des tremblements au repos, une lenteur et des difficultés à initier des mouvements volontaires qui altèrent lourdement l'autonomie et la qualité de vie des patients. Permettre une prise en charge personnalisée de ces symptômes : c'est le défi relevé par la stimulation cérébrale profonde adaptative (aDBS), une technologie rendue possible depuis la mise sur le marché en Europe et aux États-Unis de la technologie BrainSense développée par Medtronic. Ce procédé permet de mesurer en temps réel les fluctuations de l'activité neuronale d'un patient, et d'envoyer en réponse dans le cerveau une stimulation adaptée. Le concept exploré depuis 2012 avait déjà été testé sur de courtes périodes en service hospitalier, mais les tout premiers résultats en conditions réelles et sur le long terme n'ont été publiés qu'en septembre 2025 dans le journal *Jama Neurology* et semblent montrer une amélioration du ressenti patient dans la prise en charge des lourds symptômes moteurs.

Le dispositif médical de l'aDBS est similaire à celui de la stimulation cérébrale profonde continue (cDBS) déjà utilisée en routine depuis les années 1990 pour apaiser les symptômes moteurs. Deux minuscules électrodes sont implantées chirurgicalement dans le cerveau, et leur activité est régulée par un générateur caché sous la clavicule. Ces électrodes ciblent une région du système moteur chargée de moduler

« On espère obtenir à l'avenir une meilleure gestion des symptômes des patients, associée à une moindre consommation d'énergie de la pile qui en prolongerait d'autant la durée de vie »

P. Rascol Coordonnateur du Centre Expert Parkinson de Toulouse

les mouvements, le noyau sous-thalamique, dont le fonctionnement devient chaotique dans la maladie de Parkinson. Les signaux irréguliers émis par cette structure sont responsables des troubles caractéristiques de la pathologie. En envoyant un signal électrique dans cette région, la cDBS permet de réguler artificiellement les impulsions

désordonnées du système moteur et de diminuer les scores de tremblement de 70 % à 90 % et de rigidité de 50 % à 60 %. Pour le professeur Olivier Rascol, coordonnateur du Centre Expert Parkinson de Toulouse et du réseau français NS-Park de recherche clinique sur la maladie de Parkinson, ce procédé « a constitué une révolution thérapeutique majeure dans la prise en charge de certaines formes sévères de maladie. Je n'ai pas de chiffre précis mais on estime qu'environ 5 % à 7 % des patients parkinsoniens bénéficient d'un traitement par stimulation cérébrale profonde, soit environ 10 000 personnes. »

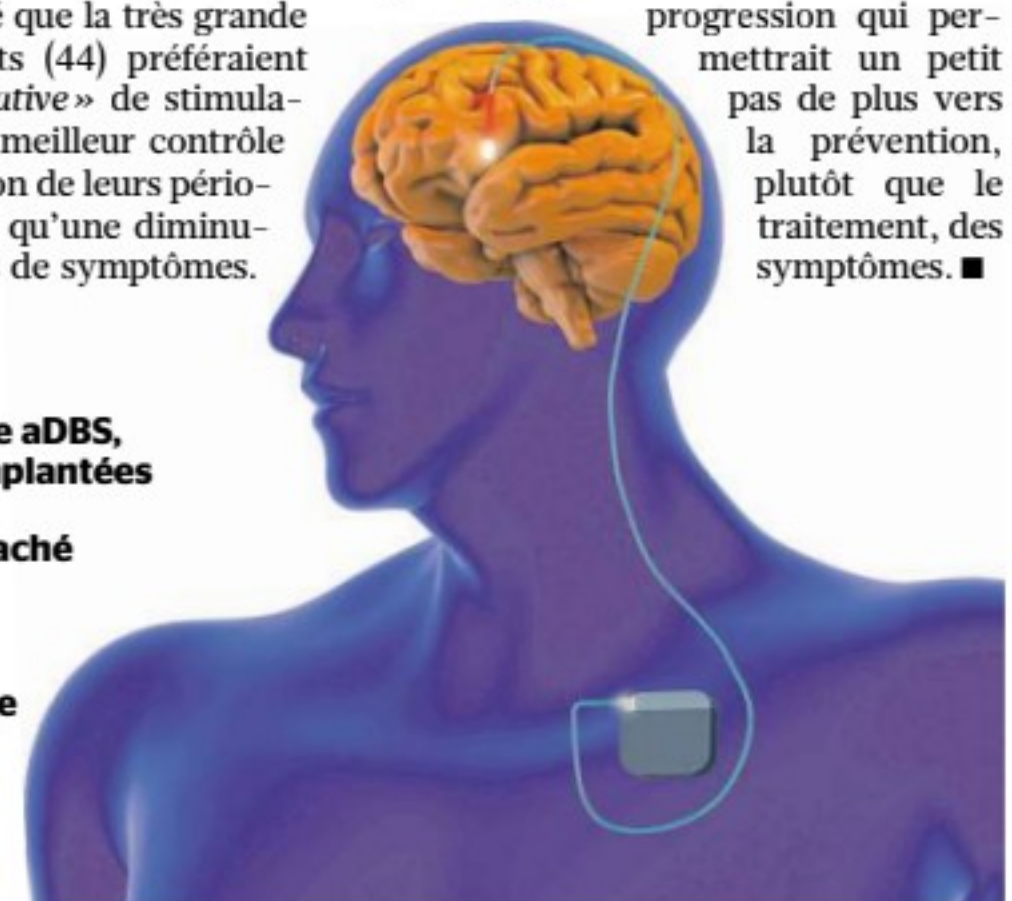
Mais malgré son efficacité, cette technologie présente des limites. « L'activité du noyau sous-thalamique n'est pas stable. Elle fluctue selon les moments de la journée et l'activité des patients », explique le professeur Rascol. Or la cDBS dispense une stimulation continue et d'amplitude constante qui ne prend pas en compte ces fluctuations journalières et individuelles. Conséquence : le système moteur est stimulé à des périodes où la stimulation n'est pas nécessaire, ce qui peut diminuer l'efficacité du traitement ou provoquer des effets secondaires comme des picotements, des engourdissements, des troubles de l'équilibre, voire de légères altérations cognitives et émotionnelles.

C'est là qu'intervient la stimulation cérébrale profonde adaptative (aDBS) : cette dernière utilise une technologie capable de mesurer les fluctuations de l'activité neuronale en temps réel. L'information est ensuite transmise à un logiciel qui adapte instantanément la réponse électrique au besoin spécifique de la personne traitée. On passe donc d'un traitement générique, identique pour tous les patients, à une neurostimulation sur mesure.

L'étude internationale menée sur 45 patients a montré que la très grande majorité des patients (44) préféraient cette forme « adaptative » de stimulation, rapportant un meilleur contrôle moteur, une réduction de leurs périodes de blocage ainsi qu'une diminution des fluctuations de symptômes.

Avec la technologie aDBS, deux électrodes implantées dans le cerveau et un générateur caché sous la clavicule permettent de réguler l'activité électrique erratique du noyau sous-thalamique, à l'origine de la maladie de Parkinson.

Cette technologie plus autonome nécessite aussi moins d'ajustements manuels des paramètres. « On espère obtenir ainsi à l'avenir une meilleure gestion des symptômes des patients, associée à une moindre consommation d'énergie de la pile qui en prolongerait d'autant la durée de vie » souligne le professeur Rascol. La prochaine étape d'évolution pour cette technologie : intégrer une IA capable d'identifier des schémas de dysfonctionnement cérébraux et d'anticiper l'apparition des crises. Une progression qui permettrait un petit pas de plus vers la prévention, plutôt que le traitement, des symptômes. ■



SILVER PLACE - STOCKADOBECOM

Le lupus est bien lié au virus de la mononucléose

Pierre Kaldy

Les scientifiques ont compris par quels mécanismes se déclenchait cette grave maladie auto-immune chez les patients ayant une prédisposition génétique.

Des chercheurs de l'université de Stanford en Californie viennent de réussir à élucider comment le virus d'Epstein-Barr (EBV), responsable de la mononucléose infectieuse, pouvait déclencher le lupus, une grave maladie auto-immune. « Cette étude marque un progrès très important dans la compréhension de la maladie », souligne Alexis Mathian, spécialiste de la maladie à l'hôpital de la Pitié Salpêtrière à Paris.

Le lupus érythémateux systémique (LES) affecte le plus souvent les femmes et se manifeste par des attaques inflammatoires contre différentes parties du corps, débutant par des douleurs et gonflements articulaires, une grosse fatigue et souvent une éruption rouge sur le visage. Autrefois mortel, il est dû à la présence dans le sang d'autoanticorps toxiques dirigés

contre des constituants du noyau des cellules de l'organisme.

Comme pour d'autres maladies auto-immunes, il évolue par poussées et rémissions, avec des complications très variables suivant les personnes. « L'EBV est depuis longtemps le suspect viral numéro un dans cette maladie car, même s'il infecte la majorité de la population, il s'active et prolifère dans le sang chez les malades lors des poussées de lupus, ce qui n'est pas le cas d'autres herpèsvirus également très répandus comme celui de l'herpès ou le cytomégaloherpès », précise le clinicien.

L'étude de l'EBV est cependant délicate, car il demeure dormant au sein d'un très petit nombre de lymphocytes B, les cellules du système immunitaire produisant les anticorps dans le sang. En utilisant une méthode ultrasensible d'analyse génétique qui permet d'étudier les cellules individuellement, les chercheurs ont néanmoins réussi à



Le lupus, qui affecte le plus souvent les femmes, se manifeste par des attaques inflammatoires : douleurs et gonflements articulaires, fatigue et éruptions cutanées. JO PANUWAT D/STOCK.ADOBE.COM

isoler puis à caractériser chaque lymphocyte B infecté par le virus dans le sang de patients. « Une prouesse technique qui n'était pas encore possible il y a cinq ans », commente Alexis Mathian.

Ils ont alors découvert que ces cellules, en nombre bien plus important chez les malades, produisaient les autoanticorps spécifiques de la maladie. « Le virus avait infecté les rares lymphocytes B autoréactifs contre les protéines nucléaires et stimulé leur prolifération », précise le chercheur. De plus, les chercheurs ont découvert que le virus avait reprogrammé les cellules infectées pour leur conférer une nouvelle propriété : elles étaient devenues capables d'activer le système immunitaire pour qu'il génère d'autres lymphocytes B produisant les mêmes autoanticorps toxiques.

Ces anticorps, produits en masse dans le sang, peuvent alors s'attaquer aux cellules de nombreux tissus, provoquant l'inflammation généralisée et multifocale qui caractérise le lupus. « Ce très beau mécanisme d'amplification de la réponse auto-immune par le virus lui donne un rôle central dans la maladie », ajoute Alexis Mathian.

« Le virus d'Epstein-Barr s'active et prolifère dans le sang chez les malades lors des poussées de lupus, ce qui n'est pas le cas d'autres herpèsvirus également très répandus »

Dr Alexis Mathian

Spécialiste en maladies auto-immunes

Un scénario du déclenchement de la maladie se dégage alors, que les chercheurs décrivent dans la revue *Science Translational Medicine*. D'abord, quelques lymphocytes autoréactifs contre des protéines nucléaires sont infectés par le virus qui active leur prolifération. Ensuite, chez des personnes génétiquement prédisposées, le virus peut reprogrammer ces lymphocytes B pour les rendre capables d'activer la production de nouveaux autoanticorps toxiques par le système immunitaire.

Cette séquence inédite pourrait se retrouver dans d'autres maladies auto-immunes telles que la polyarthrite rhu-

matoïde et la maladie de Sjögren où l'EBV est aussi soupçonné, sans compter la sclérose en plaques où son rôle déterminant a déjà été démontré. « Cependant, pour achever la démonstration d'un rôle réellement causal de l'EBV dans le LES et d'autres maladies auto-immunes, il faudrait utiliser un médicament capable de le bloquer lors des poussées, comme c'est déjà le cas pour l'herpès avec l'acyclovir et pour le CMV avec le ganciclovir, mais ce produit n'existe pas encore », regrette Alexis Mathian.

Jusqu'à présent, les traitements de ces maladies auto-immunes restent uniquement palliatifs. Un autre moyen pour empêcher l'infection ou la réactivation du virus serait d'utiliser un vaccin tel celui contre le virus de la varicelle, autre herpèsvirus, qui bloque sa réactivation chez les personnes âgées sous la forme du zona. Un vaccin contre l'EBV protégerait aussi contre plusieurs cancers causés par l'EBV tels que les lymphomes de Burkitt, de Hodgkin et le cancer du nasopharynx. « La mise au point d'un tel vaccin reste cependant un défi majeur, notamment en raison de l'absence d'un modèle animal du lupus pour le tester », note Alexis Mathian. ■

Aucune hausse de la mortalité après les vaccins anti-Covid

Anne Prigent

Une enquête inédite menée depuis 2021 met fin aux doutes sur les risques à long terme des vaccins à ARN.

Si les vaccins à ARN messenger nous ont permis de sortir de la pandémie, certaines personnes craignaient le manque de recul sur leurs effets secondaires potentiels. En 2023, une enquête Inserm-Ined révélait que quatre personnes sur dix jugeaient le vaccin inutile pour les individus en bonne santé. Et en 2025, seuls 46 % estimaient ces vaccins « très utiles » en cas de nouvelle épidémie. Dans ce contexte de scepticisme, une étude française, publiée ce jeudi sur le site Jama Network Open, apporte des données très rassurantes.

Réalisée par EPI-Phare, le groupe scientifique associant l'Assurance maladie et l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM), elle a suivi près de 28 millions de personnes âgées de 18 à 59 ans. « Compte tenu du mode d'action nouveau de ces vaccins, il était essentiel de s'assurer qu'ils ne présentent pas de risque à long terme. D'autant que certains ont affirmé qu'ils provoquaient des décès ou des maladies graves », souligne le Pr Mahmoud Zureik, directeur d'EPI-Phare.

Pour cela, les chercheurs ont exploité les données du Système national des données de santé (SNDS), qui couvre l'ensemble de la population française. Entre mai et octobre 2021, ils ont comparé 22,7 millions de personnes ayant reçu au moins une dose de vaccin à ARNm à 5,9 millions de non-vaccinés. Le suivi médian était de 45 mois, jusqu'en mars 2025. Le choix de se concentrer sur les moins de 60 ans n'est pas anodin. En effet, dans cette tranche d'âge moins susceptible de développer une forme grave, démontrer l'innocuité à long terme était particulièrement crucial.

Sans surprise, le bénéfice le plus spectaculaire de la vaccination concerne les décès liés à une forme sévère de Covid-19 : une baisse de 74 % par rapport aux personnes non vaccinées. Mais cette protection massive contre les formes graves s'accompagne aussi d'un effet global sur la mortalité. Au

total, on a recensé 0,4 % de décès chez les vaccinées et 0,6 % chez les non-vaccinés, soit une réduction de 25 % du risque de mortalité toutes causes confondues. Même en retirant les décès directement imputables au Sars-CoV-2, la vaccination reste associée à une mortalité plus faible, quelle que soit la cause étudiée (cancers, maladies cardiovasculaires ou causes externes).

Les chercheurs se sont aussi penchés sur les six mois suivant la vaccination, souvent pointée du doigt par les plus méfiants. Là encore, les résultats se révèlent rassurants. Le risque de décès est réduit de 29 % par rapport aux non-vaccinés. Les effets sévères connus, comme les myocardites ou réactions allergiques, apparaissent trop rares pour influencer la mortalité globale.

Réduction des complications

Reste une difficulté méthodologique majeure : comparer deux populations qui ne sont pas identiques. En effet, les personnes vaccinées sont en moyenne plus âgées et davantage porteuses de maladies chroniques, ce qui devrait mécaniquement augmenter leur risque de décès. À l'inverse, les non-vaccinés appartiennent plus souvent à des catégories socio-économiques défavorisées, associées à une mortalité plus élevée. Pour éviter que ces différences ne biaisent les résultats, les équipes ont ajusté précisément les caractéristiques sociodémographiques et médicales des participants.

« Ce que montre avant tout cette étude, c'est que la vaccination n'augmente pas la mortalité », résume le Pr Zureik. Il évoque également un autre élément susceptible d'expliquer les résultats : le Covid long, qui touche environ 10 % des personnes infectées et peut entraîner des séquelles durables, respiratoires ou cardiovasculaires. En réduisant ces complications, la vaccination pourrait contribuer à expliquer une partie de la baisse de mortalité observée, « y compris pour des causes non directement liées au virus », ajoute-t-il. ■

ristabil®

LA PETITE BOUTEILLE PLEINE D'ÉNERGIE

Phyto-complexe anti-fatigue naturel à action rapide
Adapté à toute la famille et utile à tout âge

L'églantier

Contribue à la résistance contre les micro-organismes et renforce le système immunitaire.

L'éléuthérocoque

L'extrait de racine d'éléuthérocoque (Ginseng de Sibérie) possède des propriétés anti-stress et anti-fatigue.

La gelée royale

Véritable concentré nutritif naturel produit par les abeilles, elle contient des acides aminés, des lipides, des vitamines du groupe B, vitamines A, C, D et oligo-éléments.

Les baies de myrtilles

Contiennent des flavonoïdes et des anthocyanosides (forte activité antioxydante).

Les vitamines du groupe B
Indispensables au bon fonctionnement de l'organisme.

Disponible exclusivement en pharmacie.
Boîte de 10 flacons. Code ACL 34015 5351939 6

En cure de 10 jours (1 à 2 flacons par jour)

Pour tout renseignement : www.leurquin-mediolanum.fr

Laboratoires LEURQUIN MEDOLANUM



Au championnat scolaire de Bastia, qui réunit chaque année près de 2 000 enfants. Le maillage territorial de l'île par les clubs et un accord unique avec le rectorat participent au succès de la discipline.

ANTOINE GIANNINI

La folie des échecs en Corse



PAR
Antoine Giannini

L'ambiance est studieuse dans le local du Corsica Chess Club, situé au cœur du centre-ville de Bastia. Face au professeur, les enfants écoutent religieusement la leçon, assis sagement devant les échiquiers. Tous sont inscrits, depuis cette année, aux cours d'échecs dispensés pour les plus petits, âgés de 5 à 6 ans. Dans la salle, l'ambiance est familiale, et les parents n'hésitent pas à disputer quelques parties en attendant la fin de la session. La scène se répète plusieurs fois par semaine dans de nombreuses villes de Corse. Avec plus de 7 000 licenciés, sur les 42 000 membres de la Fédération française des échecs (FFE), la ligue corse, créée en 1999, bat tous les records au niveau national. Elle représente 16 % des licences sportives pour une île de 340 000 habitants. Dans ce tableau, 92 % des licenciés corses ont moins de 18 ans, et certains sont des champions internationaux. C'est dire l'engouement inédit que connaît ce sport dans l'île.

En vingt-cinq ans d'existence, la Ligue corse des échecs se targue d'avoir appris le jeu à 50 000 personnes à travers un système « unique au monde », basé sur la formation de masse. Un concept rendu possible par le partenariat unique noué avec le rectorat de la région et la collectivité de Corse : « Nous parlons de 50 écoles, de 250 classes, de 5 300 séances d'enseignement », affirme fièrement Akkha Vilaisarn, le président de la Ligue corse des échecs. Tous les jeunes qui ont entre 30 et 35 ans savent jouer aux échecs en Corse. « Nous utilisons les écoles parce qu'il faut démocratiser ce jeu qui était réservé à une certaine élite », précise encore Vilaisarn. Tous les élèves concernés ont droit à des heures hebdomadaires d'échecs, obligatoires, dans le cadre de leur cursus scolaire.

Au commencement de cette philosophie se trouve Léo Battesti. En 1978, cet ancien dirigeant nationaliste du FLNC purge une peine de 9 ans de prison pour un attentat raté contre l'hôtel des impôts. Incarcéré au sein de la prison de la Santé, à Paris, il entend plusieurs battements secs sur les barreaux des cellules : « Lorsque j'ai demandé ce que c'était que ce bruit, on m'a dit que c'étaient des prisonniers du KGB (services secrets soviétiques) qui jouaient aux échecs par morse. J'ai trouvé cela curieux. Cela m'a motivé à jouer et à apprendre les règles. J'ai ensuite organisé mon premier tournoi dans la prison de Melun avec d'autres détenus. »

En sortant de prison, Léo Battesti s'active pour implanter la pratique de ce jeu dans l'île à travers des partenariats, notamment dans les écoles. Le nombre de joueurs grandit chaque année : « On est devenu le territoire, dans le monde, où il y a le plus de

Avec 7 000 licenciés sur les 42 000 membres de la Fédération française des échecs, la Ligue corse, pourtant basée dans un petit territoire, est une terre échiquéenne. Une dynamique qui produit des champions internationaux, alors que les élèves de l'île bénéficient de cours inédits au niveau national, dans les écoles.

joueurs par tête d'habitant. Ailleurs, les échecs sont restés très élitistes. On a insisté sur les vertus socio-éducatives de ce jeu. Un gosse devant le plateau a coupé le cordon ombilical. Ils sont face à eux-mêmes, et cela les amène à réfléchir avant d'agir. » Le nationaliste a pris la tête de la fédération avant de laisser la main à Akkha Vilaisarn.

Avec 12 salariés chargés d'enseigner les échecs dans les écoles et les clubs, pour un budget important de 650 000 euros, dont 330 000 euros de subventions, la ligue met tous les moyens pour arriver à ses fins. Et les résultats sont là. Symbole de ce succès, Marc'Andria Maurizzi, est, à 18 ans, le premier grand maître corse. Soit le niveau le plus élevé dans ce sport. Il est même devenu, à 14 ans, le plus jeune grand maître français de l'histoire. Une fierté pour l'île, qui suit les exploits de son champion à chaque compétition : « Il est vraiment très fort, constate Akkha Vilaisarn. Il est à présent licencié au club d'Aix-en-Provence parce qu'on ne pouvait pas mobiliser tous nos moyens sur lui, ce qui aurait conduit à abandonner notre politique axée sur la masse. »

Prodige de l'échiquier et sollicité par les médias nationaux, Marc'Andria Maurizzi est à présent entraîné par Laurent Fressinet, champion français des échecs, avec l'objectif d'atteindre le titre suprême de

champion du monde. Le temps où le jeune Bastiais fréquentait encore le club de sa ville semble loin, mais il s'en souvient comme si c'était hier : « J'ai appris en classe de CP, confie-t-il d'une voix tranquille. Je me suis inscrit en club dans la foulée. Pourtant personne ne jouait aux échecs chez moi. J'ai vite progressé. Deux ans après, je suis troisième aux championnats de France et sélectionné en équipe de France jeune. »

En s'entraînant trois ou quatre fois par semaine, le grand maître arrive rapidement au niveau des meilleurs mondiaux, jusqu'à en faire son métier : « Je ne vais plus à l'école. Dans deux ou trois ans, j'espère intégrer le top 20 mondial. Je suis payé par le club, les sponsors et les gains lors des tournois. On essaie de rester comme aux débuts. C'est quasiment toute ma vie, les échecs. »

Marc'Andria Maurizzi est avant tout un symbole de la réussite des échecs en Corse. Mais aussi de toute une population. Celle d'une île qui réussit, fière de pouvoir suivre les exploits de son champion : « Même s'il est mondialement connu, il vient encore volontiers nous rendre visite pour disputer quelques parties, glisse Akkha Vilaisarn. Il fait partie de ces ingrédients qui font passer la Corse comme une terre d'échecs au niveau mondial. Même si la philosophie de la ligue n'est pas de créer des champions, mais de transmettre des valeurs. » La combativité, le respect du jeu, son accessibilité.

« On est devenu le territoire, dans le monde, où il y a le plus de joueurs par tête d'habitant. Ailleurs, les échecs sont restés très élitistes. On a insisté sur les vertus socio-éducatives de ce jeu. (...) Un enfant excité, ça le calme; un élève timide, ça va le dévergonder. C'est magique »

Léo Battesti

Fondateur de la Ligue corse des échecs

L'institution a tout de même mis en place une école de l'excellence déclinée en trois secteurs : pôle de détection, pôle complémentaire et pôle de compétition. Une entité qui s'adresse aux 7-16 ans afin de leur permettre d'atteindre un niveau national et international. Le maillon indispensable avant le pôle France qu'une poignée de joueurs corses parvient à intégrer chaque année. Une vingtaine d'élèves composent le pôle compétition. Plusieurs d'entre eux comptent parmi les meilleurs joueurs et joueuses de leur génération : champions et vice-champions de France, médaillés internationaux, voire membres de l'équipe de France jeunes. Premier maître international, avant Marc'Andria Maurizzi, à avoir fait briller la Ligue corse des échecs par ses résultats, Michael Massoni a fait partie de cette élite au sein du club de Bastia : « J'ai commencé à

jouer à l'âge de 9 ans. Je suis passé maître à 22 ans. Il y avait un bon encadrement, le club était ouvert tous les jours. L'ambiance était vraiment bonne, et beaucoup de jeunes progressaient en même temps. »

Celui qui s'est progressivement détaché de ce jeu avec l'âge continue à jouer encore quelques parties sur internet. Il garde le souvenir d'une organisation quasi professionnelle où le nombre d'encadrants fait la différence avec les autres clubs français : « Il y a beaucoup de salariés, contrairement aux autres ligues. L'encadrement est très bon, surtout chez les plus petits. Les échecs plaisent aussi énormément à l'école. Et la ligue est à la pointe de tout ça. »

Le maillage territorial constitue l'un des piliers du modèle corse de développement échiquéen. Grâce à la présence active de clubs dynamiques dans toutes les microrégions, la Ligue corse des échecs parvient à assurer une couverture équilibrée du territoire, des grands centres urbains aux zones rurales et de montagne. Un modèle qui touche le plus grand nombre pour ensuite sortir plus facilement des profils « élites ».

Près de 2 000 enfants se réunissent chaque année sur la place Saint-Nicolas, à Bastia, lors du championnat scolaire : « En Chine, en Inde ou en Suisse, par exemple, on regarde la Corse comme un modèle, avec bienveillance », confie Akkha Vilaisarn. Ce mathématicien de 52 ans aux multiples vies est un véritable ovni de la discipline. Un passionné, venu s'installer voici quelques années dans l'île, qui va jusqu'à donner des cours d'échecs en langue corse. Le symbole d'une intégration plus que réussie pour l'architecte de ce modèle de formation unique : « J'ai appris à réfléchir avec les mathématiques, déclare le stratège. Ça n'a jamais été quelque chose de difficile. En revanche, j'ai été attiré par les échecs parce que je ne les comprenais pas. Plus je m'y exerçais et moins je comprenais le truc. »

Face à une demande de plus en plus importante, en particulier dans les écoles, la ligue veut former des professeurs pour combler le manque de bras : « On a remarqué que les nouveaux professeurs des écoles ont tous joué aux échecs étant plus jeune, et nous voulons mettre en place une formation continue pour qu'ils puissent donner des cours. » Le jeu d'échecs est aujourd'hui pleinement intégré dans le parcours scolaire et universitaire de milliers d'élèves corses, de la maternelle jusqu'à l'enseignement supérieur : « C'est comme s'il y avait 11 millions de joueurs en France, compare fièrement Léo Battesti. Nous avons aussi les tournois les mieux dotés au niveau mondial. Le développement des échecs s'explique aussi par la fascination que ce jeu suscite. Il est très moderne, mais aussi d'un autre temps. »

Pour Léo Battesti, à présent à la tête d'un collectif antimafia, ce sport est avant une école de la citoyenneté : « Un enfant excité, ça le calme; un élève timide, ça va le dévergonder. C'est magique. Une majorité des Corses a joué aux échecs grâce à cette politique. La jeunesse a été bouleversée par ce sport. C'est ce qui fait de la Corse une terre échiquéenne. » ■

Si l'on n'éduque pas les enfants, la démocratie libérale bascule dans la violence



CHANTAL DELSOL

La multiplication des violences et meurtres commis par des mineurs vient nous rappeler l'importance d'éduquer les enfants à la liberté, et la part cruciale que doivent y prendre les familles, souligne la philosophe*.

Chaque jour ! Chaque jour en France, tantôt dans une région et tantôt dans une autre, un délinquant souvent mineur agresse et tue un camarade, un voisin ou un simple passant. Il peut tuer à coups de poing, sortir une machette et tuer pour un téléphone. Actualité angoissante. On sait depuis longtemps que les prisons sont pleines, dans des proportions anormales par rapport à la population, de jeunes délinquants issus de l'immigration musulmane. Il n'y a pas de gênes de la délinquance ! Nous ne sommes plus à l'époque de Lombroso. L'explication de ce chiffre troublant, se trouve dans un décalage mortel entre un régime politique et un mode éducatif.

Les types de famille et d'éducation sont bien différents selon les cultures. Dans nombre d'entre elles, la mère suffit à tout et le père est lointain, voire inexistant. C'est le cas lorsque le père est inconnu par principe (sociétés « sans père ni mari »), ou dans les sociétés polygames. L'enfant dans tous les temps et tous les lieux a besoin essentiellement d'une chose : l'amour. S'il manque d'amour, à coup sûr il devient fou (comme les enfants sortis en 1990 des « camin spital » de Roumanie). Il peut se passer de tout le reste.

Depuis nos origines antiques, l'Occident est monogame, et la famille dotée d'un père et d'une mère. C'est là une pièce maîtresse des régimes de liberté qui fleurissent ici, bien avant la démocratie (instruction précoce des garçons et des filles, âge tardif des mariages par rapport aux autres cultures). Ici, autre chose est ajouté à l'amour : l'apprentissage de la liberté. C'est la condition nécessaire (quoique non suffisante) de l'apparition tardive et de la survie des démocraties.

Le sujet autonome des régimes libres n'est pas une donnée de nature. Il doit être éduqué à la liberté et donc à la responsabilité personnelle, être éduqué à reconnaître lui-même les limites, à

« s'empêcher », comme disait Camus. Il doit intégrer la loi avant qu'elle ne s'impose à lui, faute de quoi le régime politique ne peut être libre. L'autonomie personnelle, clé des régimes libres, ne s'établit que sur la conscience et la responsabilité des limites. Si le sujet n'accomplit pas ce mouvement de reconnaissance des limites à travers l'éducation, il lui faudra alors subir la loi de la réalité qui lui viendra de l'extérieur : il lui faudra un régime autocratique.

« L'autonomie personnelle, clé des régimes libres, ne s'établit que sur la conscience et la responsabilité des limites. Si le sujet n'accomplit pas ce mouvement de reconnaissance des limites à travers l'éducation, il lui faudra alors subir la loi de la réalité qui lui viendra de l'extérieur : il lui faudra un régime autocratique »

Pour assumer une éducation à la liberté, il faut un couple de parents. Allier, dans un mélange paradoxal et souvent détonnant, la tendresse et le risque de l'exigence, c'est un travail pour deux personnes, et c'est pourquoi compte la présence du père.

L'islam ne requiert pas les mêmes exigences éducatives que les nôtres, en fonction des fondements religieux, traditionnels, culturels qui sont les siens. Une famille musulmane issue de l'immigration, éduque tout normalement comme elle l'a toujours fait dans le pays d'origine, c'est-à-dire dans un pays à régime autocratique. Alors qu'elle impose aux filles toutes sortes d'interdictions et d'obligations, elle considère les garçons comme

des rois et leur apprend à dominer plus qu'à se dominer. Ce qui explique que bien souvent, les filles dans ces familles, dopées à l'exigence, font des études pour s'élever, pendant que les garçons laissés à leur gloire virile tombent dans la délinquance. Ces familles, pourtant dotées d'un père et d'une mère aimants et de bonne volonté, n'ont pas appris séculièrement à éduquer les enfants à la liberté. Paul Gasnier, qui dans son récit raconte l'histoire du meurtrier involontaire de sa mère, un jeune garçon issu de l'immigration adepte du rodéo urbain, le décrit ainsi : « Il ne s'empêche jamais. »

Les violences sociales d'aujourd'hui proviennent, principalement, de cette situation : le jeune délinquant meurtrier n'est ni éduqué à la liberté, ni soumis à un État autocratique. Dans ce vide sidéral, s'introduisent toutes les violences. Si la famille ne peut apprendre au jeune garçon à « s'empêcher », il faudra installer la police dans les lycées. Si l'être humain est irresponsable, il faut qu'il soit soumis ; s'il veut être libre, il doit assumer la trace de ses actes.

Je sais ce que mes propos peuvent avoir de troublant et peut-être de scandaleux, à une époque où tout énoncé d'une différence apparaît comme une « stigmatisation » condamnable. Précisons pour finir : le plus élémentaire des devoirs moraux consiste à respecter non seulement les individus différents, mais les cultures différentes. La question qui se pose à nous ne réside pas dans la spécificité d'une éducation très étrangère à la nôtre, mais dans l'incompatibilité de cette éducation avec notre modèle démocratique, qu'elle pourrait bien subvertir. Car lorsqu'il y aura vraiment trop de délinquance, nous aurons tendance, faute d'autre solution, à transformer notre démocratie en régime autoritaire, le seul capable d'empêcher les meurtres quotidiens. ■

* Dernier livre paru : « *Insurrection des particularités* » (Cerf, 2025).

L'affaire Elias, anatomie d'un désastre judiciaire

Le rapport de l'Inspection générale de la justice du 4 septembre 2025 analyse les circonstances ayant abouti au meurtre d'Elias, 14 ans, commis par deux mineurs, B et C, le 24 janvier 2025. Deux facteurs sont à l'origine de ce désastre judiciaire.

Le premier est le code de la justice pénale des mineurs de 2021, texte idéologique reposant sur le principe édicté en 1945 de la primauté de l'éducatif opposé à la sanction, incapable de reconnaître que la violence a changé de nature depuis quatre-vingts ans. Cette idéologie montre sa dangerosité lorsqu'« un juge des enfants de permanence refuse le placement sous contrôle judiciaire des mineurs malgré la gravité, la répétitivité des actes, le jeune âge des victimes, parce qu'ils expriment des regrets (extrait du rapport) ». B et C n'ont rencontré que des interdits non suivis de sanction, dénués de sens aux yeux de ceux qui commettent de telles agressions, d'autant plus qu'elles surviennent pendant les mesures éducatives ordonnées par le juge. Le triple sens de la privation de liberté, coup d'arrêt mis aux exactions et protégeant la société, indicateur de la gravité des délits aux yeux des mineurs, temps de suspension des actes permettant éventuellement de penser avec une aide, est littéralement hors des catégories de pensée des tenants de la primauté absolue de l'éducatif. Pourtant, un placement en centre éducatif fermé ou en établissement pénitencier pour mineur de ces mineurs aurait probablement pu éviter ce drame.

On entend la forte opposition de magistrats, d'éducateurs de la Protection de la jeunesse (PJJ), d'avocats, de certains pédopsychiatres à tout changement législatif, au motif qu'un mineur serait un enfant. Pourtant ce rapport confirme l'absolue nécessité d'une réforme profonde de la justice des mineurs, en particulier en supprimant la césure, temps entre l'audience de culpabilité et le prononcé de la peine pendant lequel Elias a été tué. Je peux affirmer qu'un certain nombre de juges des enfants demandent cette réforme, mais ils sont tenus à l'obligation de réserve à la différence de leur hiérarchie.

Deuxième facteur, ce rapport montre que ces modifications législatives ne suffiraient pas face aux défauts de fonctionnement qui dépassent la situation dramatique d'Elias.

Auparavant, citons la démarche d'accréditation que les agences régionales de santé réalisent tous les quatre ans. Chaque service hospitalier doit valider certains critères précis concernant le contenu des dossiers, la transmission des informations, les protocoles de sécurité, etc., ce qui oblige les soignants à améliorer leurs pratiques. Et il existe une échelle d'incidents, les plus graves remontant à la Direction générale de la santé qui

envoie alors un mail à tous les médecins français pour en éviter la répétition.

Or ceci n'existe pas dans le fonctionnement de la justice des mineurs. Résultat : l'absence de Retex (retour sur expérience) ; des dossiers lacunaires ; la non prise en compte des critères de dangerosité.

Tout d'abord, le rapport souligne l'absence de Retex, démarche d'analyse a posteriori d'un événement grave : les professionnels impliqués dans la situation d'Elias n'ont probablement pas jugé bon de se réunir afin d'analyser l'enchaînement de décisions qui a amené à ce drame. Ce meurtre « n'a pas suscité au sein du tribunal pour enfants de Paris une réflexion partagée ». On peut donc craindre que les mêmes circonstances produisent les mêmes effets. Pourtant la PJJ encourage – sans l'imposer – depuis plusieurs années le Retex dans un guide publié en 2019, si peu suivi d'effets qu'un deuxième guide est paru en 2024. Il existe donc une réelle inertie de la PJJ à interroger sa pratique dans des situations à hauts risques.

Ensuite, l'incomplétude des dossiers : « Les éléments de personnalité des auteurs sont éparés et lacunaires. » Or un dossier unique de personnalité (DUP) doit être constitué pour chaque mineur sous main de justice, incluant des informations sur sa personnalité, son environnement familial, sa scolarité, l'exécution des mesures de

« Face à l'idéologie générale de l'éducatif opposé à la sanction, et tant qu'il n'y aura pas de réponse au niveau national sur les défauts de fonctionnement, le travail éducatif et la justice des enfants risquent de continuer à fonctionner "au feeling", sans avoir à rendre de compte à personne, certains juges risquent de ne décider qu'en "leur âme et conscience" »

réparation, etc. Quatre juges des enfants, certains de permanence, ont eu à intervenir sur la situation de B et de C, en disposant d'informations insuffisantes. S'ajoute l'absence de traçabilité des synthèses : la mission n'a pas pu prendre connaissance de comptes rendus des réunions des instances concernées, bien que ce soit prévu par les textes depuis plus de vingt ans. Ont-ils été faits ?

Enfin, l'absence d'évaluation de la dangerosité. Le rapport indique la surcharge réelle de ce tribunal comme un des facteurs possibles rendant difficile un suivi plus serré de la situation de B et de C. Il fallait donc prioriser les dossiers, ce qui

n'a pas été fait : le procès de B et C qui devait avoir lieu en novembre 2024, ce qui aurait probablement sauvé Elias, a été reporté en juin 2025. « La non-évaluation de la gravité des délits commis par B et C a été un élément entraînant le report d'audience qui a été fatal à Elias. »

Décider des priorités nécessite d'avoir des critères de dangerosité. Or le rapport indique que plusieurs éléments constituaient des signaux d'alerte : des faits multiples dont certains commis pendant les mesures éducatives, douze infractions, et d'une particulière gravité s'agissant d'extorsions violentes répétées sur de jeunes victimes, l'absentéisme scolaire, le port d'arme de catégorie D classé sans suite, la non-adhésion de la famille de C aux soins. De plus, la mère de B, inquiète du non-respect des mesures judiciaires par son fils, a demandé une mesure plus contraignante. La mère de C a sollicité un contrôle judiciaire. Propositions non reprises par les éducateurs et le juge. Ces critères ont été négligés et le rapport parle d'« une réponse judiciaire qui ne contient pas les coauteurs ».

Ces dysfonctionnements ne sont probablement pas le fait de ce seul tribunal. Pourquoi faut-il des circulaires successives en France pour rappeler la nécessité de Retex ? Comment les indicateurs de dangerosité sont-ils enseignés à la PJJ et aux juges des enfants à l'École nationale de la magistrature ? Il existe des outils internationaux d'évaluation des facteurs de risque qui doivent être couplés à une bonne pratique clinique. Qui vérifie, et à quel rythme, la manière dont sont remplis les dossiers uniques de personnalité et l'existence de comptes rendus des synthèses dans chaque juridiction ? Qui centralisera l'ensemble de ces vérifications si on décide de les mener ? Pourquoi des accréditations pour la pratique de la médecine et non pour la pratique de la justice, là aussi des vies sont en danger ?

Ainsi, face à l'idéologie générale de l'éducatif opposé à la sanction, et tant qu'il n'y aura pas de réponse au niveau national sur les défauts de fonctionnement, le travail éducatif et la justice des enfants risquent de continuer à fonctionner « au feeling », sans avoir à rendre de compte à personne, certains juges risquent de ne décider qu'en « leur âme et conscience ». Et la demande des parents d'Elias : « Nous ne demandons pas aux représentants des partis politiques, aux magistrats, de ressusciter les disparus. Nous leur demandons de protéger les vivants », restera vaine.

Enfin, la manière dont la mère d'Elias a été qualifiée d'« écrivelle » et de populiste lors de sa rencontre avec des juges est la preuve de l'incapacité d'une partie de la magistrature à supporter la moindre mise en cause. ■

* Maurice Berger est pédopsychiatre et auteur, notamment de « *Mineurs violents, État inconsistant. Pour une révolution pénale* » (2025, L'Artilleur).



MAURICE BERGER

La publication, le 4 septembre dernier, du rapport de l'Inspection générale de la justice sur les circonstances ayant abouti au meurtre d'Elias, 14 ans, le 24 janvier 2025, met en lumière les graves dysfonctionnements de notre justice, analyse le pédopsychiatre*, pour qui ce drame aurait pu être évité.

La tentation autoritaire d'Emmanuel Macron



CHRONIQUE
Nicolas Baverez

Alors que la démographie, l'économie, les finances publiques, l'ordre public et jusqu'aux institutions de la Ve République s'effondrent, Emmanuel Macron a consacré ses récentes interventions à l'information et aux médias en ligne. Et ce pour proposer leur labellisation ou leur certification par une autorité confiée à des professionnels de la presse, en fonction du respect des règles déontologiques. Face aux inquiétudes suscitées par la création d'un « label d'État » ou d'un « ministère de la vérité », le président de la République a publié le 1^{er} décembre sur X une vidéo mettant en cause, à travers des extraits, Pascal Praud, Philippe de Villiers, CNews et le groupe de médias possédé par Vincent Bolloré, en les accusant de diffuser de fausses informations.

La prise à partie nominative de journalistes, de publicistes ou de médias par un chef d'État ou de gouvernement viole les règles et l'esprit de la démocratie et n'a normalement cours que dans les démocraties illibérales, à l'image des États-Unis de Donald Trump, ou dans les régimes autoritaires. Elle s'inscrit dans la droite ligne du mépris des médias et des tentatives d'intimidation qui sont devenus la marque de fabrique de l'Élysée depuis 2017 : sélection des journalistes autorisés à couvrir la présidence, contrôle des images, utilisation massive des réseaux sociaux, mobilisation des influenceurs, détournement des procédures du conseil et du secret-défense étendues à la santé ou à l'environnement.

Il n'en reste pas moins qu'Emmanuel Macron soulève un problème sérieux. Depuis Athènes dont la démocratie fut corrompue par les démagogues avant même sa défaite face à Sparte, chacun sait que la rumeur, qui transforme la désinformation en vérité, constitue une arme de destruction massive de la liberté. Or il est vrai que les réseaux sociaux, les algorithmes et l'IA l'ont transformée d'un artisanat pervers en une industrie florissante. Ils ont brisé le monopole de l'information que détenaient les médias traditionnels et les journalistes. Ils ont massifié et robotisé la désinformation, comme l'illustrent X et TikTok, qui diffusent plus d'un tiers d'informations totalement erronées.

La montée en puissance des réseaux sociaux va ainsi de pair avec le recul de la démocratie, qui ne gouverne plus que 25 pays rassemblant 6,6 % de la population mondiale, face à 96 régimes autoritaires qui en régissent les deux tiers. La crise de la démocratie et la falsification de l'information sont insaisissables, qu'il s'agisse de leurs maux intérieurs avec la montée des populismes et des fanatismes,

ou des périls extérieurs avec la guerre hybride engagée par les empires autoritaires, qui recourt en priorité à la désinformation et à l'ingérence dans le débat et les élections des nations libres. Les réseaux sociaux sapent la légitimité et accaparent les ressources des médias classiques avec le déplacement massif de la publicité vers les plateformes numériques. Dans le même temps, ils attisent la colère et les passions collectives.

Pour autant, les propositions d'Emmanuel Macron de labellisation et de certification des médias aggravent les maux qu'elles prétendent soigner. La liberté de l'information ne peut être confiée ni à une autorité dont l'indépendance sera inversement proportionnelle à son caractère administratif, ni à une improbable autorité placée entre les mains de professionnels ou d'ONG. L'autorégulation est tout aussi vouée à l'échec pour les médias que pour les marchés financiers ou le numérique. Et le corporatisme ou les ONG, à l'image de RSF qui défend une information militante et non pas indépendante, ne sont ni légitimes, ni crédibles pour garantir la quali-

La prise à partie nominative de journalistes, de publicistes ou de médias par un chef d'État ou de gouvernement viole les règles et l'esprit de la démocratie et n'a normalement cours que dans les démocraties illibérales

té de l'information ou le respect de la déontologie de journalistes. La prétention de certains médias à détenir le monopole d'une information exacte et objective ne constitue pas une réassurance mais une menace pour la liberté de la presse en raison de leurs biais partisans. A contrario force est de constater que le seul véritable contrepouvoir médiatique face à Donald Trump est le *Wall Street Journal*, dont la rigueur et l'éthique sont intransigeantes alors qu'il appartient à Rupert Murdoch, peu suspect de sympathie pour les démocrates.

Emmanuel Macron prétend défendre l'information et la liberté des médias en appliquant les principes et les méthodes des régimes autoritaires. S'appuyant sur l'esprit des temps et sur la peur qui gangrène la société, il entend instaurer sur eux un contrôle indirect de la puissance publique, sous-tendu par le chantage aux aides publiques. Son projet consiste bel et bien à instaurer un contrôle public sur l'information et les médias au moment même où l'État est incapable de remplir ses missions réga-

liennes comme d'assurer les services de base à la population. Tout ceci se résume en un mot : la censure au nom d'une idéologie et d'une morale qui servent de masque à des intérêts personnels et partisans. Jean-François Revel en avait parfaitement résumé la logique dans *La Tentation totalitaire* : « C'est l'histoire sérieuse qui élimine ou refoule l'histoire partielle ; c'est le journalisme probe qui peut faire reculer le journalisme vénaal, et non point une commission administrative dont le premier soin est en général de distribuer quelques fonds secrets ».

Face aux ennemis de la démocratie, la protection de la connaissance et de l'information ne passe pas par l'étatisme mais par la liberté. En revenant aux principes de notre État de droit. D'abord la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, qui énonce dans son article 11 « La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme : tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi ». Ensuite, la loi de 1881 sur la presse qui établit un régime efficace de responsabilité des médias sous le contrôle du juge. Ces mécanismes sont parfaitement valides et efficaces, y compris dans l'ère numérique et à l'âge des empires. Mais ils ont été désarmés par le développement du secteur numérique en dehors de l'État de droit et par le refus aberrant d'instaurer une responsabilité des plateformes numériques sur les contenus qu'elles diffusent.

Les véritables antidotes à la désinformation ne sont pas à chercher dans l'étatisme et le corporatisme mais dans le pluralisme de l'information et l'éducation à la raison critique. La démocratie ne peut fonctionner qu'avec une prise en compte minimale des faits. Mais la liberté d'expression et la liberté de la presse sont des choses beaucoup trop sérieuses pour les confier aux technocrates ou aux journalistes ; elles sont l'affaire des citoyens. « *Le sujet idéal du régime totalitaire n'est pas le nazi convaincu ni le communiste convaincu mais celui pour qui la distinction entre réalité et fiction n'a plus cours* », écrivait Hannah Arendt. En plus d'avoir détruit toutes les digues construites pour résister à l'extrémisme, Emmanuel Macron a installé la France et les Français en apesanteur complète par rapport aux réalités démographiques, économiques, financières, militaires et géopolitiques. Il a fait divorcer les mots et les choses. Il a brouillé la frontière entre la communication et la décision politique. Il a ruiné l'éducation en la ravalant à un objet de consommation et en reniant sa mission première de transmission des connaissances. Pour toutes ces raisons, l'autoritarisme est bien le stade suprême du macronisme. ■

Vous avez dit désinformation ?



CHRISTOPHE DE VOOGD

Une semaine sur deux, le spécialiste de rhétorique politique* analyse les mots et concepts qui peuplent le débat public. Cette semaine, il se penche sur les déclarations venues du sommet de l'État au sujet des risques de guerre en Europe et des dangers des réseaux sociaux.

Les dernières semaines auront été dominées par des polémiques intenses déclenchées par des déclarations venues du sommet de l'État sur deux enjeux majeurs : les risques de guerre en Europe et les dangers des réseaux sociaux et de la désinformation.

Remarquons que ces séquences ont suivi un déroulé assez proche : déclaration, réactions vives, contre-offensive virulente entraînant un rebondissement de la polémique, enfin tentative d'apaisement pour rester dans la durée impartie avant l'ouverture programmée d'une nouvelle séquence : en l'occurrence, la visite d'État du président en Chine.

Remarquons aussi que les deux thématiques se croisaient (et donc se renforçaient l'une l'autre) avec le sujet de « la guerre hybride » que mène la Russie à l'Europe. Dans un double mandat si erratique par ailleurs, il faut reconnaître au président une réelle constance sur ces questions. Tout comme l'ennemi principal demeure « l'extrême droite » (peu importe le caractère élastique de la notion). Il est vrai que la complaisance du Rassemblement national pour la Russie poutinienne et son soutien à des régimes illibéraux ouvraient autant de brèches, et sa réaction virulente était précisément ce qu'attendait le pouvoir.

Ce dernier a d'ailleurs d'emblée dramatisé les enjeux, au risque d'hystériser le débat en nous invitant, par la voix très autorisée du général Mandon, chef d'état-major des armées, à « *accepter de perdre nos enfants* » dans une confrontation avec la Russie annoncée pour 2030 ; et en sonnant l'alarme, par la voix du président de la République lui-même, sur le péril vital pour les mêmes enfants

(et pour la démocratie) que constituent réseaux sociaux hors contrôle et fake news sans limites.

Et voilà les Français placés devant un choix cornélien : soit rallier un président tombé au fin fond de l'impopularité, soit se ranger du (mauvais) côté de « l'extrême droite » et de ses relais supposés, « les médias Bolloré » ; avec un lourd soupçon de trahison, vu le *cadre guerrier* donné au débat. Gare à la *reductio ad Putinam* et à la *reductio ad Bollorem* guettant l'imprudent sur les réseaux sociaux, au moindre doute exprimé sur les intentions présidentielles ! D'où l'embarras des défenseurs de la cause ukrainienne comme des démocrates soucieux des ravages de la désinformation : comment ne pas donner entièrement raison à Emmanuel Macron sans minimiser ces menaces patentes et sans faire le jeu des ennemis bien réels de notre pays et de l'Europe ?

On retrouve ici la stratégie rhétorique suivie lors de l'épidémie de Covid et de la campagne présidentielle de 2022 et qui repose sur un sophisme bien connu : le faux dilemme (ou fausse dichotomie) qui consiste à réduire la complexité du réel à un paysage en noir et blanc et la solution à un choix manichéen.

Pour sortir d'un tel piège, il est indispensable de revenir aux enjeux précis, aux politiques effectivement menées et aux alternatives possibles.

S'aviser par exemple que le soutien à l'Ukraine et la prévention d'une guerre avec la Russie ne passent *justement pas* par « la perte de nos enfants » – que ne demande nullement Kiev – mais par un soutien matériel aussi massif que rapide. Or, notre pays pointe au piteux 21^e rang des donateurs en pourcentage du PIB, au 13^e si on inclut sa part de l'aide européenne. Il est même derrière la Suède et

le Danemark en valeur absolue. Objecte-t-on assez au président ce décalage entre paroles martiales et modestie de l'effort fourni ?

S'aviser ensuite qu'Emmanuel Macron est mal placé pour donner des leçons en matière de désinformation, depuis « les masques inutiles » (avant de devenir obligatoires) contre le Covid en 2020 jusqu'à la dissimulation constante du déficit abyssal de notre régime de retraites, en passant par l'occultation de la situation budgétaire en 2024. La liste est longue.

Mais la meilleure réponse à ces fausses dichotomies se trouve dans un principe fondamental de la rhétorique, la *règle de justice*, qui veut que l'on traite de la même façon des situations comparables. Or le discours du président comme son action pèchent par un « deux poids, deux mesures » qui en sappe la crédibilité. Dénoncer « *la menace existentielle* » de la Russie sur l'Europe certes, mais pourquoi pas la même détermination contre celle de l'islamisme, au moins aussi grave ? Et en quoi se dresser devant Poutine implique-t-il de se coucher devant Tebboune ? Sur le plan intérieur enfin, l'on aimerait que l'indignation présidentielle ne soit pas réservée au seul Rassemblement national et que le balancier de sa bienveillance ne penche pas toujours à gauche.

Pointer toutes ces *contradictions* ne serait-il pas plus efficace que de dissenter à l'infini sur « ce qu'a vraiment dit ou voulu dire le président », au risque de se perdre dans les méandres d'une parole où l'on trouve tout et son contraire, « pensée complexe » et « en même temps » obligent ? ■

* Christophe de Voogd est historien et président du Conseil scientifique de la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol).

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95 %)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Eric Trappier
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoit Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président
Eric Trappier

**Directeur général,
directeur de la publication**
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Économie),
Laurence de Charette
(pôle audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gelle (International),

Anne Huet-Wuillème (Édition,
Photo, Révision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Yves Thérard
(Enquêtes, Opérations spéciales,
Sports, Sciences, Culture,
Télévision).

Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur du pôle news
Bertrand Glé
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMÉDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852

Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h 30 à 18h ;
sam. de 8h à 13h au 01 70 37 31 70 ou à abo@client.lefigaro.fr
Gérez votre abonnement sur www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 509 €. Semaine : 445 €. Week-end Prestige : 464 €. Week-end : 389 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'écocert européen
sous le numéro F1/011/001. **Eutropisation** : Ptot 0,002 kg/tonne de papier.



Ce journal
se compose de :
Édition nationale
1^{er} cahier 22 pages
Cahier 2 Économie
6 pages
Cahier 3 Le Figaro
et vous 10 pages

202 ans
LE FIGARO

EXPOSITION
AU GRAND PALAIS
14-16 JANVIER 2026

RÉSERVEZ VOTRE VISITE
GRATUITEMENT



GrandPalais

Forichon

LE FIGARO économie



BRÉSIL
UNE ÉCONOMIE AU RALENTI
MALGRÉ UN IMPACT LIMITÉ
DES DROITS DE DOUANE **PAGE 25**

JEUX VIDÉO
CLAIR OBSCUR : EXPEDITION 33,
L'OUTSIDER FRANÇAIS DEVENU
PHÉNOMÈNE MONDIAL **PAGE 28**



La Chine submerge l'Europe de ses produits tech

Les marques chinoises évincent des cuisines et salons français leurs homologues coréens. Innovantes, elles séduisent les consommateurs... et inquiètent les autorités. **PAGE 24**

Les exportations chinoises vers l'Asie du Sud-Est bondissent

L'intensification du protectionnisme américain, notamment la hausse des droits de douane à près de 47 % pour ses exportations aux États-Unis, a poussé la Chine à renforcer ses liens avec l'Asie du Sud-Est. Selon des données collectées par le *Financial Times* et publiées dimanche, les exportations de l'empire du Milieu vers les six plus grandes

économies de la région (Indonésie, Singapour, Thaïlande, Philippines, Vietnam, Malaisie) ont bondi de 23,5 % entre janvier et septembre par rapport à la même période de 2024, passant de 330 à 407 milliards de dollars. Le taux de croissance prévu cette année est près de deux fois supérieur à celui enregistré pour les quatre années précédentes. Il est

vrai que dans ces pays, les droits de douane tournent autour de 19 %. Jusqu'à 60 % de ces exportations sont constitués de composants utilisés pour fabriquer des produits finis destinés à d'autres marchés, selon Roland Rajah, économiste en chef du think-tank Lowy Institute. Cela n'a pas empêché la Chine de devenir le fournisseur majeur de la région en

biens de consommation, grignotant des parts de marché au détriment des autres pays avec ses productions peu chères et surabondantes. C'est particulièrement visible dans le secteur automobile, où les véhicules chinois du constructeur BYD, plus abordables, évincent peu à peu les modèles japonais de Toyota, Honda ou Nissan.

J.-B. L.

> FOCUS

SERGE PAPIN ÉCARTÉ DES DOSSIERS LIÉS À AUCHAN

Anticiper pour éviter tout risque de conflits d'intérêts. Serge Papin, le ministre du Commerce, a été écarté des dossiers concernant le groupe Auchan ainsi que ceux relatifs aux entreprises qu'il a accompagnées durant les cinq dernières années. Publié samedi, le décret indique que ces affaires sont désormais gérées par le premier ministre. Un acte préventif avant que la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) rende son avis sur les déclarations d'intérêts et de patrimoine des ministres du gouvernement Lecornu.

Ancien dirigeant de Coopérative U (ex-Système U) entre 2005 et 2018, Serge Papin avait été nommé au conseil d'administration d'Auchan Retail International fin 2022 avant de quitter son poste en janvier. En grande difficulté, le groupe Auchan est suivi de près par l'exécutif. En septembre dernier, le tribunal administratif de Lille a invalidé le plan social choc engagé en novembre 2024 par le distributeur nordiste qui a fait appel. Le groupe prévoit également de passer ses 300 supermarchés sous bannière Intermarché, selon un projet d'accord conclu fin novembre entre les deux enseignes. L'enseigne Nous Anti-Gaspi devrait aussi être concernée par cette mise à l'écart de Serge Papin, ce dernier ayant été membre du conseil de surveillance jusqu'à sa nomination au gouvernement. Le décret vise plus largement toutes les personnes physiques ou morales que le ministre a eues pour clientes dans le cadre de son activité de conseil. Toutefois, les noms de ces entités restent confidentiels en raison du secret des affaires.

MANON MALHÈRE

le PLUS du FIGARO ÉCO

HABILLEMENT

Face à la fast-fashion, les friperies, en pleine croissance, se réinventent

PAGE 26

UN AUTRE REGARD

La crise immobilière éloigne les jeunes du travail

PAR ANNE DE GUIGNÉ

PAGE 27

LIBRES ÉCHANGES

Une famille de deux enfants est-elle pauvre avec 140 000 dollars par an aux États-Unis?

PAR JEAN-PIERRE ROBIN

PAGE 27

L'HISTOIRE

Ces scénarios chocs qui pourraient faire dérailler les marchés en 2026

Au seuil de chaque nouvelle année, les analystes de Saxo Bank imaginent des scénarios aussi audacieux qu'improbables (et parfois farfelus), qui pourraient, contre toute attente, se réaliser et bouleverser l'équilibre des marchés financiers. Première hypothèse, en 2026, le « Q-Day » arrive, le moment où un ordinateur quantique devient totalement opérationnel et incontrôlable. En une nuit, il parvient à briser les standards de sécurité numérique de la planète, à hacker les e-mails, virements bancaires, portefeuilles crypto et à déstabiliser tous les systèmes informatiques des entreprises. Face à la panique qui s'empare des marchés, les banques centrales interviennent en urgence et les régulateurs imposent un

« week-end de maintenance » mondial. La sphère des cryptomonnaies (déjà secouée depuis peu) est la plus touchée, tandis que le cours de l'or s'envole à plus de 10 000 dollars l'once. Dans un autre scénario futuriste, la banque danoise anticipe qu'un grand groupe décide de confier sa direction générale à une IA. Après des résultats spectaculaires, cette pratique s'étendrait. Dans cette hypothèse, Saxo Bank recommande de se positionner sur les entreprises spécialisées dans l'infrastructure IA, le cloud mais aussi sur les assureurs...

Saxo Bank rappelle que certaines hypothèses extrêmes envisagées ces dernières années se sont, en partie, réalisées. La banque danoise avait notamment envisagé le Brexit. ■

HERVÉ ROUSSEAU



Les conseils d'administration français soignent leur diversité

Le temps où les conseils de gouvernance des grandes entreprises du SBF 20 étaient la chasse gardée de dirigeants masculins âgés de 60 ans et plus est de plus en plus lointain. L'étude « Board Index 2025 » du cabinet de recrutement Spencer Stuart portant sur les sociétés du CAC 40, Next 20 et Mid 60, témoigne d'un renouvellement des profils des nouveaux administrateurs. Parmi les 170 nommés cette année, plus des deux tiers (68 %) sont indépendants, 61 % sont des femmes et un tiers ne sont pas français. Gare toutefois à l'effet trompe-l'œil : si les conseils d'administration du SBF 120 comptent environ 47 % de femmes, un niveau parmi les plus élevés au monde, seuls 12 % des PDG français sont des femmes, et elles ne représentent que 28 % des membres de comex. L'internationalisation est en revanche une tendance certaine puisque près de 29 % des administrateurs sont binationaux ou non français, ayant pour un

tiers obtenu un diplôme à l'étranger. Dans les comex, 31 % des membres sont binationaux ou non français. Les nouveaux administrateurs non exécutifs présentent pour la plupart une expérience significative de direction, 30 % étant d'anciens PDG, mais les profils des ressources humaines progressent. Surtout, la majorité d'entre eux sont en activité, avec un âge moyen de 54 ans. Assurer la succession des dirigeants est un enjeu toujours plus central dans la gouvernance des grandes entreprises. Celle des DG est abordée par la moitié des sociétés du SBF 120 dans leurs documents d'enregistrement universel. Si la relève des présidents reste encore peu explicitée, le cabinet table sur une évolution alors que les stratégies de succession longuent de plus en plus à la fois sur les talents internes et sur des profils externes, afin de ne pas dépendre uniquement d'un « héritier naturel ».

AMÉLIE RUHLMANN

Lucas Mediavilla

Bien plus innovants qu'il y a dix ans, les produits de TCL, Hisense, Xiaomi ou Lenovo, à l'étroit dans leur marché domestique, séduisent les consommateurs européens.

Les rôles se sont inversés. À la fin du siècle dernier, lorsqu'un président français se rendait en Chine, il emmenait les patrons des principales sociétés technologiques françaises, susceptibles d'exporter leurs produits vers un pays alors avide d'innovation. Deux décennies plus tard, Emmanuel Macron a appelé la semaine dernière, à Pékin puis à Chengdu, à un meilleur transfert des technologies chinoises vers l'Europe. Xi Jinping aurait pu lui répondre, sourire en coin, que certaines d'entre elles ont déjà trouvé le chemin du Vieux Continent.

Moins médiatisé que la submersion de petits colis estampillés Shein ou Temu, c'est un véritable raz-de-marée de produits tech «made in China» qui a déferlé sur l'Hexagone ces dernières années. Ordinateurs, smartphones, électroménager ou électronique grand public étaient les quatre familles de biens les plus importés depuis la Chine l'an passé, pour un montant atteignant environ 20 milliards d'euros.

Ordinateurs Lenovo, frigos et fours Hisense, lave-linge et climatisation Haier, téléviseurs TCL, smartphones Xiaomi, Honor ou Motorola, montres Huawei... les Français vivent au rythme de la tech chinoise et à travers des marques dont le poids ne cesse de grossir en France comme en Europe. Leif Lindner, directeur général du plus gros salon tech du continent, l'IFA de Berlin, voit cette montée en puissance se matérialiser année après année sur ses stands. Avec 700 exposants en 2025, contre 420 en 2024, les entreprises chinoises représentaient 30 % du salon lors de l'édition de septembre.

«Le marché domestique chinois est saturé pour les marques chinoises à cause de la croissance faible et de la concurrence, très intense. Le marché américain a, lui, de grosses barrières à l'entrée, avec les droits de douane et l'incertitude géopolitique», explique-t-il. L'Europe présente de facto un meilleur profil. «C'est le deuxième plus grand marché domestique (450 millions de personnes, NDLR) et le pouvoir d'achat des consommateurs y reste élevé», estime Leif Lindner. «C'est un tremplin pour eux, ajoute Florent Roulier, expert au cabinet Niji. Une fois qu'on a adapté son produit aux standards du Vieux Continent, on peut sans problème attaquer le marché mondial.»

Rémy Journé, directeur général de la filiale française d'Hisense, assume la stratégie. «Nous ne pouvons pas exister au niveau mondial en étant absent du marché européen, explique-t-il. Si vous réussissez ici, vous avez de très bonnes chances ailleurs, car le consommateur européen est très exigeant». Le dirigeant s'empresse d'ailleurs de couper court à toute comparaison avec ses compatriotes de l'industrie du vêtement. «Les marques chinoises de la tech qui gagnent du terrain le font pour de bonnes raisons. En matière de qualité comme d'innovation, Hisense faisait partie des suiveurs il y a 10 ans, aujourd'hui on imprime le rythme», explique-t-il. Thomas Husson, expert du secteur pour le cabinet Forrester, confirme. «Les géants chinois sont devenus très innovants et agiles. Ils ont réussi leur stratégie de montée en gamme, parfois avec des innovations de rupture.»

Les marques japonaises, stars des années 1990, ont été délogées pour beaucoup et se replient désormais sur des niches. Les Coréens, confrontés à des coûts plus élevés chez eux, commencent à être pris en tenailles et visent la clientèle très haut de gamme. Les rivaux des groupes chinois pourront arguer, et ils n'auront pas tort, que l'écosystème rival a été massivement soutenu par Pékin depuis plus de dix ans. Les centaines de milliards de dollars investis au titre du plan «made in China 2025», lancé en 2015, ont permis



Le stand de la marque chinoise Hisense, à l'IFA de Berlin, le plus grand salon tech d'Europe. ARTUR WIDAK / NURPHOTO VIA AFP

Des télévisions à l'électroménager, le discret raz-de-marée des marques de la tech chinoise dans les foyers français

de développer des infrastructures de production sans égal sur la planète, et ont permis aux fabricants chinois d'intégrer verticalement la chaîne de valeur, de la conception à la fabrication.

À l'image des «dark factories», ces usines entièrement automatisées qui commencent à émerger sur place, l'industrie chinoise a pris un leadership qui sera difficile à contester dans les prochaines décennies. Florent Roulier indique que 70 % des produits technologiques sont désormais fabriqués dans l'empire du Milieu. «Cette capacité industrielle leur permet de faire des produits de très bonne qualité et à un prix abordable, deux termes qui vont rarement ensemble dans ce secteur», insiste l'expert. Cette «compétitivité prix» est par ailleurs renforcée par la faiblesse du yuan par rapport à l'euro. Concurrence déloyale? «Les subventions massives, c'était écrit noir sur blanc dans le plan «made in China 2025», l'Europe aurait pu faire pareil», tranche Florent Roulier.

La capacité d'innovation des groupes chinois ne se limite d'ailleurs pas qu'au rafraîchissement des catégories traditionnelles de l'électronique (télé, électroménager, smartphone). Sur le segment des drones, le chinois DJI est par exemple leader mondial incontesté. C'est le cas également des aspirateurs autonomes de la marque Roborock. Dans les casques de réalité virtuelle, le groupe PICO est sur certains marchés au coude-à-coude avec Meta et ses casques Quest.

Mais c'est bien la voiture électrique, considérée comme la nouvelle frontière par tous les géants de la tech, qui est sans doute le produit incarnant le mieux l'apogée de la puissance industrielle chinoise. Xiaomi, moqué à ses

débuts comme un pâle imitateur des produits Apple, a réussi à lancer l'an dernier sur son marché local plusieurs séries de véhicules électriques, et s'apprête à attaquer l'Europe avec ses berlines. BYD, de son côté, est en train d'exploser sur le Vieux Continent. De l'autre côté du Pacifique, Apple a dû abandonner ses ambitions en la matière... «Le patron de Ford lui-même ne cesse de louer la capacité de production industrielle, la rapidité et la qualité des produits. Il y a un consensus général sur le sujet», insiste Florent Roulier.

Faire des bons produits, à un prix abordable est une chose. Réussir à les vendre en est une autre. Thomas Husson rappelle qu'un des grands succès marketing de la tech chinoise est d'avoir réussi à faire oublier sa nationalité. «Pour changer la perception de leurs marques, ils ont massivement investi dans le marketing sportif, et plus particulièrement sur ce qui fédère les gens en Europe, le football», analyse encore l'expert.

«Les géants chinois sont devenus très innovants et agiles. Ils ont réussi leur stratégie de montée en gamme, parfois avec des innovations de rupture»

Thomas Husson, expert du secteur pour le cabinet Forrester

Hisense a sponsorisé l'Euro dès 2016 et sera sponsor de la prochaine Coupe du monde 2026, mais s'affiche aussi chez le Real Madrid ou le PSG. Le club parisien a récemment signé avec le géant de l'électroménager Haier. Le

groupe de smartphones Oppo, lui, est un partenaire de longue date de la Ligue des champions. Midea est sponsor du FC Barcelone, tandis que TCL soutient Arsenal. BYD de son côté, a sponsorisé le dernier Euro et s'affiche fièrement sur les maillots de l'Inter Milan. «Cette présence est statutaire et permet aussi de raconter une histoire aux consommateurs, car les groupes chinois n'ont pas encore l'aura de Samsung ou même Apple», note encore Thomas Husson.

Cela viendra, car les groupes chinois ont bien l'intention de durer. «Ils vont être présents désormais sur l'ensemble du spectre», prévient l'analyste, faisant référence au rachat récent du leader allemand de la distribution numérique Media-Saturn Group par JD.Com. L'Amazon chinois lorgne également sur le capital du français Fnac Darty. «C'est la première fois qu'un acteur chinois prend pied de façon aussi structurelle sur le marché du retail», insiste Leif Lindner, patron de l'IFA. Selon le dirigeant, cela «facilitera significativement la pénétration des marques chinoises sur le marché européen à l'avenir». Et pour les produits tech les moins complexes, ils seront «injectés en grande quantité via les plateformes d'e-commerce» comme Temu ou AliExpress, ajoute-t-il.

Bruxelles y trouvera-t-elle quelque chose à redire? Question réglementation, les groupes chinois ont appris à naviguer bien mieux que les Coréens ou les Japonais, dont l'appareil de production est moins souple, pour adapter leurs produits aux normes européennes. Dominants sur le segment des équipements et composants bas carbone, ils vont aussi bénéficier du virage «vert» que l'Europe tente d'imposer tambour battant.

Enfin, ils n'hésitent pas à s'implanter dans l'écosystème du Vieux Continent, à la fois pour s'adapter plus rapidement aux évolutions de la demande, mais aussi pour des raisons d'image. TCL, Lenovo ou encore Hisense, par exemple, ont des usines de production en Europe de l'Est, et la plupart de ces groupes ont ouvert des centres de recherche et développement en Europe. Pour Thomas Husson, la stratégie est imparable. «L'Europe paye sa grande naïveté et son manque d'investissement ces dernières décennies. Un groupe comme Huawei investit 20 % de son chiffre d'affaires en R&D. Quel groupe fait cela aujourd'hui en Europe?», fait mine de s'interroger le spécialiste.

Bien sûr, il reste des défis pour la tech chinoise. Si elles excellent sur le produit, les marques chinoises n'ont pas encore réussi à imposer des logiciels de référence. Leurs produits, pour la grande majorité, tournent sur des systèmes d'exploitations américains, que ce soit Android (Google) pour les smartphones ou les téléphones connectés, ou Windows pour les ordinateurs portables. Et même si certains tentent de bâtir des écosystèmes logiciels robustes - Xiaomi par exemple -, aucun n'arrive à la cheville du leader en la matière, Apple. «Ils sont en retard, mais il ne faut pas les enterrer. Les progrès de BYD dans la voiture, qui est la vitrine de tout ce qu'on peut faire dans le logiciel, sont stupéfiants», martèle Florent Roulier.

Plus que jamais, l'Europe apparaît comme une colonie numérique. Coincée à sa gauche par sa dépendance au cloud, aux logiciels et aux applications américaines, elle est submergée à sa droite par la déferlante des produits technologiques chinois. Un étau dont il apparaît difficile de s'extirper. La mise en place de droits de douane revient régulièrement dans la bouche des politiques européens, comme la menace faite dimanche par Emmanuel Macron, de retour de son voyage officiel. Mais les marges de manœuvre sont faibles. Grâce à son monopole sur le raffinage des terres rares, son ultradomination sur les technologies vertes - à commencer par les batteries - ainsi que son poids dans la chaîne de valeur de certaines industries comme les semi-conducteurs, Pékin sait que Bruxelles n'a, pour l'instant, aucune munition pour inverser le rapport de force. ■

Emmanuel Macron menace la Chine de droits de douane

Bien conscient du lourd déséquilibre commercial qui s'est creusé entre l'Europe et l'empire du Milieu, et alors que son voyage d'État n'a pas abouti à une pluie de contrats pour les entreprises françaises, le président de la République hausse le ton face à Pékin. «J'essaie d'expliquer aux Chinois que leur excédent commercial n'est pas soutenable parce qu'ils sont en train de tuer leurs propres clients» en «percutant le cœur du modèle industriel et d'innovation européen»,

indiquait dimanche Emmanuel Macron aux Échos. «Je leur ai dit que, s'ils ne réagissaient pas, nous, Européens, serions contraints, dans les tout prochains mois, de prendre des mesures fortes», comme «des droits de douane sur les produits chinois». Une option similaire à celle prise plus tôt dans l'année par les États-Unis, et qui a «accru nos problèmes en redirigeant les flux chinois massivement sur nos marchés», comme le démontrent le raz-de-marée

de produits tech et la montée en puissance de la voiture électrique «made in China». «C'est une question de vie ou de mort pour l'industrie européenne. Nous sommes devenus le marché d'ajustement et c'est le pire des scénarios», martèle le président. Il plaide pour que les entreprises chinoises ouvrent des usines en Europe, notamment dans les batteries, le photovoltaïque ou l'électronique grand public, car «nous ne pouvons pas constamment importer». **C. W.**

Le Brésil déjoue la guerre commerciale de Donald Trump mais n'évite pas la panne

Anne Cheyvalle

L'impact des droits de douane américains a été finalement limité pour cette puissance exportatrice, mais des taux d'intérêt très élevés étranglent la consommation et toute l'économie du pays.

Des vents contraires soufflent sur l'économie brésilienne. Ils viennent à la fois de l'extérieur avec les droits de douane américains, mais aussi en interne sous l'effet d'une politique monétaire très restrictive. La croissance a marqué le pas entre juillet et septembre avec une quasi-stagnation du PIB (+0,1%) par rapport au trimestre précédent. Une nette décélération comparée au début d'année - +1,5% enregistré entre janvier et mars - et surtout après le rythme soutenu, au-dessus de 3%, des trois dernières années.

« C'est avant tout la demande domestique, l'accélération de la consommation, qui a tiré la croissance, soutenue par une revalorisation du salaire minimum et des transferts de Bolsa família (grand programme de lutte contre la pauvreté instauré en 2003 sous le premier mandat du président Lula, NDLR), relate Gilberto Rodrigues Borça Junior, économiste à la BNDES, la banque nationale de développement brésilienne. L'autre levier tient à la dynamique du marché du travail avec un taux de chômage au plus bas de 5,6%, qui a dopé le crédit. » Mais l'effet corollaire a été la poussée inflationniste - un pic de 5,5% enregistré en avril 2025 - qui a conduit à un net durcissement de la politique monétaire pour contrer la surchauffe de l'économie et les tensions sur le marché du travail.

Jusqu'en juillet, la Banque centrale brésilienne a effectué sept hausses consécutives et porté son taux d'intérêt Selic à 15%, au plus haut depuis 2006 et l'un des niveaux les plus élevés dans le monde. Rendait ainsi l'accès au crédit plus cher pour les consommateurs et les entreprises. « L'impact s'est fait sentir sur l'activité entraînant une baisse de la consommation au troisième trimestre », commente Adriana Meyer, économiste à Bpifrance. Un signal inquiétant, précise-t-elle, l'endettement des Brésiliens est en forte hausse : il touche 70% des familles, un record depuis que la série a été mise en



Un supermarché à Ivinhema, dans l'État de Mato Grosso do Sul. Les sept hausses consécutives des taux d'intérêt ont entraîné une baisse de la consommation au troisième trimestre.

place, dont 30% connaissent des retards de paiement. D'une certaine manière, ajoute l'économiste, « cet atterrissage de la croissance est bienvenu car il va permettre à la Banque centrale d'entamer une baisse des taux, ce qui va soulager les agents économiques ». Les indicateurs - recul de la croissance, de l'inflation et des créations d'emplois formels - plaident désormais pour un premier assouplissement en janvier.

Dans le détail, le secteur des services a été le plus touché par le ralentissement. La bonne surprise est venue de l'industrie (+0,8%), soutenue ponctuellement par le secteur de l'extraction grâce à une production pétrolière re-

cord de Petrobras. L'agriculture, pilier du géant sud-américain, a aussi tiré son épingle du jeu - +10% sur un an - ce qui est plutôt inhabituel en cette période de l'année. Contrairement à l'année 2024, marquée par une sévère sécheresse, les récoltes ont été particulièrement bonnes. « Les producteurs de soja ont fait du stock sur le premier semestre, tablant dans le contexte de guerre commerciale sur un regain d'exportation en Chine », souligne Adriana Meyer.

C'est bien ce qui s'est déroulé. Les exportateurs brésiliens ont tiré profit de l'escalade de droits de douane entre Pékin et Washington, des restrictions imposées par la Chine sur les achats de

soja américain. Le pays a aussi exporté plus de pétrole. Au final, contre toute attente, en dépit des droits de douane imposés par les États-Unis au Brésil, la contribution du commerce extérieur est positive, aidée il est vrai par une baisse des importations.

Après la menace brandie début août par le président américain d'imposer 50% de droits de douane, pour des raisons essentiellement politiques, les autorités brésiliennes ont âprement négocié pour obtenir des exemptions. Le président brésilien Lula a eu plusieurs échanges avec Donald Trump. Même si l'effet macroéconomique attendu restait limité, de l'ordre de

0,1% ou 0,2%, car les ventes aux États-Unis ne représentent que 12% du total des exportations brésiliennes et 1,9% du PIB - données de 2024 -, certains secteurs risquaient d'être très impactés. Sur 700 produits d'exportations, 45% sont exemptés, dont des industries à forte valeur ajoutée comme l'aéronautique. Une exemption bienvenue pour l'avionneur Embraer qui exporte beaucoup aux États-Unis.

« Les producteurs de soja ont fait du stock sur le premier semestre, tablant dans le contexte de guerre commerciale sur un regain d'exportation en Chine »

Adriana Meyer
Économiste à Bpifrance

Récemment, Donald Trump a aussi exempté des produits agroalimentaires, dont le café et certains fruits, pour freiner la hausse des prix. « On a réussi à vendre du café ailleurs, en Europe, car c'est assez facile de trouver d'autres débouchés sur les matières premières. C'est beaucoup plus compliqué sur l'industrie », éclaire l'expert de la BNDES. Certains secteurs, machines et équipement, dans le sud du pays notamment, souffrent des droits de douane américains, précise-t-il. Les entreprises plus exposées - au-dessus d'un seuil de 20% d'exportations aux États-Unis -, peuvent demander une aide du gouvernement.

La Firjan, la fédération patronale des industries de l'État de Rio, salue les exemptions obtenues par Brasília et plaide pour une diversification des débouchés commerciaux. « Nous sommes très favorables à un accord commercial entre les pays du Mercosur et l'Union européenne. C'est une opportunité d'améliorer notre compétitivité », témoigne Rodrigo Maciel Santiago Freitas, président du conseil entrepreneurial des relations internationales. ■

Comment le narcotrafic plombe l'économie mexicaine

Quentin Duval Mexico

La situation de l'État du Sinaloa est symptomatique des coûts massifs que représente le crime organisé pour le pays.

Sur la place centrale de Culiacan, capitale du Sinaloa, l'heure est à la fête. Un groupe de banda, la musique typique de cette région du nord-ouest du Mexique, enchaîne les morceaux pour le bonheur de quelques danseurs amateurs, retraités pour la plupart. Mais à peine la nuit tombée, le concert s'arrête net et chacun regagne rapidement son domicile. Depuis plus d'un an, l'État, fief du cartel éponyme, est au cœur d'une sanglante guerre fratricide entre Los Chapitos, dirigés par les fils d'El Chapo Guzman, et l'autre groupe proche d'El Mayo Zambada : les deux fondateurs de l'organisation criminelle aujourd'hui détenus aux États-Unis. Ce conflit larvé plonge les habitants dans un quotidien étrange, rythmé par les fusillades et les couvre-feux volontaires.

Dans le centre-ville de Culiacan, l'activité s'estompe après 19 heures. De nombreux locaux sont à vendre ou à louer. À la terrasse d'un bar, Jesus Barajano déguste une bière après son service. Ce serveur dans un hôtel 5 étoiles a vu la clientèle s'évaporer cette année. « D'habitude nous avions beaucoup de touristes étrangers, mais ils ne viennent plus. Ce qui nous sauve, ce sont les séminaires d'entreprises. Mais on a tous peur qu'ils coupent dans le personnel », s'inquiète le jeune père de famille qui songe à déménager.

Quitter Culiacan est une idée qui traverse aussi l'esprit d'Alfredo Zazueta. -

Ce restaurateur est l'un des rares à ouvrir encore tard le soir. À 20 heures, seulement trois tables de l'Osteria di Alfredo sont occupées. « Je voudrais ouvrir des restaurants de petit-déjeuner qui ferment tôt. Malgré tout ce que j'essaie de mettre en place, cela n'attire pas plus de clients », confie le chef dépité qui a fermé deux succursales et licencié 25 personnes cette année.

Avant la guerre, Culiacan, petite capitale de 1 million d'habitants, semblait être une ville prospère avec ses centres commerciaux flamboyants neufs, ses concessionnaires de voitures allemandes, ses boutiques de luxe et ses cliniques de chirurgie esthétique. Une économie de services à haute valeur ajoutée liée notamment au blanchiment d'argent opéré par les organisations criminelles dans la restauration, l'immobilier, les stations-service. « C'était une économie fictive. Tout est plus cher ici, les restaurants sont onéreux mais les salaires ne suivent pas. Il faut l'avouer, on vivait de ça. La ville doit changer, on doit commencer à voir le narco comme quelque chose de mal, arrêter de l'idéaliser », assume le restaurateur. « Cet argent provoque juste de l'inflation et crée une demande seulement dans le domaine des services. Tout cela entraîne une distorsion des prix ce qui peut aussi porter préjudice aux entreprises normales et légales », poursuit Cristina Ibarra, économiste et professeur à l'Université autonome du Sinaloa.

D'après le Conseil national d'évaluation des politiques de développement social, le Sinaloa est l'un des États avec le salaire moyen le plus bas du Mexique, 25^e sur 32, mais avec l'un des pouvoirs d'achat les plus élevés. L'éclatement de cette bulle de prospérité coûte cher à l'économie locale. D'après l'union des commerçants de Culiacan, près de 2000 commerces auraient mis la clé sous la porte et 20000 emplois auraient été supprimés entre le deuxième trimestre de 2025 et la même période un an plus tôt, calcule l'Institut mexicain des statistiques (Inegi). Toujours d'après l'Inegi, l'économie locale aurait chuté de 3,9% en 2024. Il y a eu un petit rebond de 1,5% au premier trimestre de 2025, sauf que « le PIB à prix constant reste équivalent à celui de 2018 », souligne l'économiste.

Culiacan est un exemple parmi tant d'autres dans le pays, d'une économie entravée par la violence et l'insécurité. Assassinats, fusillades, enlèvements et extorsions créent un sentiment d'insécurité qui freine l'activité. À cela s'ajoutent une production faible dans le secteur agricole à cause de la sécheresse et l'impact des taxes douanières sur les tomates imposées par Donald Trump. Le premier producteur national de ce fruit doit payer 17% de taxes pour exporter chez le voisin du Nord. Résultat, les exportations sinaloenses ont diminué de 12,5% entre le premier

trimestre de 2025 et le premier trimestre de 2024. Sur cette même période, « les investissements ont chuté de 86% par rapport à 2024 », pointe Cristina Ibarra. Le recul est encore plus spectaculaire dans l'État de Tabasco (-126%), victime aussi d'une nette détérioration de la sécurité.

Hausse des dépenses en matière de sécurité

À l'échelle du pays, ce coût a été estimé à 245 milliards de dollars en 2024, soit 18% du PIB, d'après l'Institut économique pour la paix (IEP). Le think-tank se base dans son dernier rapport sur plusieurs critères pour parvenir à cette estimation. Il prend en compte les coûts directs liés aux activités commises par le crime organisé et ceux supportés par les victimes et l'État. « Ils comprennent les dépenses médicales, de forces de sécurité et ceux du système judiciaire (environ 60 milliards de dollars). Les coûts indirects apparaissent ensuite : ils englobent les pertes de revenus futurs, le manque de consommation et les séquelles physiques ou psychologiques (environ 125 milliards de dollars). L'effet multiplicateur correspond aux bénéfices économiques qui auraient été générés si ces dépenses avaient été investies dans des activités plus productives (environ 60 milliards de dollars) », est-il détaillé.

L'an dernier, les pertes liées à la violence auraient augmenté d'environ

3,4%, en raison principalement de la hausse des dépenses en matière de sécurité : police, justice, armée. « La militarisation et l'augmentation des dépenses de sécurité sont une réponse logique à l'instabilité, mais la sécurité est une part infime de ce qui doit être implanté », considère Michael Collins, responsable Amériques de l'IEP. L'institut tient aussi compte de l'évolution des taux directeurs des banques centrales, de la volatilité des devises et du niveau de consommation pour essayer de mesurer l'impact d'une économie illégale qui tire le développement vers le bas.

Le gouvernement tente d'enrayer le narcotrafic en envoyant 10000 effectifs de l'armée et la garde nationale dans les États du Nord, locomotives économiques du pays. Depuis longtemps, les maquiladoras prospèrent dans cette zone frontalière et coexistent avec les activités illicites du crime organisé : trafic d'êtres humains, de drogue, d'armes. Cette cohabitation entraîne des surcoûts en termes de vidéosurveillance, clôtures et gardiennage des parcs industriels.

Les autorités s'appuient aussi sur le grand plan Mexico, dévoilé en début d'année pour stimuler l'investissement productif, l'emploi et la souveraineté industrielle, attirer les investisseurs étrangers et développer les États du Sud restés en marge de la croissance. L'objectif affiché est de devenir la dixième puissance mondiale à l'horizon 2030. ■

Enguerrand Armanet

Du bas prix au vintage pointu, ce marché de 6 milliards d'euros a su élargir son public.

En quête d'une bonne affaire, Adrien a une solution : la fripe. Ce consultant de 27 ans, à la recherche d'un manteau pour l'hiver, a tout de suite pensé à se tourner vers une friperie pour trouver la perle rare. Il s'agit, à ses yeux, du « seul endroit où l'on peut trouver une veste avec une usure naturelle, une patine, un caractère... et le tout sans se ruiner ». Un argument massue, qui l'emporte sur tous les autres : « Le critère écologique est important, mais ce n'est pas ce qui m'amène dans la boutique », ajoute-t-il.

Comme Adrien, un nombre croissant de Français se tourne vers les friperies, plus populaires que jamais dans un marché de la mode tricolore à deux vitesses, où une fast-fashion qui continue de gagner du terrain dans un secteur du prêt-à-porter en crise côtoie des vêtements de seconde main qui prennent leur envol. En Île-de-France seulement, le nombre de friperies a bondi de 277 à 437 magasins depuis 2017 (+58 %), d'après la dernière étude de la CCI Paris IDF. Rien de bien surprenant dans un marché français en pleine expansion, pesant plus de 6 milliards d'euros et dont la croissance est estimée à 12 % par an jusqu'en 2030, selon une étude de KPMG pour la Fédération de la mode circulaire (FMC).

« La consommation est exponentielle », explique tout de go Le Relais, premier collecteur de l'Hexagone. L'entreprise de réinsertion possède désormais près de 100 friperies sous l'enseigne Ding Fring, dont le chiffre d'affaires ne cesse d'augmenter ces dernières années. Une progression qui repose en partie sur un élargissement de la clientèle. « Traditionnellement, nos friperies étaient fréquentées essentiellement par des personnes avec peu de moyens financiers. Maintenant, il y a de tout », explique Le Relais. Plus d'un Français sur trois a acheté un vêtement de seconde main en 2024, d'après la dernière étude de l'éco-organisme Refashion, chargé par le gouvernement d'accompagner l'industrie vers une économie plus circulaire.

Plus que de bons prix, les clients recherchent désormais des pièces rares, voire uniques. Le tarif varie fortement selon le lieu. D'un côté, la friperie de luxe s'installe durablement, portée par l'engouement de jeunes gens comme Adrien. Chez Kiliwatch, rue Tiquetonne dans le 2^e arrondissement de Paris, on trouve des pièces usées qui



Une boutique de seconde main, à Paris. En Île-de-France, le nombre de friperies a bondi de 277 à 437 magasins depuis 2017. MAGALI COHEN / HANS LUCAS VIA AFP

Face à la fast-fashion, les friperies font de la résistance

semblent être valorisées par leurs taches et peluches. « Comme un bon vin, certains vêtements prennent de la valeur avec les années », explique Mak, gérant de la boutique qu'il qualifie lui-même de friperie premium. Les vêtements y sont classés, l'atmosphère est feutrée. D'un autre côté, à un kilomètre seulement, autre ambiance dans le quartier de Pigalle, où certaines échoppes bien connues des chineurs laissent planer le doute quant à leur méthode de sélection. Dans l'une d'elles, une enceinte envoie les « hits » des années 1980 à des décibels suffisamment élevés pour faire vibrer les jeans et les blousons de cuir qui pendent comme des morceaux de viande séchée.

Sur ce marché en plein essor, les nouveaux entrants se disputent avec les acteurs historiques. « La seconde main, ce ne sont pas forcément les fringues qui puent entassés dans des entrepôts », tranche Margault Lepeytre. Diplômée du master d'entrepreneuriat X-HEC, elle a lancé, avec son amie Astrid Dischamps, We are Amarante, une enseigne de seconde main qui propose des produits chinés lors de ventes-événements. « Initialement, nous voulions monter notre propre marque de vête-

ments. Puis nous nous sommes dit "allons chiner, il y a déjà beaucoup de fringues qui existent" », raconte Margault Lepeytre.

Même l'arrivée des plateformes en ligne n'a pas fragilisé ces espaces de vente. D'abord lancées sur Instagram, les deux amies organisent désormais des ventes éphémères dans des « pop-up stores » - magasins éphémères. Un rendez-vous incontournable pour les deux amies : « Les filles qui viennent chez nous aiment toucher et essayer le vêtement. Et comme c'est de la seconde main, elles sont peut-être un peu plus prudentes », expliquent-elles.

Une vraie chasse au trésor

Se lancer n'a pourtant rien d'évident. « Tout le monde veut du vintage, donc ça devient très difficile pour les petites boutiques comme la nôtre d'en trouver », s'agace Virginie, patronne du Coffre, un magasin indépendant de vêtements qui mêle neuf et vintage. « De belles pièces, il n'y en a quasiment plus aujourd'hui. Quand vous achetez des ballots à un centre de tri, il n'y en a qu'une toute petite partie qui est valorisable. Le reste, ce n'est souvent que de

la m**** », explique l'entrepreneuse, qui a décidé de jeter l'éponge sur ce segment pour se concentrer sur sa propre collection.

Avec l'arrivée de Vinted et de Vestiaire Collective, les particuliers gardent leurs vieux vêtements de qualité en espérant les revendre eux-mêmes sur ces plateformes. Un phénomène qui va de pair avec la baisse de qualité des nouveaux habits. « Il y a 20 ans, on fabriquait des vêtements solides, denses, qui pouvaient durer dans le temps. Aujourd'hui, quelques lavages et c'est plié », observe Mak, amoureux des frifes qui ont su traverser les années pour se frayer un chemin jusqu'aux rayons de son employeur. Résultat : le stock de seconde main de qualité s'amenuise.

Mettre la main sur les bonnes pièces devient donc une vraie chasse au trésor. « Mon patron passe sa vie à faire le tour du monde pour dénicher les bons produits », explique encore Mak. Une quête à laquelle Martine Chanin, fondatrice de la friperie Chinemachine à Paris, s'est exercée dans sa jeunesse passée entre La Nouvelle-Orléans et le Tennessee, aux États-Unis. « Il y avait à Memphis une boutique qui s'appelait

Vintage Mania. J'avais 18 ans et je ne mettais que des robes des années 1940 », raconte l'Américaine d'une cinquantaine d'années.

Née à New York, c'est finalement rue des Martyrs, à Paris, qu'elle a ouvert sa première friperie en 2007. Les clients peuvent y apporter eux-mêmes des produits à vendre. « De temps en temps, il y en a qui pensent pouvoir me refourguer des vêtements Shein, mais on repère vite les contrefaçons quand on est dans le métier depuis vingt ans », assure-t-elle. Martine Chanin a passé ces vingt dernières années dans les vide-greniers en espérant tomber sur une collection de lunettes bariolées ou des pièces « complètement dingues », raconte-t-elle. « Dans les centres de tri aussi, on trouvait de belles choses, pour peu qu'on ait un peu de chance et qu'on n'ait pas peur de tomber sur une souris morte entre deux piles de jeans », s'amuse l'Américaine, en chineuse prête à tout pour dégoter la perle rare. Une passion partagée par Margault Lepeytre et Astrid Dischamps, qui explorent régulièrement la péninsule ibérique à la recherche de pièces uniques. Peut-être devront-elles aller encore plus loin dans les années à venir. ■

L'ouverture à la concurrence sur le TGV favorise la baisse des prix

Jean-Yves Guérin

Ce qui s'est produit avec la libéralisation du transport aérien est en train d'être réédité sur le rail.

Bien sûr, le marché du transport ferroviaire est moins ouvert que celui du transport aérien. Depuis plus de trente ans, des compagnies low cost comme Ryanair, easyJet ou Volotea exploitent en France des lignes domestiques ou desservant l'Europe. Pour garder des parts de marché sur le Vieux Continent, Air France-KLM a développé sa propre low cost, Transavia, avec une branche à l'aéroport de Schiphol à Amsterdam et l'autre à l'aéroport d'Orly. Résultat, davantage d'offres de billets d'avion et une baisse des prix. Selon la Direction générale de l'aviation civile (DGAC), certains tickets affichaient en 2021 des prix jusqu'à 10 % inférieurs à ceux de 2019. Plus loin dans le temps, une étude montrait une diminution du prix en classe économique de 39 % entre 1985 et 2010 sur un long-courrier partant de France.

Le transport ferroviaire, qui vit les premiers temps de la concurrence, commence à voir apparaître de tels

fruits. Actif sur le tronçon Paris-Lyon depuis quatre ans, l'opérateur italien Trenitalia s'est lancé mi-juin à l'assaut de Marseille. Il effectue quatre allers-retours quotidiens de Paris à la Cité phocéenne, en plus de la vingtaine assurée par les Ouigo et inOui de la SNCF. Conséquence de cette hausse de l'offre, « les tarifs moyens sur la ligne TGV Paris-Marseille ont baissé de 27 % en glissement annuel depuis l'arrivée de Trenitalia », selon Alexander Ernert, directeur général pour la France de Trainline, une plateforme de vente de billets.

Consommateur méfiant

Ainsi, la compagnie ferroviaire italienne propose des billets pour Paris-Marseille à des tarifs riquiqui (27 euros). Le consommateur, lui, est très méfiant sur ces annonces de chute des prix. Il a toujours l'impression de ne pas tomber sur ces fameux très bons tarifs qu'on lui a promis. En réalité, ils sont noyés dans la multitude de prix proposés au pas-

sager lorsqu'il cherche un billet. Autre exemple des effets de l'arrivée d'un concurrent à la SNCF sur les rails français : sous les coups de boutoir de Trenitalia, les prix des billets ont baissé de 43 % entre 2019 et 2025 sur le tronçon Paris-Lyon. Et, dans le même temps, les réservations ont plus que quadruplé. En revanche, sur les lignes TGV où la SNCF reste en monopole, faute de concurrence, les prix des billets grimpent. Ils ont monté de 9 % sur la ligne Paris-Bordeaux sur la même période.

Le mécanisme fonctionne de la même façon dans les pays limitrophes qui ont procédé à l'ouverture à la concurrence. En Espagne, trois opérateurs s'affrontent depuis quatre ans : le groupe ferroviaire historique Renfe, avec notamment une marque low cost, Avlo ; le français Ouigo, la marque low cost de la SNCF ; et Iryo, une marque de Trenitalia. Partout ou presque, les prix fondent : -20 % sur le Madrid-Malaga, -35 % vers Valladolid, -17 % vers

Gijón. Il y a une ligne seulement où le théorème ne s'applique pas : le Madrid-Barcelone, qui est aussi le trajet plus emprunté. L'explication ? Les prix ont chuté de 58 % entre 2019 et 2024. Mais, depuis quelques semaines, ils sont remontés à leur niveau antérieur. À cause de défaillances techniques, Renfe a retiré, pour le moment, son offre Avlo. Au total, l'autorité espagnole de la concurrence (CNMC) estime que la fin du monopole a entraîné une baisse moyenne de 33 % des prix des billets de train à grande vitesse, soit une économie estimée à 431 millions pour les usagers.

Le mouvement est appelé à prendre de l'ampleur. Maintenant qu'ils en ont le droit, les opérateurs veulent étendre leur territoire. Ainsi, SNCF Voyageurs a programmé le lancement de son offre TGV en Italie en 2027. Elle veut relier Venise à Milan, Rome à Milan, Naples à Turin... En France, de nouveaux opérateurs de TGV comme Velvet, Le Train ou Kevin Speed devraient faire leur premier tour de roue en 2027-2028.

Il n'y a pas que les opérateurs ferroviaires à lorgner ce nouveau marché. Les plateformes de ventes de billets indépendantes (Trainline, BlaBlaCar, Omio, Kombo...) sont persuadées qu'il y a un coup à jouer avec cette profusion d'offres ferroviaires nouvelles. « Tant que la SNCF était en monopole, la question ne se posait pas, affirme Matthieu Marquet, créateur de Kombo. Pour acheter un billet de TGV, il fallait aller sur SNCF Connect. Aujourd'hui, on peut, sur Kombo, acheter un billet Paris-Lyon de Trenitalia, un Lyon-Barcelone de Renfe ou un train de nuit Bruxelles-Paris chez European Sleeper. » Cette tendance qui consiste à ne plus passer automatiquement par le site de l'opérateur historique pour réserver ses billets de train devrait se développer. Restera aux plateformes de réservation à négocier une commission correcte. « Avec SNCF Voyageurs, elle est de 2,8 % pour inOui et de 0,9 % pour Ouigo, ce qui est excessivement faible », estime Alexander Ernert. ■



UN AUTRE REGARD

ANNE DE GUIGNÉ

La crise immobilière éloigne les jeunes du travail

Les jeunes générations : des paresseux qui ont perdu le sens de l'effort et ne pensent plus qu'à leur jouissance immédiate ! Le préjugé est ancré en France, comme aux États-Unis, chez une bonne partie des plus âgés. Une étude de deux économistes (1), eux-mêmes trentenaires et sur le point d'achever leur thèse dans des universités américaines de premier plan, éclaire ces incompréhensions entre les générations. Leur travail démontre que les jeunes ne sont pas plus hédonistes que leurs parents par tempérament ou goût mais en raison de la flambée des prix de l'immobilier qui, les privant de toute perspective de devenir propriétaires, modifie leur appréciation de l'avenir.

Les auteurs, Seung Hyeon Lee et Younggeun Yoo, établissent ainsi « à l'aide d'un modèle de cycle de vie calibré et ajusté aux données américaines, que la génération née dans les années 1990 atteindra la retraite avec un taux d'accès à la propriété inférieur d'environ 9,6 points de pourcentage à celui de la génération de leurs parents. » La tendance se vérifie aussi en France. Selon les données de l'Insee, en 2020, 45 % des ménages, entre 30 et 39 ans, étaient propriétaires. Un chiffre en léger déclin au fil des ans, puisqu'ils étaient 46,2 % en 2013. Les difficultés des plus jeunes à devenir propriétaires reflètent celles des classes moyennes. En France, « en vingt ans, les prix de l'immobilier ont bondi de 88 % (hors inflation), et il faut désormais quinze années de revenus pour acheter 100 m², contre dix ans en 2000 », décrit une étude récente de l'Institut Montaigne.

Cette vaste crise, née du croisement de la construction en berne, de l'envolée des prix à l'achat et de l'augmentation du mal-logement, creuse les inégalités de manière très profonde. Des jeunes gens qui renoncent à un projet d'achat immobilier ne se contentent en effet pas de rester locataires. Cette décision contrainte change leur manière d'envisager les prochaines décennies. Résignés à rester locataires malgré leurs vœux initiaux, ils renoncent bien naturellement à la discipline que s'infligent ceux qui pensent encore pouvoir devenir propriétaires, vivent bien davantage dans le présent et ne voient pas l'intérêt de travailler dur ou la raison d'épargner pour le long terme. Afin de pouvoir identifier ces causalités, les économistes ont travaillé par cohortes d'âge et réuni différentes données (plus facilement exploitables aux États-Unis) issues du marché de l'immobilier, des cartes

bancaires des ménages, des patrimoines, revenus...

Ils ont ainsi bâti un modèle qui montre que « face à la diminution de la probabilité perçue d'accéder à la propriété, les ménages modifient systématiquement leur comportement : ils consomment davantage par rapport à leur patrimoine, réduisent leur temps de travail et prennent des risques plus importants dans leurs investissements », en investissant par exemple dans les cryptomonnaies. Ces difficultés personnelles à se projeter revêtent d'importantes conséquences macroéconomiques. Dans le détail, la génération

« La génération devenue adulte en 2010 réduirait, tout au long de sa vie active, son temps de travail de 6 % à 8 %, relativement aux jeunes adultes de 1970 »

devenue adulte en 2010 réduirait en effet dans ces conditions tout au long de sa vie active, son temps de travail de 6 % à 8 %, relativement aux jeunes adultes de 1970. À terme, la consommation agrégée, minée par la baisse des revenus des locataires contrariés, chuterait aussi de 10 % à 15 %, selon l'étude. « Pris ensemble, ces changements témoignent d'une économie qui évolue progressivement vers un nouvel équilibre de moindre travail et moindre dépense », notent les auteurs.

Les deux doctorants en économie, respectivement à l'université du Northwestern et à celle de Chicago, s'inquiètent de ce décrochage. « Ces réactions s'accumulent tout au long du cycle de vie, engendrant une dispersion du patrimoine nettement plus importante entre ceux qui conservent l'espoir d'accéder à la propriété et ceux qui y renoncent », avancent-ils. Afin de contrer ces effets, les auteurs proposent une subvention ciblée, non pas sur les plus modestes, mais précisément sur les ménages sur le point d'abandonner leur projet d'achat. Un tel dispositif augmenterait le taux d'accès à la propriété, accroîtrait l'effort de travail, réduirait la dépendance à l'égard de la Sécurité sociale et générerait des gains de bien-être bien supérieurs à ceux des politiques plus conventionnelles avec un budget équivalent, affirment les économistes. ■

(1) Seung Hyeon Lee et Younggeun Yoo, « Giving up » : The impact of Decreasing Housing Affordability on Consumption, Work Effort and Investment, novembre 2025.



LIBRES ÉCHANGES

JEAN-PIERRE ROBIN

Une famille de deux enfants est-elle pauvre avec 140 000 dollars par an aux États-Unis ?

Il n'y a pas qu'en France où les chiffres officiels de pouvoir d'achat sont accusés de minimiser les difficultés des « vraies gens ». Outre-Atlantique, Michael W. Green, gestionnaire reconnu du fonds Simplify Asset Management qui gère 500 millions de dollars, fait le buzz en redéfinissant de fond en comble la notion même de pauvreté. Cet investisseur de Wall Street, qui se targue d'« avoir fait toute sa carrière en se méfiant des évidences », a démontré, fin novembre sur la plate-forme Substack, qu'une famille de deux adultes et deux enfants, a besoin d'un revenu annuel de 136 500 dollars (un dollar valant 0,86 euro). C'est, selon ses calculs, le budget nécessaire pour se nourrir, se loger, se soigner, faire garder ses enfants, dans une ville de la classe moyenne, Caldwell, située à 25 kilomètres de New York.

La somme arrondie à 140 000 dollars est présentée par son auteur comme « le véritable seuil de pauvreté » aux États-Unis. « Le chiffre de 140 000 est devenu viral », note le Washington Post, qui ajoute : « Des économistes ont exprimé leur désaccord, tout en reconnaissant la pertinence de son argumentation. » Michael W. Green remet en question le seuil officiel de pauvreté (« line of poverty ») tel qu'il est établi par le Census Bureau (l'équivalent de l'Insee), lequel s'est élevé en 2024 à 32 150 dollars pour une famille mariée avec deux enfants. Selon cette approche, et en englobant toutes les configurations de ménages, ce sont au total 35,9 millions d'Américains qui vivent actuellement dans la pauvreté, soit 10,6 % de l'ensemble de la population. Ce niveau évolue entre 10 % et 15 % depuis le début du siècle, avec d'assez grandes disparités selon les États et les origines ethniques.

Le progrès est certes spectaculaire comparé aux années 1960, quand près d'un cinquième de la population était classé « pauvre ». Le président Lyndon Johnson, successeur de John Kennedy à la Maison-Blanche, avait fait alors de la lutte contre la pauvreté la priorité nationale. Le Census Bureau considérait que les familles « dépendant à peu près le tiers de leur revenu en alimentation, il suffirait de multiplier par trois le minimum nécessaire à se nourrir pour définir un seuil de pauvreté », rappelle Michael W. Green. Les chiffres ont bien sûr été réévalués année après année au rythme de l'inflation, mais l'approche du Census Bureau est fondamentalement restée la même, peu ou prou misérabiliste.

Or, depuis la décennie 1960, les modes de vie ont radicalement changé. Les prix du logement et ceux de la santé ont explosé, et, à l'inverse, la part des dépenses alimentaires à domicile est passée d'un tiers du budget domestique à 7 %. De nouveaux besoins sont apparus, telle la garde d'enfants, car de moins de moins de femmes

restent au foyer... La signification de « seuil de pauvreté », entendu comme un minimum pour échapper à la faim (« starvation »), a perdu de sa pertinence avec l'enrichissement général. Ce qui importe désormais, c'est de pouvoir participer pleinement à la vie économique et sociale du pays. Or la facture est de plus en plus salée. Pour une famille type de quatre personnes, ce sont en moyenne pas moins de 32 777 dollars pour le soin et l'éducation, 23 267 dollars pour le logement, 14 828 dollars pour le transport et 10 567 dollars pour les soins de santé, entre autres.

Classe moyenne pauvre

Ces chiffres censés valoir pour la cité de Caldwell, ville de banlieue du New Jersey, et non pas pour les quartiers huppés inabornables de Manhattan, ont été parfois jugés excessifs. « C'est totalement déconnecté de la réalité. Il est absurde de fixer un seuil de pauvreté bien au-dessus du revenu médian aux États-Unis », a réagi Kevin Corin, l'économiste de l'American Enterprise Institute (un think-tank de centre droit). Selon le Census Bureau, pour une personne seule, le revenu médian (qui partage la population en deux parts égales numériquement) se situe en effet à 37 730 dollars et il s'élève à 109 300 dollars pour une famille de quatre.

En revanche l'université du MIT, qui met en avant le concept de « salaire vital » pour chaque État, estime que dans le Maryland, par exemple, une famille de deux adultes qui travaillent et de deux enfants, a besoin d'un revenu de 129 573 dollars (avant impôt et cotisations sociales). Pour sa part, Michael W. Green vise « la classe moyenne américaine qui se sent plus pauvre chaque année malgré la croissance du PIB et un faible chômage ».



Aux États-Unis, depuis la décennie 1960, les modes de vie ont changé. Les prix du logement et ceux de la santé ont explosé, et, à l'inverse, la part des dépenses alimentaires à domicile est passée d'un tiers du budget domestique à 7 %.

LIVRES & IDÉES

Richard Flurin

The Family, splendeurs et misères d'un acteur phare de la French Tech

C'est l'une des épopées entrepreneuriales les plus dingues que la France ait connues ces dernières années. Avec ce que cela comporte de triomphes et de dérivés. Les péripéties de The Family, incubateur de start-up hors du commun, ont été suivies de près par l'écosystème. Ils sont racontés pour la première fois dans un livre publié aux Éditions Calmann-Lévy et intitulé The Family. Une extraordinaire saga dans l'univers des start-up.

L'originalité de l'ouvrage tient d'abord au profil de ses auteurs. Outre le haut fonctionnaire Jean-Jacques Augier, qui a travaillé activement à l'élucidation de tous les détournements de fonds commis par l'un des associés, le sulfureux Oussama Ammar, on retrouve également la signature du sociologue Michel Wieviorka. Preuve de l'intérêt de cette affaire, qui

déborde largement le cadre feutré du capital-risque.

C'est une certaine époque qui est consignée là : la France des années 2010, biberonnée aux succès des jeunes pousses californiennes, horrifiée des lour-

deurs administratives qui caractérisent notre vieux pays, débordante d'une soif de liberté d'entreprendre. Cette France a porté aux plus hautes responsabilités de l'État un jeune homme de 39 ans, fort de ses promesses de révolution, qui

souhaitait transformer le pays en « start-up nation » et appelait ses jeunes à devenir milliardaires. Ce n'est pas un hasard si Emmanuel Macron a noué très tôt des liens étroits avec The Family.



JEAN-JACQUES AUGIER ET MICHEL WIEVIORKA
THE FAMILY, UNE EXTRAORDINAIRE SAGA
DANS L'UNIVERS DES STARTUPS Calmann Lévy

Les deux auteurs retracent dans une première partie de l'ouvrage l'itinéraire de cette folle aventure. À commencer par le profil des trois associés, Nicolas Colin, Alice Zagury et Oussama Ammar, issus d'horizons très différents. Le premier est le haut fonctionnaire besogneux qui fera office de VPR auprès des plus grandes institutions françaises et internationales. La deuxième, la chef d'orchestre à l'énergie folle et aux rêves démesurés. Et enfin, le pirate, Oussama Ammar, séduisant comme un diable, maître dans l'art du storytelling (anecdotes drolatiques, saillies provocatrices, ton péremptoire), objet de toutes les fascinations.

Excès coupables

Même si l'on connaît déjà les moindres rebondissements de cette affaire, on se surprend à être encore surpris par les machinations d'Oussama Ammar, et

surtout par « la légèreté invraisemblable » qui a pu rendre possibles de tels agissements. « À vouloir tout remettre en cause, tout « attaquer », tout « disrupter », on finit par se perdre. Une bonne morale pour cette histoire. « Il y a des règles que l'on ne peut pas, à un moment donné, faire évoluer. Elles correspondent à la volonté générale de l'époque », concluent les deux auteurs du livre.

Le livre s'honore d'aborder en longueur, dans une seconde partie, l'héritage de The Family. Une dizaine d'entreprises qui prospèrent encore et sont nées grâce à l'accélérateur de start-up, parmi lesquelles Qonto, PayFit, Heetch, Algolia ou WeMaintain. Excusez du peu. Signe que, malgré ses excès coupables, la grande famille des start-up françaises a tout de même été salutaire pour l'économie. Que le rêve, s'il peut aveugler, est un ingrédient indispensable du succès. ■

La folle trajectoire de Expedition 33, ce jeu vidéo français devenu phénomène mondial

Chloé Woitier

Ce titre, qui se décline en concerts et livres à succès, est le grand favori pour le sacre, jeudi, du « jeu vidéo de l'année ».

Douze nominations pour l'équivalent vidéoludique des Oscars. Meilleure direction artistique, musique, scénario, acteurs de doublage... Jamais un jeu vidéo n'aura décroché autant de citations pour la cérémonie des Game Awards, qui se tiendra le 11 décembre à Los Angeles et sera suivie en direct sur YouTube par des millions de spectateurs. « Je ne vois pas qui d'autre pourrait leur ravir le Goty », ont confié en chœur au Figaro plusieurs acteurs de l'industrie du jeu vidéo en faisant référence à la statuette la plus convoitée : le prix du « Game of the year » (« jeu vidéo de l'année »), décroché ces dernières années par Astro Bot du japonais Team Asobi (propriété de Sony), Baldur's Gate 3 du belge Larian Studio ou Elden Ring du japonais FromSoftware.

Le grand favori est cette fois-ci français. Inconnu du public il y a encore un an, le studio montpelliérain Sandfall Interactive connaît depuis avril un succès international avec son jeu de rôle Clair Obscur : Expedition 33. Dans un monde inspiré du Paris de la Belle Époque, une mystérieuse entité, la Peintresse, « gomme » tous ceux dépassant une limite d'âge qui baisse d'année en année. Au lendemain de la disparition des personnes de 33 ans et plus, une expédition entreprend une énième mission-suicide pour tenter de mettre fin à la malédiction, comme tant d'hommes et de femmes avant eux...

Le triomphe attendu aux Game Awards sera le point d'orgue d'une success-story digne d'un film hollywoodien. Clair Obscur est en effet la toute première production de Sandfall, un studio indépendant d'une trentaine de jeunes salariés qui, pour la plupart, livrent le premier jeu de leur carrière. Sa scénariste, l'Américaine Jennifer Svedberg-Yen, travaillait dans le capital-investissement. Son directeur artistique, Nicholas Maxson-Francombe, dans le spectacle vivant. Son compositeur, Lorian Testard, était professeur de guitare.

« Sandfall a un immense capital sympathie, et une forte communauté de fans qui les aime. Tout cela est devenu rare dans le jeu vidéo »

Marc Pétronille Gérant et directeur éditorial de Pix'n Love

Ils ont été réunis par Guillaume Broche, 33 ans, qui a quitté Ubisoft en 2020 avec son collègue Tom Guillermin pour réaliser le jeu dont il rêvait. Cinq ans plus tard, les grandes figures du jeu vidéo japonais, inspiration revendiquée de Clair Obscur, se pressent pour s'afficher à leurs côtés. L'emblématique studio Square Enix a ainsi organisé deux rencontres en six mois, à Tokyo et à Paris, avec les fondateurs de Sandfall et les réalisateurs de sa franchise star, Final Fantasy (200 millions de ventes en près de quarante ans), qui ne tarissent pas d'éloges sur le jeu français. « C'est un adoubement, mais aussi une manière pour Square Enix de montrer qu'ils sont toujours dans le coup », décrypte un bon connaisseur du groupe.

Fruit de cinq ans de travail, Clair Obscur : Expedition 33 a été financé par l'éditeur britannique Kepler Interactive



Clair Obscur : Expedition 33 est la première production de Sandfall. Ce petit studio indépendant réunit une trentaine de jeunes salariés issus d'univers très différents, sous l'impulsion de Guillaume Broche et de Tom Guillermin.

pour une somme tenue secrète, mais qui ne dépasserait pas les 10 millions d'euros. Une goutte d'eau comparé aux blockbusters du milieu. Cet investissement a été rentabilisé en quelques heures et ce jeu dépasse aujourd'hui les 5 millions de ventes sur consoles et PC. « On peut parler d'un phénomène bien installé. Ce jeu continue de séduire le public bien après son lancement, et nous allons le remettre fortement en avant durant les fêtes », indique Charlotte Massicault, directrice gaming de Fnac Darty. La grande distribution avait pourtant pâti au printemps de stocks insuffisants de versions physiques, longtemps en rupture. « Kepler et le distributeur Bandai Namco se sont fait dépasser par ce succès inattendu pour une nouvelle licence. La situation est revenue à la normale en septembre », poursuit-elle.

Même raz-de-marée pour l'édition collector du jeu, initialement tirée à 1000 exemplaires, « dont 300 pour les salariés, les partenaires de Sandfall et les médias. Les 700 autres sont partis à la vitesse de la lumière, ce qui a généré beaucoup de frustration chez les joueurs. L'éditeur Kepler nous a donc contactés pour recommercialiser et gérer la logistique de ce collector », explique Marc Pétronille, gérant et directeur éditorial de Pix'n Love. Rien que pour la France, l'entreprise a écoulé plus de 10 000 exemplaires de ce coffret en édition limitée vendu 119 euros (165 euros avec le jeu), et qui comprend une figurine peinte à la main. « On ne s'y attendait pas, et ces volumes élevés sont un défi pour les fabricants, poursuit-il. Les fans de Clair Obscur sont comme ceux de Final Fantasy, ils n'ont pas de limite et ne regardent pas trop à la dépense. »

Au-delà des performances commerciales, Clair Obscur : Expedition 33 a réussi un tour de force rarissime dans le jeu vidéo « made in France » : devenir un phénomène mondial de pop culture, et une marque à part entière. Pas un

salon spécialisé ne se tient désormais sans croiser dans les allées des visiteurs abondant bérêt, marinière et baguette tradition emballée dans un tissu vichy, une référence à l'une des tenues des héros. Fin octobre, plus de 400 cosplayers déguisés en protagonistes du jeu ont défilé dans la vieille ville de Lucques, en Italie, en marge du Lucca Comics and Games Festival, l'un des plus gros événements pop culture d'Europe.

Sur les réseaux sociaux, des centaines d'artistes amateurs partagent illustrations, stickers, peluches ou sculptures créés en hommage à l'univers de ce jeu, tandis que, sur YouTube, des milliers de vidéos décortiquent un scénario aux nombreux rebondissements et explorant la thématique du deuil. « Sandfall a un immense capital sympathie, et une forte communauté de fans qui les aime. Tout cela est devenu rare dans le jeu vidéo », souligne Marc Pétronille.

La musique est l'un des points forts du jeu. « C'est un projet artistique total », applaudit Charlotte Massicault, alors que la Fnac vendra en février les versions CD et vinyles de cette bande originale de huit heures composée durant cinq ans par Lorian Testard, et qui cumule plus de 400 millions d'écoutes sur les plateformes de streaming. « La demande du public est phénoménale. Nous ne pouvons pas partager les chiffres de précommandes, mais il s'agit d'une des meilleures ventes de l'histoire de notre label », confie au Figaro Mat Omblér, directeur des partenariats chez Laced Records, spécialiste de l'édition sur support physique de musiques de jeux vidéo. À Paris, certains karaokés proposent déjà de chanter entre amis *Lumière*, *Une vie à t'aimer* ou *Alicia*, chansons phares du jeu.

« Cette bande originale a le potentiel d'être comme le *Amélie* Poulain de Yann Tiersen, c'est-à-dire d'avoir plus de succès que le jeu en lui-même », parie Samuel Capus, directeur de Bleu Citron Tournée. Ce producteur toulousain de

concerts (Bigflo et Oli) est derrière la tournée européenne « Clair Obscur : Expedition 33 - A Painted Symphony ». Cette série de concerts avec orchestre, chœur et la présence sur scène de Lorian Testard et de la soprano Alice Duport-Percier, qui cosigne et interprète la bande originale, a débuté fin octobre avec cinq dates jouées à guichets fermés à Lyon, Paris et à domicile au Corum de Montpellier, « où l'ambiance était dingue, et l'émotion de Sandfall très forte », souligne Samuel Capus.

La tournée se poursuivra au printemps 2026 durant trois soirs à La Seine musicale et dans six Zénith et Arena à travers la France, tout en passant par Londres, Berlin, Milan, Zurich, Genève, Luxembourg et Rotterdam. « Les jauges de ces salles vont de 3000 à 8000 spec-

« La demande du public est phénoménale. Nous ne pouvons pas partager les chiffres de précommandes, mais il s'agit d'une des meilleures ventes de l'histoire de notre label »

Mat Omblér Directeur des partenariats chez Laced Records

tateurs selon les dates », explique le producteur, qui s'est appuyé sur les statistiques d'écoutes Spotify et de ventes du jeu pour déterminer par quelles villes passer. Commercialisés le 2 décembre, les plus de 70 000 billets, vendus de 33 à 85 euros, se sont arrachés en une poignée d'heures, avec moult bugs de billetterie dignes des mises en vente des concerts de grandes stars.

Sandfall Interactive est coproducteur de cette tournée, montée à toute vitesse. « Ces concerts étaient un rêve pour Sandfall, qui y a mis beaucoup d'envie et d'énergie. L'implication de Lorian Testard

est très forte, indique Samuel Capus. Les discussions ont débuté en mai pour être confirmées en août, et nous avions en parallèle réservé les salles pour 2026. Les premières dates d'octobre avaient valeur de test pour prendre le pouls, adapter les jauges et lancer la machine. »

Le producteur souligne que ces premiers concerts dans des salles de 2000 places, avec une vingtaine d'artistes sur scène et, « à la demande de Sandfall, des tarifs peu élevés pour un concert de musique de jeux vidéo », étaient « une hérésie économique, mais un investissement pour la suite. Le business model sera beaucoup plus sain dans les Zénith et Arena ». Samuel Capus laisse entendre que le concert aurait aussi sa place dans des festivals. Quid d'une tournée mondiale ? Les sollicitations sont déjà nombreuses. Mais Sandfall devra alors nouer des contrats de licence avec d'autres producteurs locaux, qui feront jouer leurs propres orchestres.

Un autre produit dérivé risque de se retrouver sous de nombreux sapins de Noël : l'artbook officiel *L'Art de Clair Obscur : Expedition 33*, un beau livre de 350 pages qui narre en 250 000 signes les coulisses de la conception du jeu. « Nous avons contacté Sandfall après la mise en ligne de la première bande-annonce, sur une idée de notre auteur Marine Macq au vu de la direction artistique forte du jeu », explique Marc Pétronille des éditions Pix'n Love. L'ouvrage est disponible en édition classique (40 euros) et collector (79,90 euros, épuisé). « Le jour de l'ouverture des précommandes, notre site a crashé, avec plus de 30 000 connexions simultanées », se remémore-t-il.

Les chiffres sont tenus secrets, mais ces précommandes « sont la meilleure vente en France de toute l'histoire de notre maison d'édition, loin devant tout le reste ». L'ouvrage, en librairie depuis vendredi, « est géré par notre distributeur Média-Participations comme un prix littéraire ». La version collector ne sera, elle, pas livrée avant courant janvier tant la demande a dépassé les prévisions. « Des imprimeurs français ont refusé le contrat car ils n'ont pas les capacités de gérer de tels volumes avec cette qualité de fabrication (Pantone or, vernis antitraçage, fourreau...) », confie l'éditeur.

Espagne, Italie, Allemagne, États-Unis, Royaume-Uni, Chine et même Ukraine... Pix'n Love a été assailli de demandes d'éditeurs étrangers désireux d'acheter les droits de traduction du livre. « Les discussions ont été longues car nous avons reçu beaucoup de sollicitations, et il a fallu se renseigner sur des éditeurs avec qui nous n'avions jamais travaillé », poursuit Marc Pétronille. L'éditeur reçoit aussi des demandes pour organiser des dédicaces en magasin. « On ne chôme pas vraiment », sourit le directeur éditorial, qui ajoute que « Sandfall est lui aussi dépassé par les événements ».

Le studio, qui avait déjà noué en janvier 2025 un partenariat avec la société de production américaine Story Kitchen pour adapter Clair Obscur en film, croule en effet sous les sollicitations. Ses équipes planchent actuellement sur du contenu additionnel pour le jeu (DLC), tout en essayant de garder la tête froide. « Le réflexe serait de se dire : "Faisons grandir l'équipe, embauchons." Ce n'est pas la voie que nous voulons suivre, prévient Guillaume Broche dans le *Washington Post*. Nous préférons rester un petit studio d'artisans, une structure légère, agile, où l'on crée uniquement les jeux qu'on aime et auxquels on a envie de jouer. » ■

ESPRIT D'ENTREPRISE

présenté par Olivia Détry et Gaëtan de Capèle

LE FIGARO TV

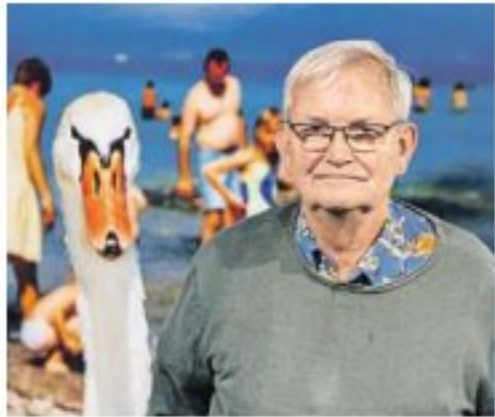
TOUT LE FIGARO À LA TÉLÉVISION



disponible sur		
TNT IDF 34	CANAL+ 126 / 136	Tf1+
Samsung TV Plus	118	194
Free 203	247	Mediaset
Apple TV	Google TV	
Aussi sur LeFigaro.fr et l'app F		

*(i) hors réception satellite
(ii) également accessible sur myCANAL

LE FIGARO et vous



DISPARITION
MARTIN PARR, SUPERSTAR
DE LA PHOTOGRAPHIE ET CROQUEUR
SANS SCRUPULE DES TRAVERS
DE LA GRANDE-BRETAGNE **PAGE 32**



DESIGN
UNE BAIGNOIRE DANS LA CHAMBRE,
UN SALON EN CUISINE...
LA MAISON CONTEMPORAINE
SUPPRIME SES CLOISONS **PAGE 34**



Notre-Dame, la ferveur retrouvée

Pèlerins ou simples curieux, 11 millions de personnes ont découvert la cathédrale restaurée rouverte il y a un an. Pourtant, il reste des travaux à effectuer. **PAGES 30 ET 31**

Shakespeare en musique

Anthony Palou

Le comédien et chanteur Alexandre Martin-Varroy met en scène ses poèmes et chansons. Divin !

Pourquoi mettre en scène *Les Sonnets* de Shakespeare ? Parce qu'ils sont, d'une certaine manière, une pièce de théâtre à trois personnages : le poète, un ami-amant - qu'il appelle son « bon ange » - et une femme qu'il méprise et qui le fait souffrir. N'est-ce pas cela l'amour ? *If Music Be the Food of Love*, tissage poétique et musical, est mis en scène et interprété par Alexandre Martin-Varroy et c'est, disons-le sans emphase, sublime. Trente sonnets sélectionnés mis en écho avec une dizaine de chansons extraites de différentes pièces du barde (*Hamlet*, *Le Songe d'une nuit d'été*, *Comme il vous plaira...*), nous ne pouvions rêver plus enchanteur.

Sur la droite de la scène, ce qui ressemblerait à une chambre en désordre : un lit défait, un bureau sur lequel règne un capharnaüm et puis, ici et là des objets comme sortis d'un vidégrenier... Sur la gauche, une table de jardin où est posée une table de mixage. Plus au centre, une sorte d'arbre fait de fils électriques et un cadre de tableau ancien. Dans la pénombre, un homme (Alexandre Martin-Varroy) avance lentement dans le vent d'hiver. Il porte un bonnet blanc. Des flocons tombent sur sa doudoune grise. L'amour est un champ de plumes.

Un garçon en costume, jeune lord fort distingué, pose debout dans le cadre. Il porte un violoncelle. Théodore Vibert est le compositeur électroacoustique du spectacle. Alexandre Martin-Varroy ôte son bonnet et dès les premiers vers - il s'agit du son-

net 14 - nous sommes sur orbite : « *Des astres je ne tire aucune prédiction, / Je crois pourtant m'y connaître en astrologie, / Mais ne peux annoncer bonnes ou mauvaise chance, / Ou pestes ou famines ou climat des saisons (...)* »

Stylisme glam rock

Une triangulaire amoureuse entre l'acteur-chanteur, le musicien électroacoustique et l'accordéoniste se joue devant nous. Les élisabéthains avaient hérité des Italiens la tradition du sonnet. Pétrarque en fut le grand modèle quant à la forme, courtoise, élégante, destinée à l'expression de l'amour d'une maîtresse, qui pouvait être aussi bien imaginaire que réelle. Ou d'un ami bien-aimé. L'homosexualité n'avait rien qui puisse choquer Shakespeare. Il est possible qu'il y ait été enclin lui-même, chose courante dans le monde du théâtre où de jeunes garçons tenaient les rôles de femmes.

L'accordéon de la virtuose Julia Sinoimeri accompagne le spectacle, des notes de Dowland, Haydn, Schubert ou encore Gerald Finzi et Percy Grainger. Cet instrument profane a parfois les vertus de l'orgue, ce qui lui donne un caractère sacré. Un oratorio au stylisme glam rock. Le comédien-chanteur - malade d'amour, cette peste -, est sous perfusion. Nous aussi. Shakespeare est le meilleur des sérums. ■

Au Théâtre de l'Épée de Bois/Cartoucherie, Paris (12^e), jusqu'au 21 décembre.
Au Théâtre Montansier, Versailles (78), les 8 et 9 décembre.





Explora
JOURNEYS

UN VOYAGE EN MER UNIQUE

Voguez comme sur votre propre yacht

DÉCOUVREZ L'OCEAN STATE OF MIND. Explora Journeys vous invite à vivre un voyage en mer d'exception. À bord de navires d'une élégance européenne raffinée, savourez une gastronomie inoubliable, profitez de soins de bien-être inspirés de l'océan et naviguez vers des destinations emblématiques et plus confidentielles. Plongez au cœur d'un art de vivre unique où chaque instant est une invitation à la découverte.

**L'océan, un état d'esprit à découvrir.*

UN VOYAGE EN MER UNIQUE SUR EXPLORAJOURNEYS.COM
OU CONTACTEZ VOTRE AGENCE DE VOYAGES



Visiteurs éblouis et chantiers d'avenir : les nouveaux visages de Notre-Dame

Claire Bommelaer

Rouverte il y a un an tout juste, la cathédrale est aujourd'hui le monument le plus visité de Paris. Sur place, l'organisation a été repensée face à l'afflux et les restaurations se poursuivent même s'il reste 140 millions à trouver.

Avec onze millions de visiteurs en un an, Notre-Dame n'est pas loin d'un record de fréquentation. Un an après sa réouverture, célébrée en grande pompe les 7 et 8 décembre 2024, la cathédrale a repris sa place, tant comme monument que comme lieu de prière. Avant l'incendie du 15 avril 2019, le diocèse de Paris estimait qu'environ 10 millions de personnes la visitaient chaque année. En 2025, le système de préservation mis en place sur internet, ainsi que le contrôle à l'entrée, permet d'être affirmatif : le monde entier se presse aux portes de la cathédrale de Paris, ou dans ses tours.

Il suffit d'ailleurs de se rendre sur place pour constater les files d'attente – toujours en mouvement. Côté touristes, c'est Babel, avec une bonne moitié d'étrangers, venus des quatre coins de la planète. Alors que les visiteurs découvrent, émerveillés, la blondeur des murs, la couleur retrouvée des chapelles de Viollet-le-Duc ou le grand bourdon, « Notre-Dame de Paris a aussi été rendue à sa mission et à sa vocation, celle d'être un lieu de prière », estime M^r Ribadeau Dumas, son recteur.

La cathédrale a ainsi accueilli 1600 célébrations – y compris le mariage exceptionnel d'un des charpentiers ayant travaillé sur la reconstruction du grand comble – et 650 pèlerinages, dont un tiers venu de l'étranger. Six cents délégations protocolaires, composées de chefs d'État, de mécènes ou

de personnalités se sont ajoutées aux foules. Enfin, deux nouvelles chapelles de confession ont été installées et 30 prêtres s'y relaient.

La cohabitation entre les touristes, les pèlerins et les fidèles, voulue par l'archevêque de Paris, M^r Ulrich, a réclamé quelques ajustements. Bien que les touristes se comportent de manière appropriée, le diocèse de Paris a pris la décision d'abaisser la jauge des visiteurs pendant les offices, la faisant passer de 50 à 30 visiteurs entrants par minute. « Nous ne souhaitons pas éta-

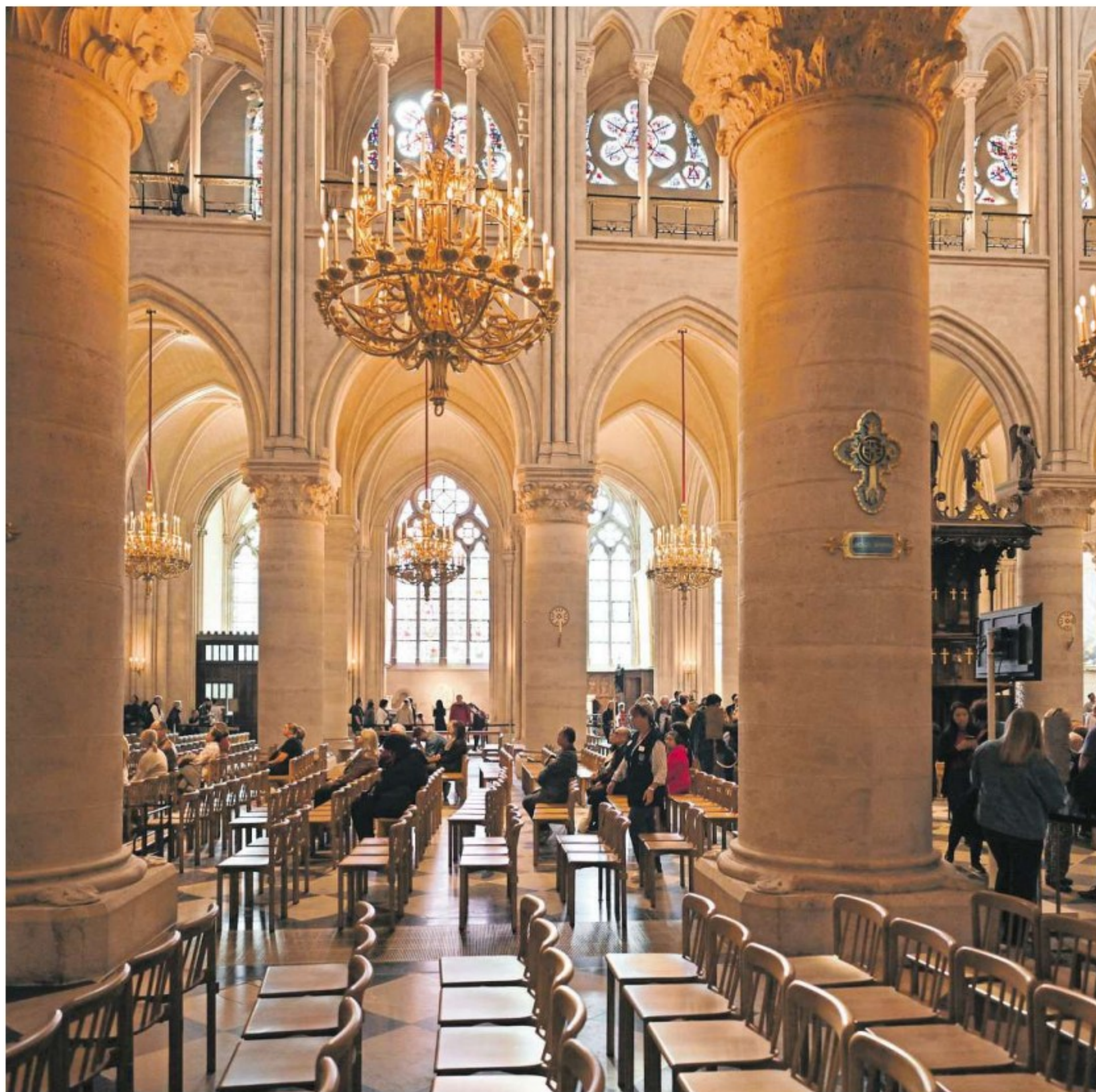
« Notre-Dame de Paris a aussi été rendue à sa mission et à sa vocation, celle d'être un lieu de prière »

M^r Ribadeau Dumas

Recteur-archiprêtre de la cathédrale Notre-Dame de Paris

blir des records de fréquentation année après année, ce qui n'est pas notre rôle », explique-t-on au Diocèse, qui parle d'un « équilibre assumé entre culte et culture ».

Pour le culte, plusieurs nouveautés jalonnent l'année 2026, à l'intérieur, comme à l'extérieur. Depuis le 5 décembre 2025, la couronne d'épines est présentée en ostension tous les vendredis de 15 heures à 18h30. Jusqu'alors, il n'était possible de la voir que les premiers vendredis de chaque mois. Non loin, la chapelle Saint-Guillaume a été aménagée, avec la



création d'un nouvel autel en pierre calcaire, mettant en valeur un grand crucifix et une garniture imaginée par Viollet-le-Duc. À partir du 10 décembre, les fidèles pourront y déposer des intentions de prière. Les chapelles du collatéral sud seront également réorganisées, afin de présenter à la dévotion les reliques de saints. Enfin, les vitraux contemporains de l'artiste Claire Tabouret et des ateliers rémois Simon-Marq seront en principe installés en fin d'année, dans six chapelles – sous réserve du recours annoncé par l'association Sites et Monuments.

À l'extérieur, les travaux se poursuivent, comme en témoignent la grande grue et les échafaudages visibles aujourd'hui. Sur les 840 millions

d'euros de dons reçus, 700 millions d'euros ont déjà servi à relever la cathédrale de l'incendie. Grâce au « reliquat », la restauration du chevet – dont les grands arcs-boutants –, est en cours et va durer jusqu'en 2028. Avec l'argent des dons – qui se poursuivent dans une moindre ampleur – la restauration extérieure de la sacristie devrait aussi être lancée.

Selon l'établissement public Rebâtir Notre-Dame de Paris, la restauration reste à faire sur les trois grandes roses de la cathédrale, le presbytère ou les murs extérieurs de la nef ainsi que ses arcs-boutants. Ces futurs travaux réclameraient environ 150 millions d'euros supplémentaires, qu'il faut encore trouver. La Fondation Notre-

Dame a lancé un programme « Notre Dame 2030 », destiné à collecter six millions d'euros d'ici cinq ans, au profit de la sacristie, des rosaces ou des vitraux, et pour accompagner les créations artistiques et des aménagements intérieurs.

« Nous finalisons un schéma directeur qui décrit l'étendue des travaux, leur séquençement et évalue leurs coûts », explique Philippe Jost, président de l'établissement public. Il pourrait servir de base pour ouvrir des discussions avec l'État, une fois l'année 2026 (dont le budget s'annonce compliqué) passée. Ce plan de travaux permettra aussi et surtout, insiste Philippe Jost, d'inciter les donateurs à poursuivre « l'élan de générosité engagé en 2019 ». ■

Les vitraux de Claire Tabouret au Grand Palais : retour sur un projet controversé

Avant Notre-Dame de Paris, Claire Tabouret est au Grand Palais. L'artiste française, désignée lauréate, en décembre 2024, de la commande publique pour la création de vitraux contemporains, répond à la polémique par le travail. Et par une exposition au cœur de Paris, dans cette galerie 10.2 fraîchement restaurée, à la hauteur « cathédrale ». C'est à la fois une démonstration de peintre et un appel direct au public pour juger de son œuvre et tenter d'emporter l'opinion. Arguments ? Six maquettes grandeur nature pour les six baies du bas-côté sud de la nef de Notre-Dame au pied desquelles ce petit format qui hante ses autoportraits semble gracieux. Et pourtant, c'est avec calme et détermination que cette femme de 44 ans dévoile aujourd'hui à tous ses « cartons » immenses sur lesquels l'Atelier de maîtres verriers Simon-Marq, installé à Reims depuis 1640 et qui a œuvré sur les vitraux de Chagall dans la cathédrale, a déjà commencé à travailler.

Le concours pour la réalisation de six vitraux contemporains « portant la marque du XXI^e siècle » a été annoncé par Emmanuel Macron, en décembre 2023, depuis la cathédrale – alors qu'elle était encore en chantier. Aussitôt, des oppositions se sont fait jour. Pas tant sur le principe d'avoir une création d'art contemporain dans la cathédrale, que parce que les six nouvelles baies prendraient la place de celles créées par Viollet-le-Duc. L'Académie des beaux-arts souligne aussitôt que « l'intervention

d'artistes d'aujourd'hui ne saurait se faire au prix de la dépose de décors existants (des verrières non figuratives imaginées par Viollet-le-Duc). L'architecte avait voulu, dans les chapelles, un effet de lumière qui contribue à l'équilibre de cette création ». La Tribune de l'Art a lancé une pétition visant à « conserver les vitraux de Viollet-le-Duc » et a recolté, en deux ans, près de 300 000 signatures. Parmi les signataires, des fervents de cet architecte

qui a restauré – parfois vigoureusement – Notre-Dame à partir de 1834 ainsi que ceux dénonçant un « fait du prince ».

La polémique ne déracine pas cette jeune mère de famille qui rentre de dix ans en Californie où « ce débat qui pose de vraies questions sur notre rapport à l'histoire, au patrimoine, à l'art contemporain n'a eu aucun écho négatif », dit-elle. « Depuis le moment où j'ai su que j'avais été choisie, je me suis mise au travail. C'est

mon réflexe dans la vie d'ailleurs, quel que soit l'événement, particulièrement celui-là. Je me suis dit, là, maintenant, je me mets au service de quelque chose. L'exposition au Grand Palais était décidée bien avant ma candidature, mais je ne pouvais pas faire abstraction d'un pareil projet qui m'habite complètement depuis. J'avais déjà réalisé de petites esquisses pour le concours. Je ne pouvais pas faire une simple rétrospective avec des sujets qui

détonneraient et ne seraient pas en accord avec le projet de Notre-Dame », nous confie Claire Tabouret qui s'est plongée dans l'histoire sainte, comme Matisse pour sa chapelle de Vence.

Les esquisses monumentales font 7 m de haut et illustrent six moments forts de la Pentecôte qui célèbre, 50 jours après Pâques, le don de l'Esprit saint et la naissance de l'Église. Elles sont puissantes, hautes en couleur, quand les premières esquisses étaient presque pastel, impressionnistes, évanescences, « mièvres » disent les opposants et certains artistes. Claire Tabouret les a présentées, quasiment seule, face à la presse en décembre 2024, depuis une salle de chantier, au pied de Notre-Dame. Ces cartons monumentaux surprennent aujourd'hui par leur intensité figurative, comme le voulait le diocèse de Paris : la Vierge y était très incarnée, extatique, cheveux défaits, robe bleue ; les fidèles ont la peau sombre du Proche-Orient ; les enfants ressemblent à ceux de sa grande fresque, *Les Veilleurs*, qui l'a révélée dans « L'illusion des lumières » chez François Pinault au Palazzo Grassi, à Venise en 2014.

Avec le soleil du Sud, ces vitraux intenses devraient avoir une forte présence chromatique dans la cathédrale devenue si blanche après restauration. Au risque d'en offusquer certains. Laurent Ulrich, archevêque de Paris, signe un texte louangeur, *Une lumière pour aujourd'hui*, dans le catalogue de la RMN (*Un seul souffle, Claire Tabouret*). Le premier vitrail, à dominante bleue,



Claire Tabouret dévoile six esquisses contemporaines illustrant six moments forts de la Pentecôte à la galerie 10.2.

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO



Outre les nombreux visiteurs venus des quatre coins du globe, la cathédrale a accueilli 1600 célébrations, 650 pèlerinages et 600 délégations protocolaires composées de chefs d'État, de mécènes ou de personnalités, depuis décembre 2024.

HENRIQUE CAMPOS / HANS LUCAS VIA AFP

Philippe Jost : « Jusqu'en 2030, nous allons traiter les stigmates du passé de la cathédrale »

Propos recueillis par
Frédéric de Monicault

Philippe Jost reçoit dans la salle Georgelin, du nom de son pré-décesseur décédé accidentellement et dont il était le bras droit, auquel il ne manque pas de rendre hommage. Le président de l'établissement public Rebâtir Notre-Dame de Paris pilote la restauration du monument depuis la base vie située à la lisière immédiate du chevet de la cathédrale, l'un des sites admirables de ce chantier hors du commun. Un an après la réouverture de l'édifice, et à l'heure où sort une version enrichie du livre *Rebâtir Notre-Dame de Paris* (Tallandier) dont il a été l'initiateur, Philippe Jost a des choses à dire.

LE FIGARO. - Notre-Dame de Paris a rouvert ses portes il y a un an. L'édifice est toujours en travaux.
Jusqu'à quand ? Que reste-t-il à faire ?
PHILIPPE JOST. - Nous avons complètement relevé Notre-Dame du terrible incendie qui l'a frappée le 15 avril 2019 et lui avons donné un éclat incomparable. Mais avant 2019, son bilan de santé réclamait des soins bien au-delà de ce que l'incendie a détruit ou endommagé. Aussi, nous devons encore travailler pour soigner toutes les injures du temps accumulées au fil des ans. La restauration des arcs-boutants du chevet fait partie des actions prioritaires mais nous allons aussi traiter les stigmates du passé, comme ces gargouilles qui ont perdu leur tête. Dans quelques mois, un schéma directeur, que nous finalisons, balisera cette feuille de route qui nous emmènera au-delà de 2030.

Peut-on déjà chiffrer l'ensemble des investissements ?
Nous y travaillons. En attendant, sur les 840 millions d'euros de dons reçus, 700 millions ont servi à relever la cathédrale de l'incendie, pour les opérations de reconstruction et de restauration ayant permis sa réouverture. 340 000 donateurs ont été recensés, en France comme à l'étranger. Grâce à leur générosité et à notre gestion saluée par la Cour des comptes, nous avons encore près de 140 millions disponibles. La restauration du chevet, financée à ce stade, va s'étendre jusqu'en 2028. Mais d'autres travaux, en recherche de financement, sont nécessaires à brève échéance : la sacristie n'a pas fait l'objet de restaurations extérieures depuis sa construction, les trois grandes roses ont besoin d'une restauration complète, comme les façades nord et sud du transept, le presbytère, les arcs-boutants et



S. COMPOINT / ONLY FRANCE VIA AFP

Avant 2019, le bilan de santé de Notre-Dame de Paris réclamait des soins bien au-delà de ce que l'incendie a détruit ou endommagé. Aussi, nous devons encore travailler pour soigner toutes les injures du temps accumulées au fil des ans

les murs extérieurs de la nef. Pour ces travaux, nous avons besoin d'au moins 140 millions. C'est pourquoi je demande à tous ceux qui aiment Notre-Dame de donner pour le parachèvement de sa restauration.

L'incendie de 2019 a-t-il permis de mieux anticiper la menace de sinistres d'une telle ampleur, susceptibles d'affecter d'autres monuments ?
Cette catastrophe a rappelé à quel point le patrimoine peut être fragile et vulnérable. Des avancées significatives ont eu lieu depuis avec le plan de relance post-Covid et l'élaboration par le ministère de la Culture du plan « sécurité cathédrales ». À Notre-Dame, nous avons mis en place un système de sécurité incendie incluant les meilleures technologies, comme un système de brumisation dont est pourvue pour la première fois une cathédrale en France. Un incendie comme celui d'avril 2019 ne serait plus possible.

Notre-Dame reste un chantier hors du commun à l'échelle du pays. Avez-vous besoin d'une loi d'exception pour accélérer telle ou telle étape à venir ?
Je suis toujours surpris de cette croyance qu'un chantier exceptionnel comme Notre-Dame de Paris aurait bénéficié d'une législation exceptionnelle. Cela n'a pas été le cas. Nous avons travaillé dans les règles de droit commun, qu'il s'agisse du code des marchés publics - 160 marchés de travaux ont été attribués par appels d'offres -, du code du patrimoine et, bien sûr, du code du travail. La transparence et l'égalité de traitement des entreprises, la qualité de la restauration et la sécurité des compagnons ont primé. La seule chose qui soit « hors norme », c'est l'état d'esprit dans lequel ont travaillé tous les acteurs du chantier, comme certaines entreprises concurrentes qui ont joint leurs forces. C'est dire si nous avons travaillé en confiance avec tous nos partenaires - plus de 300 entreprises -, pour la plupart des PME comme des artisans d'art qui attestent de la vitalité économique de l'ensemble de notre territoire.

Quelque 2000 compagnons ont travaillé sur le chantier. Pour les métiers de l'art et du bâtiment, Notre-Dame a-t-elle été le théâtre d'un aiguïsement des compétences ?
Ce chantier d'exception n'aurait jamais pu être mené à bien si les compétences, dans une large variété de métiers, n'avaient pas déjà existé. Et grâce à Notre-Dame, ces métiers se sont encore aguerris, en raison d'un passage à grande échelle et d'un niveau de complexité jamais pratiqué auparavant. Sans compter qu'ils ont été mis en pleine lumière. Maçons tailleurs de pierre, charpentiers, couvreurs ornementalistes, sculpteurs, restaurateurs de peintures murales et de sculptures, maîtres verriers, facteurs d'orgues, campanistes... Chacun peut désormais mesurer la beauté et la nécessité de ces métiers, alliant savoir-faire ancestraux et modernité.

Le dossier des vitraux suscite les discussions. Comment accueillez-vous ce débat ?
Je comprends que ce débat puisse exister. Je suis confiant dans la pleine réussite du projet que nous pilotons (*l'établissement public a passé la commande d'étude et de réalisation des six nouvelles verrières qui seront installées dans six chapelles du bas-côté sud de la nef, NDLR*). L'archevêque de Paris et son équipe ont mené un travail approfondi sur la représentation du thème de la Pentecôte. Nous avons apporté de notre côté la plus grande attention au plein respect du monument et à la bonne insertion de cette création d'aujourd'hui dans la cathédrale, par exemple par l'harmonie des couleurs ou l'emploi de techniques traditionnelles. Enfin, Claire Tabouret s'est imprégnée avec sincérité et humilité de l'esprit de notre démarche, renouvelant avec force et sensibilité une page essentielle du Nouveau Testament, réellement désireuse de servir la cathédrale. Son projet, réalisé avec l'Atelier Simon-Marq, plus ancien maître verrier en activité en France, est la meilleure des réponses aux préoccupations qui ont pu s'exprimer. J'invite ceux qui s'intéressent à la cathédrale à aller voir au Grand Palais l'exposition qui présentera ses dessins grandeur nature.

Un événement comme celui d'avril 2019 a nécessairement eu des répercussions sur l'aura du bâtiment. Notre-Dame a-t-elle été affectée ?
L'événement a été ressenti de manière planétaire. Si certains en doutaient, ils ont pu vérifier la place de ce monument à travers le monde. L'aura de la cathédrale est plus grande que jamais : ce que nous avons fait en cinq ans lui a donné un relief supplémentaire et a été source d'unité et de fierté collectives. Il fallait montrer que la France ne baisse pas la tête face à l'adversité mais donne le meilleur, grâce à l'effort de tous. Nous y sommes parvenus. ■

figure les apôtres et Marie réunis dans le Cénacle pour célébrer la fête juive de Chavout, célébrée, elle aussi, cinquante jours après la Pâque juive (Pessah). « Au début de l'histoire, les apôtres sont réunis depuis des semaines en prière à l'intérieur d'une maison. À quoi ressemblait-elle ? Se posait d'emblée pour moi la question, quand je faisais les esquisses. Finalement, m'est venue l'idée de mettre les vitraux (de Viollet-le-Duc) dans les vitraux, dans cette première baie que découvriront les

« C'est beau de rester en mouvement, de rajouter une strate d'histoire à ce bâtiment constitué de 1000 strates d'histoire et qu'on ne peut pas congeler dans le temps. Je suis convaincue que c'est une bonne chose pour notre société »

Claire Tabouret Artiste

fidèles et les visiteurs en quittant l'autel de Notre-Dame », explique Claire Tabouret qui a puisé ses couleurs dominantes dans la palette du *Vitrail de l'arbre de Jessé* par Édouard Didron (1864).

Le concours, lancé malgré les vents contraires en mars 2024, s'appuie sur un comité artistique, placé sous la présidence de Bernard Blistène, ancien directeur du Musée national d'art moderne : « Toute peinture, vous savez, commence

par une vision », est le titre de son texte savant en fin du catalogue. « Plus j'ai lu sur le projet, plus j'ai été convaincue que c'était un beau projet, que ce soit moi qui le réalise ou quelqu'un d'autre. C'était beau de rester en mouvement, de rajouter une strate d'histoire à ce bâtiment constitué de 1000 strates d'histoire et qu'on ne pouvait pas congeler dans le temps. Je suis convaincue que c'est une bonne chose pour notre société. Au-delà de la religion, il s'agit de notre pays », estime Claire Tabouret en tenue d'atelier devant le deuxième vitrail où elle a fait souffler l'esprit divin sur ses paysages. Elle est sereine.

Et pourtant, en juin 2024, la Commission nationale du patrimoine et de l'architecture a donné un avis négatif au projet. Le ministère de la Culture est passé outre, le comité artistique a désigné le groupement de Claire Tabouret et des ateliers du maître verrier Simon-Marq, en novembre (l'entreprise familiale faillit disparaître, avant d'être reprise 2019 par Pierre-Emmanuel Taittinger et Philippe Varin). L'Élysée a confirmé « le soutien de l'État à la création artistique et la confiance accordée à une artiste reconnue ». Présenté devant la commission nationale de l'architecture et du patrimoine, en juin dernier, le projet a rencontré l'opposition de principe des experts, comme en 2024. Un recours se profile. Les vitraux de Claire Tabouret coûteront 4 millions d'euros, pris sur le budget de l'État. Que dira le public ? Il a jusqu'au 15 mars pour voir et juger. ■

VALÉRIE DUPONCELLE ET C. B.



ARTHUS BERTRAND

MARTIN PARR

Le chroniqueur acide de notre monde est mort

Valérie Duponchelle

Le photographe britannique, qui a mis cruellement en couleurs les travers de la société, est décédé à 73 ans. Il laisse un vaste corpus et un fan-club planétaire.

Avec la mort de Martin Parr, à 73 ans, c'est un grand photoreporter de Magnum, un photographe de notre temps et un collectionneur fou de livres photo qui disparaît. Et aussi une certaine Angleterre, à la fois conformiste et anticonformiste, attachée aux traditions les plus royales et mordantes dans ses observations sociales les plus radicales. Une somme de contrastes qui confère à la Grande Île et à ses sujets son caractère unique. Martin Parr, dont les proches avaient révélé le cancer à l'été 2022, avait continué, depuis, de travailler d'arrache-pied, restant fondu dans la foule comme toujours, quitte à s'appuyer sur un déambulateur et à multiplier les prises assises. La maladie l'avait à peine changé. Un peu plus rond, un peu plus bouclé peut-être, mais toujours aussi caustique, comme l'a immortalisé sa légende pugnace. Il avait surpris tout le monde en venant inaugurer début septembre 2022, en voiturette de golf, la 8^e édition du Festival Images Vevey. Il était encore à Kyoto au printemps 2025 pour la 13^e édition de Kyotographie où il avait exposé sa vision moqueuse des touristes, y compris japonais, aux natifs de l'Archipel.

« Si d'aventure vous croisez Martin Parr sans savoir qui il est, vous le remarqueriez à peine. Il est tout à la fois "M. Invisible" et "M. Normal", dans son pull confortable - sans doute un Marks & Spencer -, ses chaussettes et ses sandales confortables. Il a une raie de côté et une coupe bien nette. L'homme doux et conformiste, à l'image de son apparence, douce et conformiste », présente Wendy Jones dans son autobiographie,

Martin Parr, *Complètement paresseux et étourdi* (Michel Laffon, octobre 2025). « Mais ne soyez pas dupe. C'est le déguisement d'un homme qui voit bien plus de choses que la plupart d'entre nous verront jamais, et il se cache au grand jour. Il vous a peut-être même pris en photo sans que vous le remarquiez (...) Il est intelligent, très intelligent, et sait comment vous approcher, comment se faire passer pour un photographe enthousiaste et inoffensif ». De Shanghai à Copenhague, de Berlin à Paris, ce familier des festivals, des Rencontres d'Arles et des Rencontres de Bamako a exposé partout.

La photo fameuse de SM Elizabeth II vue de dos, drôle de portrait royal dans « Cool Britannia » à Londres en 2017, c'est lui. Pourquoi de dos ? « Parce que cela ne pouvait être qu'elle. J'avais passé toute la matinée avec elle, j'étais le seul photographe admis pendant deux heures. J'ai fait beaucoup d'autres photos d'elle qui sont sur le site de Magnum. J'en ai publié quelques-unes sur Instagram. C'est un grand et rare privilège, on n'a pas accès à la reine tous les jours ! C'était intéressant de voir à quel point elle était professionnelle. Ce matin-là, elle devait être présentée à un groupe de personnes. Son "manager" m'a dit : "Elle le fera en vingt minutes". Et c'est ce qu'elle a fait exactement, en prenant le temps de serrer les mains, de dire quelques mots à chacun, d'être absolument charmante dans ce timing si précis. Même la sécurité qui inspecte chaque lieu avant sa venue est d'une discrétion et d'une précision cinématographique », nous avait-il répondu, à sa manière concise et sans appel, en novembre 2022. La Galerie Magnum Paris présentait « Déjà View », exposition conçue



Martin Parr pose devant une de ses œuvres lors de son exposition « Early Works » au Forum de la photographie de Francfort, en septembre 2024.

DANIEL ROLAND / AFP

avec The Anonymous Project et fondée sur l'ouvrage *Déjà View* de Martin Parr et Lee Shulman (publié en 2021 par Textuel). Martin Parr le caustique était néanmoins CBE (Commander of the Order of the British Empire).

« Photographe la garden-party de la reine figurait dans ma liste de choses à faire avant de mourir, et je me demandais bien si j'en aurais un jour l'occasion. Puis j'ai reçu le titre de commandeur de l'ordre de l'Empire britannique, ce qui est super », raconte-t-il, très « matter of fact ». Il reçoit une invitation pour quatre personnes pour la garden-party de 2022, se renseigne sur les règles, apprend qu'il peut apporter un petit appareil photo. « J'ai mitraillé tout l'après-midi et fait des photos assez réussies. Je pensais que la garden-party accueillait 500 personnes, mais il y en a eu 7000. Les files d'attente pour le gâteau et le thé - aucun alcool n'est servi - étaient impressionnantes (...) Par la suite, j'ai écrit au Palais et demandé : » Je peux publier ceci ? « Ils ont dit non. Ça a été une grande déception. Mais désormais lorsque je donne une conférence, je montre les images censurées de la garden-party, et les gens sont ravis parce qu'ils ne pourraient jamais voir ces images sinon. » Protocolaire, mais pas trop.

Tenir une conversation avec Martin Parr n'était pas chose facile, au-delà même de votre accent anglais trop continental qui le faisait souffrir comme un mauvais thé français. Elisabeth Quin qui le reçut récemment dans son émission *28 minutes* sur Arte, sut faire face avec grâce et humour à ce drôle d'oiseau qui ne respectait que ses propres normes et refusait les compromis du « small talk », ce bavardage léger que la France pratique avec art. L'humour de Martin Parr était assez sec, comme un ping-pong mental, et vous renvoyait vite dans le filet dès lors que le sujet l'ennuyait. Dans son corpus photographique, cet homme si vif et si taiseux a saisi les travers humains comme personne, ciblant les bourrelets sous la soie des nouveaux riches, les bronzages insensés des femmes vieillissantes sur toutes les plages du monde, les signes extérieurs de richesse comme des marques flagrantes de vulgarité. Malheur à ceux qui mangent goulument des petits fours ou ceux hors du temps qui ne se savent pas observés dans leurs vieilles manières, comme au cocktail du Château de Versailles, pour la 12^e exposition d'art contemporain, « Visible/Invisible », en 2019.

Né le 23 mai 1952 à Epsom dans le Surrey, Martin Parr est tombé dans la photographie documentaire dès 14 ans, lui dont le grand-père, George Parr était déjà un photographe amateur, membre de la Royal Photographic Society. Voici le tout jeune Martin Parr, écolier bien peigné, curieux et souriant, à moins de 10 ans avec son oncle Wilf, à Calverley, dans le Yorkshire rural, en 1960. « Mon

grand-père était un gars très gentil, très attentif, très doux, apaisant. Il a mis cette photo en scène et l'a prise : un vieil homme qui montre à un jeune garçon comment marche un appareil photo (...) Mon grand-père était un prêtre méthodiste laïc, tout comme ma tante. Il était assez pieux. Comme l'étaient mes parents. Ils fréquentaient la chapelle méthodiste dans le Surrey où je suis allé au catéchisme. Je me rappelle m'être constamment chamaillé avec les enseignants de cette école au sujet de la religion. J'étais assez combatif », confie, comme rarement, ce raisonneur né dont la sévérité naturelle s'explique mieux.

« La classe sociale se lit dans les images - j'ai une approche plus instinctive qu'intellectuelle. La classe sociale se lit dans les vêtements, les coiffures, les accessoires et le langage du corps. Elle se voit, non ? »

Martin Parr

Sa collection personnelle témoigne de son amour premier pour les photographes documentaires britanniques, âmes rudes et sensibles, qui subliment la nudité d'un paysage et la rudesse de la société de classes par le noir et blanc. Cet admirateur de Garry Winogrand et de sa « Street photography », de Robert Frank et de son livre culte *Les Américains*, fera d'abord de même. Mais c'est avec la couleur, une explosion de couleurs acides, crues et traîtreusement pimpantes qu'il imposera son style et son nom, au milieu des années 1980. Sa série sur la station balnéaire et prolétaire de « New Brighton » près de Liverpool est une contraction entre le technicolor manié par Hollywood et le réalisme social brutal. Goélands, déchets, poubelles qui débordent, mères trop maquillées et étourdies, bébés laids, friteries et bronzages sur le parpaing. Avec lui, les supermarchés et les chariots pleins comme un œuf à Dublin et les vieilles dames gourmandes à Broadstairs en 1986, les enfants aux ongles noirs qui s'empiffrent à Ramsgate en 1996, sont immortalisés. « Parred » dit l'anglicisme. Exotique, il fait courir Paris à ses vernissages à la galerie Clémentine de la Féronnière, dans l'Île Saint-Louis.

« J'aime beaucoup les couleurs du kitsch. Comme une pie, je suis attiré par les couleurs et tout ce qui scintille, or les stations balnéaires regorgent de couleurs kitsch », explique Martin Parr dans cette autobiographie à la saveur posthume qui est une petite mine d'or de la culture insulaire. « Les stations balnéaires sont censées être très joyeuses, mais sont souvent très déprimantes. La plus grande pauvreté du pays se

trouve dans les villes du bord de mer, comme Blackpool ou Clacton, alors que certaines, telles que Broadstairs, Southwold, et bien sûr St Ives, diffèrent en ce que les classes moyennes s'y plaisent aussi. La Grande-Bretagne est davantage définie par les différences de classe que la plupart des pays d'Europe. J'appartiens à la classe moyenne, mais je photographie toutes les classes. La classe sociale se lit dans les images - j'ai une approche plus instinctive qu'intellectuelle. La classe sociale se lit dans les vêtements, les coiffures, les accessoires et le langage du corps. Elle se voit, non ? », analyse celui qui détestait qu'on lui prête aigreur et mauvais sentiments.

Il ferraillera à sa façon, silencieuse et souterraine, british en somme, avec Magnum et le grand Henri Cartier-Bresson qui ne l'apprécie guère. Il finira par l'emporter en 1994 sur cette « vieille garde » humaniste qui ne voit que satire dans ses images. Le photoreporter gallois Philip Jones Griffiths dont Francis Ford Coppola s'est beaucoup inspiré pour *Apocalypse Now*, fait circuler une pétition parmi les membres de Magnum pour s'assurer de son rejet. Il obtiendra la majorité des votes aux deux tiers, juste à une voix. Mais une fois dans la place, il l'occupa bien, jusqu'à devenir le président de Magnum en 2014, jusqu'à 2017. Ses séries, il est vrai, dissèquent de tout leur humour noir la société contemporaine et son organisation implacable : la classe ouvrière, *The Last Resort*, 1982-1985, la classe moyenne, *The Cost of Living* (1987-1989), le tourisme de masse, *Small World* (1987-1994), la surconsommation planétaire, *Common Sense* (1995-1999). Ses titres sont souvent des jeux de mots vengeurs, difficiles à traduire en si peu de mots.

« La vie de Martin Parr aura aussi été une vie de ce siècle. Il était là au "grand gel" de 1962 qu'il a immortalisé avec sa première photo. Lycéen, il observait les dernières locomotives à vapeur, avant de devenir un hippie aux cheveux longs dans les années 1970. Il était en Irlande du Nord pendant les conflits, puis dans les années 1980, il a photographié la mode, le luxe, le consumérisme et le conservatisme britannique. Il a vu la chute du communisme, la montée de McDonald's et l'explosion du tourisme international, souligne Wendy Jones. Au niveau millénaire, il a vu l'Inde se transformer, l'industrie mourir dans le Black Country, il a vu fleurir le village anglais de carte postale, il a vu l'Afrique du Sud après l'apartheid, la croissance du niveau de vie dans le monde. Il a vu l'arrivée de la photographie numérique, du téléphone portable et des selfies. » ■

PARIS OPERA PLAY
L'OPÉRA EN STREAMING

Offrez la magie de l'Opéra de Paris, en illimité.

Carte cadeau POP
À partir de 29€

play.operadeparis.fr



PHOTOS PHILEO

Philéo Landowski a collaboré avec Salomon, Vitra et Comme des garçons, et travaille également, dans l'ombre, pour quelques marques de mode.



Modèle Derby, 345 € (à gauche), et ballerines Kix Lace, 115 € (ci-dessus).

Philéo Landowski, le jeune prodige français de la chaussure

Matthieu Morge Zucconi

À seulement 23 ans, cet autodidacte originaire de la région parisienne a lancé sa propre marque, collaboré avec Comme des garçons et ouvre sa première boutique dans le Haut Marais à Paris. Rencontre.

On a essayé d'éviter le cliché, mais en l'occurrence, difficile de faire mieux : pour évoquer Philéo Landowski, on ne peut s'empêcher de citer Corneille et Le Cid, et son fameux « Aux âmes bien nées, la valeur n'attend point le nombre des années ». À seulement 23 ans, ce prodige autodidacte, aussi à l'aise pour parler de football que d'art contemporain, a lancé Phileo, sa propre marque, en 2020, à peine majeur. En cinq ans à peine, il a déjà collaboré avec Salomon, Vitra et Comme des garçons, compte près de 40 points de vente au Japon (son premier marché) et a ouvert fin novembre sa toute première (micro) boutique, au 37, boulevard Beaumarchais (Paris 3^e). « C'est une évolution qui me semblait logique après cinq ans à construire la marque, observe-t-il depuis son bureau, situé au fond du magasin - dans un premier temps, il va aussi faire office de vendeur. J'ai beaucoup apprécié l'exercice de concevoir notre espace, les travaux... Le digital m'ennuie profondément. Quand je vois certaines marques de notre taille dépenser 15 000 € pour un shooting photo destiné à Instagram, je ne comprends pas. Avec cet argent, on peut ouvrir une boutique. Alors c'est ce que nous avons fait. »

Le garçon est du genre fonceur. Alors qu'il n'a que 13 ans, pas franchement passionné par les études, il se lance dans les affaires. « Je vendais des pièces détachées de trottinettes, ma première passion, sourit-il. Ce fut un déclic : je me suis aperçu que, si je pouvais trouver un fournisseur de pièces détachées, je pouvais sans doute faire produire n'importe quoi. Mes parents m'ont toujours responsabilisé, ils me répétaient en substance : "si tu veux faire le grand, comporte-toi comme un grand, ne nous demande rien!" ». Message reçu. En Seconde, il quitte l'école et décroche un stage d'observation chez Céline (qui a encore son accent), alors que l'époque Phoebe Philo touche à sa fin.

À côté, ce natif de banlieue parisienne (Meudon) prend le RER et dépense son argent « à Châtelet, dans des sneakers, mon point d'entrée dans la chaussure. Je campais des nuits entières devant les boutiques pour être parmi les premiers à mettre la main sur une Nike rare, au grand dam de mes parents qui ne sont pas du tout matérialistes et ne comprenaient pas cette passion. » À 17 ans, il lance sa marque. « À l'origine, hormis cet attrait pour les sneakers, j'étais surtout passion-

né de voitures. Le dessin d'une automobile est assez similaire à celui d'une chaussure : c'est un profil latéral, statique. Or, produire une chaussure coûte bien moins cher que produire une voiture ! J'ai dessiné quelques modèles, trouvé comment les fabriquer et me suis lancé. »

Tout fan de sneakers qu'il est, le Français se tourne plutôt vers le soulier, le vrai, en cuir. « Par goût, mais aussi pour des raisons pratiques. J'étais attaché à l'idée de produire en Europe, et c'est très difficile pour la sneaker. J'ai aussi découvert l'artisanat autour de la fabrication de chaussures au Portugal, et développé mes connaissances de cet univers. » Dès le départ, ses chaussures marchent sur la ligne de crête entre tradition et ambiance cartoon. Volumes légèrement ovoïdes, semelles massives, et cuirs alternatifs (l'un de ses best-sellers est fait en cuir de pomme) sont les ingrédients de sa première série de modèles, qui attire l'attention d'Adrian Joffe, le président

« En tant que créatif, je n'ai pas envie de rester dans une zone de confort, de développer une recette et de l'appliquer toute ma carrière. Le fait de ne pas avoir de formation formelle dans la chaussure me donne une grande liberté pour faire les choses différemment »

Philéo Landowski
Créateur de Phileo

de Comme des garçons et Dover Street Market, que lui présente une amie artiste de son grand-père libraire. « Je me souviens d'être allé dans leurs bureaux Place Vendôme, raconte le jeune homme. J'ai fait l'erreur de googler son nom pour trouver plus d'informations à son sujet, ce qui m'a forcément mis un peu de pression. Mais notre rencontre s'est très bien passée et Adrian a compris ma volonté de rester indépendant. J'ai la chance d'être accompagné par leurs équipes, mais je suis libre de faire mes propres choix. »

Aujourd'hui, Dover Street Market l'épaule pour la distribution et les ventes, tandis qu'il assume toujours lui-même la création, la production et les décisions stratégiques. L'an passé, il cosignait, avec le plasticien japonais Tadashi Kawamata, une installation dans la cour de l'antenne parisienne du concept store. Une montagne de chaises

devenue virale. « Lorsque je l'ai rencontré il y a quelques années, alors qu'il avait 17 ou 18 ans, j'ai immédiatement eu le sentiment qu'il allait aller loin, raconte Adrian Joffe. Il débordait d'idées et de passion, ce qui est rare pour un garçon de son âge. Sa trajectoire est fulgurante et ses accomplissements nombreux, mais rien de ce qu'a accompli Phileo n'est vraiment surprenant... »

« J'ai la chance d'avoir trouvé mon public, et d'avoir fait parler de moi notamment grâce à ma collaboration avec Comme des garçons (en octobre dernier, les mannequins du défilé femme de Rei Kawakubo portaient des souliers co-signés par Phileo, NDLR). Aujourd'hui,

notre positionnement prix nous rend très compétitifs. Malgré ça, je réfléchis beaucoup à comment continuer de grandir. Il y a cinq ans, je me disais que faire 100 000 € de chiffres d'affaires, ce serait déjà très bien. Puis 1 million, puis deux... » Aujourd'hui, il en fait déjà dix (millions). « Forcément, cela nous permet de travailler avec plus de sérénité... Mais je construis toujours petit à petit, sans me précipiter : je n'ai pas forcément envie de m'endetter, de faire vivre l'entreprise au-dessus de ses moyens. En tant que créatif, je n'ai pas envie par ailleurs de rester dans une zone de confort, de développer une recette et de l'appliquer toute ma carrière. Le fait de ne pas avoir de

formation formelle dans la chaussure me donne une grande liberté pour faire les choses différemment. »

Il n'exclut pas, par ailleurs, de louer ses services à d'autres maisons - il collabore aujourd'hui, en sous-marin, avec plusieurs marques et envisage, un jour, si le projet est bon, de prendre la direction artistique d'un chausseur établi. « Il y a par exemple de grandes choses à faire chez certains anglais historiques ! J'aime l'idée de travailler avec des outils créatifs qui ne sont pas les miens. Mais je suis avant tout concentré sur Phileo. On vient à peine d'ouvrir notre première boutique, et je pense déjà à la deuxième ! » ■

S.T. DUPONT
PARIS

maroquinerie . briquets . stylos

Boutiques S.T. Dupont
414 rue Saint-Honoré 75008 Paris - 10 rue de la Paix 75002 Paris
www.st-dupont.com



Après le Japon, son premier marché aux 40 points de vente, Phileo a dorénavant pignon sur rue avec sa boutique parisienne, ouverte fin novembre, au 37, boulevard Beaumarchais.

Son adolescent avachi dans le canapé, les plus jeunes affairés sur l'îlot central pour faire leurs devoirs et nous, aux fourneaux ! C'est le cliché de la vie de famille depuis que les cuisines se sont ouvertes sur le séjour – à des années-lumière de l'office installé au fond d'un couloir, près de l'entrée de service, comme cela se faisait dans les appartements bourgeois de la fin du XIX^e siècle et du début XX^e. Plus conviviale, plus lumineuse, la grande pièce à vivre s'est imposée comme la norme. Longtemps appelée « cuisine à l'américaine », elle n'est pourtant pas née outre-Atlantique mais bel et bien en Europe, au milieu des années 1990, « là où il y a une vraie culture de la gourmandise », explique Roberto Gavazzi, le CEO de Boffi, spécialiste italien des cuisines haut de gamme. Avoir plus d'espace et plus de volumes est une idée qui séduit forcément les propriétaires. « Décloisonner contraint beaucoup moins la circulation, aussi bien visuelle que physique, remarque l'architecte d'intérieur Anne-Sophie Pailleret. Voir cinq ou six fenêtres au lieu de deux, cela fait une belle enfilade. L'objectif est d'avoir une perspective et un point de fuite qui ne s'arrête jamais. Même sur de grands volumes il m'est arrivé de surjouer le côté grand espace, pour avoir un effet de gigantisme. C'est ce que je viens de faire dans un appartement parisien qui avait 4,80 mètres de hauteur sous plafond, parfois 5,20 mètres. »

À en croire les décorateurs, la sacro-sainte cuisine ouverte est indétrônable. Même si leurs clients reconnaissent qu'elle a ses défauts, odeurs et nuisances sonores en tête. Pour les premières, il ne faut pas lésiner sur la hotte. À côté des modèles à extraction directe, connectés à l'extérieur, la dernière technologie, ce sont les plaques à induction avec hotte intégrée. « Elles capturent les vapeurs à la source avec un filtre à charbon que l'on renouvelle tous les ans, explique Céline Gurruchaga, architecte d'intérieur et gérante d'un magasin Cuisines Références. C'est environ trois fois plus cher qu'une table à induction normale mais c'est très pratique. On récupère les éléments fil-trants par une petite trappe et on les nettoie à la machine. » Sur ce principe, le modèle NikolaTesla Switch Glow Raw, d'Elica, spécialiste italien de l'électroménager, vient ainsi d'être reconnu pour son esthétique et son innovation.

En harmonie avec le salon

On y pense moins mais le fait de décroisonner accentue aussi les bruits. Ceux de la cuisine – machine, préparation des repas – mais aussi ceux à l'extérieur de l'appartement, dans la cage d'escalier. « Personne ne me demande pour autant de recloisonner », remarque Anne-Sophie Pailleret. En revanche, les aménagements actuels ont tendance à cacher la partie technique, y compris le petit électroménager ou encore l'espace où l'on prépare la cuisine et à garder ouverts ce qu'il y a de plus noble, de plus convivial, comme l'îlot central. « On adopte souvent des portes coulissantes qui ne sont néanmoins pas une solution en soi pour les odeurs mais qui ont l'avantage de cacher le bazar », poursuit l'architecte d'intérieur. Des panneaux « qui coulissent, qui se plient, qui pivotent », précise Roberto Gavazzi. « Les verrières sont un bon compromis. Après la tendance industrielle, aujourd'hui elles coulissent et se déclinent avec des montants en aluminium léger, permettant de garder la luminosité et la vision de grande pièce », estime pour sa part Céline Gurruchaga. Les mètres carrés étant limités, le modulable est plus que jamais plébiscité. C'est le credo de Raphaëlle Coulon, la directrice des ventes en France.

Pour qu'un espace ouvert soit réussi, il doit donc répondre aux besoins de la famille. Nous ressembler, correspondre à notre façon de vivre. Règle numéro un :



Après avoir fait des cuisines un grand espace à vivre, les salles de bains ont à leur tour fait tomber les cloisons. SIEMATIC ; ANNE-SOPHIE PAILLERET



Faut-il décroisonner nos intérieurs ?

Alyette Debray-Mauduy

La salle de bains n'hésite plus à s'installer dans la continuité de la chambre, la cuisine adopte de nouvelles formes pour dissimuler ses « coulisses »... Des experts décryptent les dernières tendances de l'aménagement de nos maisons et appartements.

être en harmonie avec le salon. « Suivre les tendances tout en étant intemporel, c'est le challenge, remarque Raphaëlle Coulon. Car ce type d'aménagement est un investissement que l'on va garder en moyenne vingt ans. » « À sa création, considérez le lieu dans son ensemble, choisissez des matériaux qui créent un lien entre les différents espaces, sans tomber dans le total look, conseille Cécile Gurruchaga. Celui-ci peut se faire par le sol, soit en utilisant le même partout, le bois par exemple – mais il est fragile –, soit en mêlant intelligemment deux matières. Les carreaux de ciment, le carrelage effet bois ou le béton ciré ont le vent en poupe. À ne pas oublier également : les éclairages. Fonctionnels sur le plan de travail, plus doux, plus chauds lorsque l'on se rapproche du salon, ils constituent une excellente transition entre les deux espaces. » Pensez enfin aux rangements. Qui dit moins de murs dit moins de placards. « L'îlot central doit prévoir un côté fonctionnel, côté cuisine avec des placards faciles à ouvrir, de l'autre des choses plus minimalistes », explique Raphaëlle Coulon. On peut ainsi imaginer des niches éclairées pour ranger de la belle vaisselle, des vases, des éléments décoratifs.

Aujourd'hui, les formes se ressemblent, la différence se fait sur les matériaux. Chez Boffi, les laques ont beaucoup de succès. Les matières naturelles ont aussi toujours la cote. Le bois mais aussi la céramique – encore elle. « Elle offre des textures intéressantes, et certaines d'entre elles peuvent accueillir des plaques de cuisson à induction sous le plan de travail », remarque Roberto Gavazzi. Le mat – antraces de doigts – a pris le dessus sur le brillant, et le vert est à la mode.

Après avoir fait des cuisines un grand espace à vivre, les salles de bains ont à leur tour fait tomber les cloisons. Le premier à l'avoir proposé est Philippe Stack, dans les années 1990, aux États-Unis. Au Delano à Miami, à l'Hudson Hôtel à New York... Voir la baignoire depuis son lit, l'idée ne plaît pas à tout le

monde. Tout dépend bien évidemment de la personne avec qui l'on partage sa chambre. À la maison, elle commence à s'imposer dans les suites parentales. « Pour ma part, cela fait longtemps que je prône la salle de bains qui ne ressemble pas à une salle de bains, l'idée "salle de bains-salon", explique Anne-Sophie Pailleret, qui a présenté, dans le showroom de l'éditeur Elitis, une scénographie similaire à la dernière Paris

Design Week. L'époque de la douche prise à la va-vite dans une pièce carrelée, c'est terminé. Comme dans le reste de la maison, on recherche un effet cocooning. Le rituel du bain, avec un fond musical, une bougie, c'est une parenthèse à soi. » À la manière d'un spa. « Il y a dans la salle de bains une recherche de bien-être. Elle doit être un espace confortable où l'on peut se faire ses soins du visage, ses masques... Côté aménagement, on va au-delà

de la vasque et de son miroir avec des coiffeuses, des baignoires sculpturales installées au milieu de la pièce », remarque Julie Meyzenq, chef des tendances de Delpha (Groupe Fournier). Certains, soucieux de garder une certaine intimité, pourraient encore être réticents. « On peut toujours installer un paravent ou un joli rideau », rétorque Anne-Sophie Pailleret. Il ne vous reste plus qu'à plonger la tête la première. ■



Dans chacune des pièces de la maison, les designers recherchent désormais une ambiance cocooning. BOFFI

NOUVEAU

LE FIGARO LITTÉRAIRE

présente

100 (savoureuses) EXPRESSIONS ANGLAISES

Et en français, ce n'est pas mal non plus !

PAR JEAN PROVOST

Savoureuses...

...mais aussi...

astucieuses (clairement)

imaginatives (évidemment),

drôles (souvent),

allégoriques (toujours),

détonantes (incontestablement),

créatives (invariablement)

9,90€ | **150 pages, EN VENTE ACTUELLEMENT**

Chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr

Rome : la fin de la République

Blaise de Chaballier

Sur Le Figaro TV, le docu-fiction « Venger César » est suivi d'un débat entre le directeur du « Figaro Histoire », Michel De Jaeghere, et l'historien Alexandre Grandazzi.

Trop de pouvoirs dans les mains d'un seul homme ? Jules César vivait dangereusement, en particulier depuis qu'il s'était fait nommer dictateur à vie. Cette toute-puissance du vainqueur de Vercingétorix ne pouvait que déplaire à bon nombre de sénateurs. À tous ceux qui étaient les fervents défenseurs d'une République qui assurait, depuis des siècles, la domination de leurs clans respectifs. Des familles, qui tour à tour, se passaient les rênes du pouvoir. N'en reste pas moins vrai que César avait la folie des grandeurs. Dans ce contexte, le matin du 15 mars de l'an 44 av. J.-C., Brutus, l'ancien protégé du dictateur, et Cassius, fervent républicain, assassinent le grand homme de 23 coups de couteau.

C'est sur cette scène que s'ouvre le docu-fiction *Le Destin de Rome : venger César*. Face au drame, Marc-Antoine, numéro deux de la République, doit réagir. En attendant, la panique, nourrie par la crainte du retour à la guerre civile qui avait été écartée jusque-là par César, s'empare de Rome. Quant à

la célèbre maîtresse du défunt tyran, Cléopâtre, elle prend la fuite vers l'Égypte. Marc-Antoine fait alors preuve d'un grand sang-froid. Trois jours après l'assassinat, il prend la parole au Sénat : « *Gardez-vous de la douleur d'un peuple soudain orphelin prêt à prendre les armes...* » Il fait comprendre à son auditoire qu'il ne faut pas abroger les actes de César, jeter son héritage aux orties. S'il calme le jeu un temps, c'est sur le champ de bataille, celle de Philippi, que les affrontements s'opèrent. Octave et Marc-Antoine y obtiennent la victoire contre les républicains Brutus et Cassius.

Un sujet complexe et passionnant

Ce film, diffusé dans le cadre de « Parlez-moi d'Histoire », offre de belles reconstitutions, et il est suivi d'un débat animé par Guillaume Perrault. Sont présents en plateau, Alexandre Grandazzi, professeur à la Sorbonne et archéologue, ainsi que Michel De Jaeghere, directeur du *Figaro Histoire*, dont le nouveau numéro s'intitule « La Fin de la République romaine ». Ce titre



De gauche à droite : Michel De Jaeghere, directeur du *Figaro Histoire*, Guillaume Perrault, l'animateur du débat et Alexandre Grandazzi, professeur à la Sorbonne et archéologue. LE FIGARO TV

est également le sujet du débat. Un sujet aussi complexe que passionnant comme le souligne d'emblée le directeur du *Figaro Histoire* pour expliquer son choix d'y consacrer un dossier : « Vous savez, le grand historien grec, Polybe, commente son histoire en disant : le caractère absolument extraordinaire des faits que j'ai entrepris de narrer suffit à lui seul à retenir l'attention du public. Se pourrait-il en effet qu'on soit assez borné pour refuser de s'intéresser à la question de savoir comment, et grâce à quel gouvernement, l'État romain a pu, chose sans précédent, étendre sa domination à toute la terre habitée ? Alors, j'ai adopté le même raisonnement, je me suis dit : serait-il possible que le public soit assez borné pour ne pas s'intéresser à la chute de cette République ? Au fait que ce régime, qui a duré presque cinq siècles, et qui a présidé à la conquête du pourtour du bassin méditerranéen par la petite cité de Rome, eh bien se peut-il que le public ne s'intéresse pas aux raisons qui ont provoqué la crise de ce régime, à la fin du dernier tiers du premier siècle av. J.-C. ? »

La fin de la République née en 509 avant notre ère, s'étire dans le temps. « Le contrat social qui la fonde, c'est-à-dire le partage des fruits de la conquête, commence à se fissurer à partir des années 150 à 140 av. J.-C. », rappelle Alexandre Grandazzi. Quant à César, est-ce lui le fossoyeur de la République ? À la lecture d'un des articles écrit par le professeur à la Sorbonne dans le *Figaro Histoire*, on comprend que si le dictateur a bafoué les règles de la République, il n'était pas le premier à le faire, loin de là. En réalité, sans lui, le régime aurait également fini par périr. ■

« **Parlez-moi d'Histoire** », un documentaire suivi d'un débat. À 21 heures, sur Le Figaro TV

Notre avis : ●●●●

« L'amour est dans le pré » : vingt ans de romances

Emmanuelle Litaud

Karine Le Marchand présente une émission anniversaire dans laquelle elle accueille les participants emblématiques du programme de M6.

« Sortez les chocolats et les mouchoirs ! » Voilà les recommandations de Karine Le Marchand aux téléspectateurs en préambule de l'émission spéciale célébrant les 20 ans de « L'amour est dans le pré », dont M6 diffuse la première partie ce soir. L'émission promet en effet de belles histoires, des rires, de la nostalgie, mais aussi quelques larmes. Pour cet anniversaire particulier - peu de programmes peuvent se targuer d'avoir autant de succès après deux décennies de diffusion - l'animatrice a convié une centaine de convives dans un village de cabanes rebaptisé pour l'occasion « ADP Land » et dont elle s'est autoproclamée maire.

Les agriculteurs emblématiques du programme et leurs conjoints, à l'instar

de Pierre et Fred (saison 7), Gégé et Anne-Marie (saison 14), Jérôme et Lucile (saison 15) ou encore Guillaume et Tom (saison 17), ont fait le déplacement dans la Drôme, accompagnés, pour ceux qui en ont, de leurs enfants. « C'est un exode rural ! », plaisante la présentatrice en voyant arriver les familles. Vêtue d'une longue robe fleurie et d'une écharpe floquée « Madame la Maire », elle accueille tout ce beau monde le sourire aux lèvres et les larmes aux yeux. Elle annonce d'emblée : « Cette émission a changé leur vie, mais aussi la mienne... »

Au fil de l'émission, Karine Le Marchand fait le tour des invités afin de prendre de leurs nouvelles et de découvrir les enfants de chacun, et il y en a ! En tout, l'émission a permis la naissance

de 94 bambins. La petite dernière, pré-nommée Éléonore (fille de Noémie et Guillaume de la saison 17) et âgée de seulement 14 jours au moment du tournage, apparaît dans l'émission.

Speed dating marquants

« C'est la preuve tangible que "L'amour est dans le pré", ça fonctionne. C'est émouvant de vous voir tous comme ça », lance avec fierté l'animatrice. Le programme propose aussi de revoir les meilleurs moments regroupés par thèmes, comme les speed dating marquants, les mamans envahissantes, les arrivées des prétendantes originales ou encore la lecture des courriers et leurs lots d'anecdotes savoureuses.

Les agriculteurs, eux, se retrouvent ou se découvrent avec joie partageant de chaleureux moments, mettant en lumière le lien qui les relie. « Quand on dit que c'est de la télé-réalité, non, ce n'est pas de la télé-réalité. Ce n'est pas du chacun pour soi, c'est une famille. Parfois, oui, ils ne trouvent pas l'amour, mais ils sortent de la solitude. Ils changent physiquement de visage, parce que, tout d'un coup, ils font un pas de côté par rapport à leur travail et ils deviennent fiers de ce qu'ils font. Le regard des gens change sur eux. Et donc, tout d'un coup, ils sont "renarcissés" et repartent dans la vie différemment », analyse Karine Le Marchand. « L'amour est dans le pré » a marqué l'histoire de la télévision de son empreinte. Le succès du programme ne

se dément pas (il a rassemblé une moyenne de 4 millions de fans pour cette saison 20) en aidant les agriculteurs à trouver l'amour et, par la même occasion, en redorant le blason de leur profession. « Je suis extrêmement fière de participer au changement du regard des téléspectateurs sur les agriculteurs depuis maintenant vingt ans, s'enthousiasme la présentatrice. On montre des hommes et des femmes qui s'engagent dans l'amour - bien au-delà des gens des villes - qui cherchent des choses extrêmement simples, de l'ordre de l'amour pur. » ■

« **L'amour est dans le pré** » À 21h10, sur M6

Notre avis : ●●●●

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 7095

HORIZONTALEMENT

1. Roi de pique. - 2. S'apprête à refaire l'histoire. - 3. Bras de la bergère. - 4. Chauffeur et domestique. En marge de la marge. - 5. Nous épargne bien des pépins. Font toilette avec des ours. - 6. Bahut technique ou impôt local. Trouve à son goût. - 7. Boulette de riz enveloppée d'algue. - 8. Ses jardins à l'italienne ont refléuri à Paris puis à Copenhague. - 9. Jeune berger sicilien qui a fini écrasé sous un rocher. Est tout en bas. - 10. Est étendu sur le champ de bataille. Coup de main ou de pousse. - 11. Donner des signes de refroidissement. - 12. Elles distribuent de bonnes volées, en un sens.

VERTICALEMENT

1. Petits commerces malhonnêtes. - 2. Caractère universel en religion. - 3. Aptitudes à contracter une infection ou à accueillir une suggestion. - 4. Grande chapelle. Etudes de pions. Cours facile à sécher. - 5. Son enfance est des plus aisées. Le guide micheline. Portait naguère le bonnet ou la culotte. - 6. Maison de luxe. Métal inattaquable. - 7. Dada de cocottes. Membre d'une association intellectuelle. - 8. Premier critère du collectionneur. Repoussants au goût.

	1	2	3	4	5	6	7	8
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
11								
12								

RONDE DES MOTS®

Trouvez les mots correspondant aux définitions centrales et inscrivez-les autour de la case qui leur revient. La première lettre de chaque mot est indiquée par le triangle. Chaque mot se lit dans le sens des aiguilles d'une montre.

Exemple

S	R	A	D	P	L
▲	▼	▼	▼	▼	▼
N	U	BIEN DÉCIDÉ	BÊTE À FAIX	MONUMENT BRETON	ACTIVITÉ NAUTIQUE
▲	▼	▼	▼	▼	▼
A	L	LIQUIDES POUR DES SOINS	PEU INTENSE	ART MARTIAL JAPONAIS	SANS IMPORTANCE
▼	▼	▼	▼	▼	▼
T	ACCORD PARFAIT	LIQUIDES POUR DES SOINS	PEU INTENSE	ART MARTIAL JAPONAIS	SANS IMPORTANCE
▼	▼	▼	▼	▼	▼
S	O	U	E	I	I

SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

7	3	2	4	1	5	8	6	9
9	5	8	6	3	2	1	4	7
4	6	1	8	9	7	3	5	2
1	9	7	2	5	4	6	8	3
6	4	3	9	7	8	2	1	5
8	2	5	1	6	3	7	9	4
5	8	9	3	2	6	4	7	1
3	1	6	7	4	9	5	2	8
2	7	4	5	8	1	9	3	6

SOLUTION DU N° 7094

HORIZONTALEMENT

1. Fadasses. - 2. Acineuse. - 3. Mutation. - 4. Ipès. TPI. - 5. Lus. Réel. - 6. In. Dos. - 7. Accés. - 8. RTL. Etna. - 9. Ires. Hou. - 10. Siroteur. - 11. Ecclési. - 12. Ressuées.

VERTICALEMENT

1. Familiariser. - 2. Acupunctrice. - 3. Dites. Clercs. - 4. Anas. Dé. Sols. - 5. Set. Rose. Teu. - 6. Suites. Thèse. - 7. Esope. Inouïe. - 8. Sênile. Auras.

LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION

SOLUTION DU PROBLÈME N° 7094

HORIZONTALEMENT

1. Fadasses. - 2. Acineuse. - 3. Mutation. - 4. Ipès. TPI. - 5. Lus. Réel. - 6. In. Dos. - 7. Accés. - 8. RTL. Etna. - 9. Ires. Hou. - 10. Siroteur. - 11. Ecclési. - 12. Ressuées.

VERTICALEMENT

1. Familiariser. - 2. Acupunctrice. - 3. Dites. Clercs. - 4. Anas. Dé. Sols. - 5. Set. Rose. Teu. - 6. Suites. Thèse. - 7. Esope. Inouïe. - 8. Sênile. Auras.

FRANK GEHRY

L'architecte qui tordait les lignes

La nouvelle a fait le tour du monde : l'Américain Frank Gehry est décédé vendredi d'une maladie respiratoire à Santa Monica, en Californie, à l'âge de 96 ans. Il n'aura pas vu son Guggenheim d'Abu Dhabi achevé pour 2026, après des années de retard. Mais il a connu la consécration avec la Fondation Luma à Arles en 2021 et surtout la Fondation Louis Vuitton, sept ans plus tôt. Ce magistral vaisseau de verre jaillissant comme un nuage transparent dans le bois de Boulogne a valeur de testament. Il condense toute l'audace de l'architecte qui a passé sa vie à tordre les formes, à déconstruire les lignes, à pousser toujours plus loin les prouesses techniques pour donner réalité à ses esquisses crayonnées sur la page blanche. Il fut avant tout un chercheur habité par l'envie d'imaginer l'unique, en rompant avec les canons de l'architecture.

Avec ses douze voiles composées de 3600 panneaux de verre, la Fondation Louis Vuitton restera son œuvre la plus révolutionnaire, après le Guggenheim de Bilbao, jugé déjà très futuriste à l'époque. Face à ce « bâtiment, qui évolue en fonction de l'heure et de la lumière... », à l'image d'un monde qui change », disait Frank Gehry, ses détracteurs n'ont pas manqué de dire qu'il avait donné forme à l'un de ses nouveaux caprices, pour un prix exorbitant - gardé top secret ! - du fait de ses nombreux brevets techniques. La star architecte qui mérite bien

« J'étais un progressiste engagé et j'aimais l'art, et ces deux faits réunis ont fait de moi un architecte »

Frank Gehry

ce nom pour piquer de mémorables colères avait aussi cédé à tous ses fantasmes à la Fondation Luma, avec sa tour de 156 mètres construite sur 10 hectares de friche industrielle transformée en centre d'art. Si elle suscita autant d'éloges que de critiques, elle fut une sacrée expérience pour sa commanditaire Maja Hoffmann. « Frank n'était pas seulement un architecte visionnaire : c'était un esprit libre, généreux, dont la présence illuminait chaque rencontre », dit la mécène. Travailler à ses côtés, c'est entrer dans un territoire où tout devient possible, un espace de confiance, de complicité et d'imagination sans bornes. À Arles, nous avons partagé un rêve qui a pris forme. La Tour qu'il a créée restera pour moi un souvenir vivant de son audace, de sa poésie et de son humour. Ce bâtiment porte son éclat, sa sensibilité, et l'énergie joyeuse qui était la sienne. »

Cette folie déstructurée montrait comment, à 88 ans, ce lauréat en 1989 du prix Pritzker, couronné du lion d'or en 2008 pour l'ensemble de son œuvre à la XI^e Biennale de Venise, aimait à se réinventer et à se dépasser, quitte à faire résoudre les problèmes de construction par d'autres. N'est-ce pas en créant des formes que l'on trouve des solutions ? Redonner une identité et une fonction à

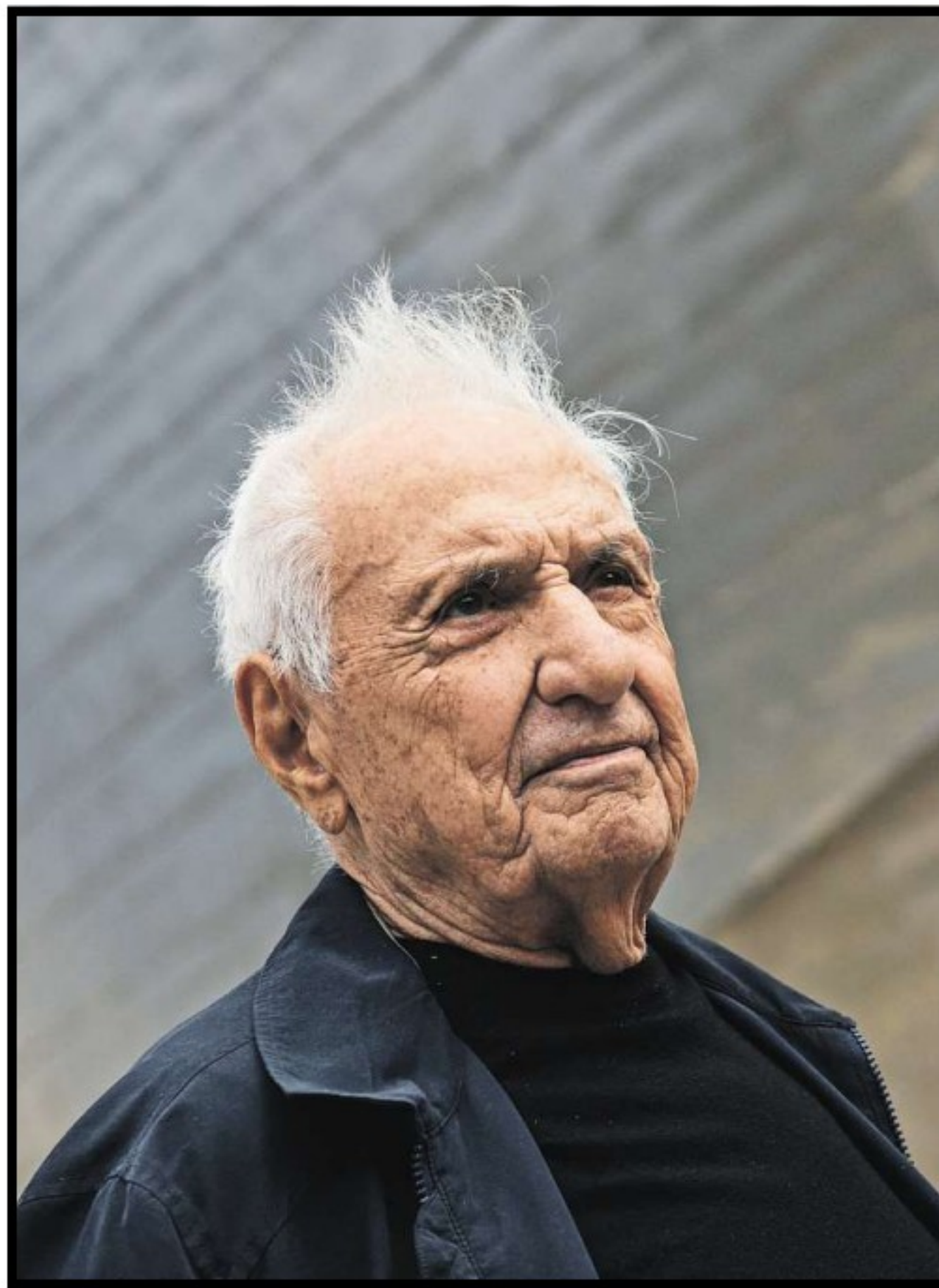
Béatrice de Rochebouët

Décédé à 96 ans, l'auteur de la Fondation Louis Vuitton à Paris et du futur Guggenheim d'Abu Dhabi laisse une œuvre unique et immense.

un lieu désaffecté a toujours été son moteur. Il l'a prouvé à Bilbao, où le Musée Guggenheim (1997) sorti de ses carnets, a redonné à la ville naguère sinistrée son pouvoir d'attraction. Frank Gehry aura dû attendre la livraison de la Fondation Louis Vuitton pour que lui soit proposée une grande rétrospective au Centre Pompidou en 2014-2015, permettant d'embrasser toute son œuvre. Et quelle œuvre !

On ne compte plus ses réalisations : de la Maison dansante, au centre de Prague (avec Vlado Milunic), au Vitra Design Museum, près de Bâle ; du Walt Disney Concert Hall, à Los Angeles, à la Cinémathèque française, à Paris ; du Musée des beaux-arts de Toronto à celui de Minneapolis ; de l'Ustra Office Building, à Hanovre, à l'IAC Building, à New York. À la fin des années 1970, l'extension de sa propre maison à Santa Monica est un manifeste. Autour d'une maison banale, typique de l'architecture pavillonnaire californienne, Frank Gehry construit une extension avec des matériaux pauvres, de la tôle ondulée, du bois, du grillage industriel, créant ainsi son propre langage. Puis il s'approprie l'idée du « one room building », de l'architecte américain Philip Johnson : toutes les pièces d'une maison s'autonomisent et deviennent des bâtiments uniques et hétérogènes. Le plus bel exemple est sans doute la Winton Guest House, maison d'invités d'un couple de collectionneurs, dont les éléments présentent des formes et des matériaux très différents.

Né en 1929 à Toronto, ce fils de commerçant qui tient sa sensibilité de sa mère mélomane a toujours travaillé sans relâche. Au début de sa carrière, et jusqu'aux années 1980, Frank Owen Goldberg (il a changé son nom en Frank Owen Gehry en 1954) œuvre pour des promoteurs et des agences d'urbanisme. Parallèlement, des commandes de maisons individuelles et d'ateliers d'artistes lui permettent d'étendre ses recherches. Toute sa vie, il restera très proche de ses amis artistes : Richard Serra, Robert Rauschenberg, Jasper Johns ou encore Ed Ruscha. À la scène californienne qu'il côtoie s'ajoute sa connaissance de la culture européenne, depuis les églises romanes jusqu'aux bâtiments radicaux de Le Corbusier. Dans les années 1980, il revient à une idée d'unité architecturale. La Lewis House,



Frank Gehry (ici, en 2022, devant le Guggenheim de Bilbao) n'eut de cesse de rompre avec les canons de l'architecture afin de créer des bâtiments aux formes incroyables. ANDER GILLENEA/AFP

faut vivre son architecture ». Quittant le Canada, il est arrivé à 17 ans aux États-Unis. « J'ai été très en colère contre mes professeurs, qui ont essayé de me détourner de l'architecture, raconte-t-il. Quand j'ai commencé, dans les années 1960, mon premier building à Los Angeles suscita un déferlement de critiques. C'est pourquoi, je me suis tourné vers les peintres, qui m'ont invité dans leur atelier. J'étais plus à l'aise avec leur manière de penser. Ils avaient une vision moins radicale, d'avantage en accord avec ma conception de l'architecture ouverte sur le monde. » C'est parce qu'il est resté un homme libre, avec une âme d'artiste, que Frank Gehry s'est forgé une personnalité hors norme. Il le disait lui-même : « J'étais un progressiste engagé et j'aimais l'art, et ces deux faits réunis ont fait de moi un architecte. »

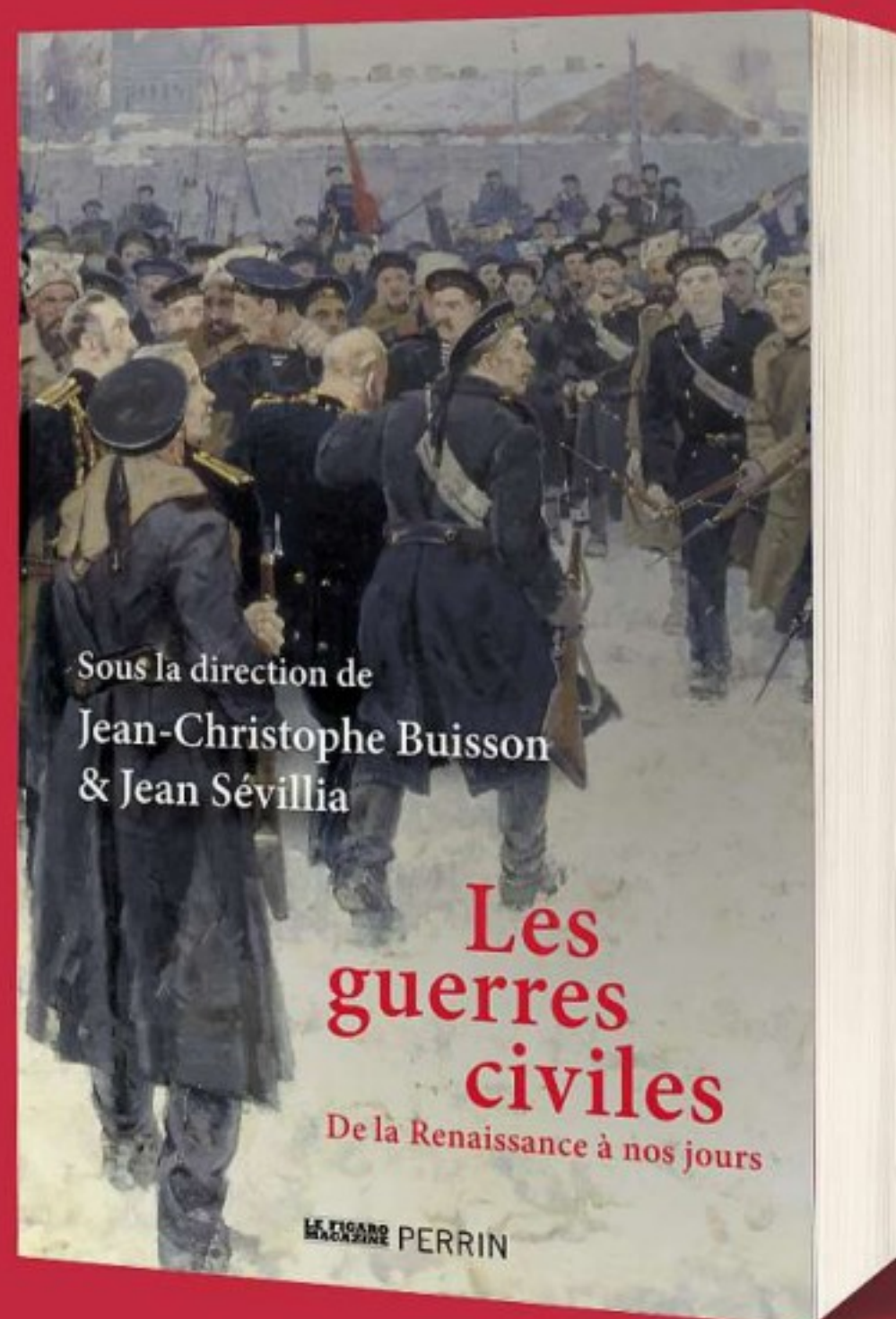
Bernard Arnault, PDG de LVMH, lui rend un vibrant hommage : « Je perds un ami très cher pour lequel je conserverai toujours une admiration infinie. Je lui dois l'un des compagnonnages créatifs les plus longs, les plus intenses et les plus ambigus qu'il m'ait été donné de vivre. Il restera un génie de la légèreté, de la transparence et de la grâce. Frank Gehry, qui savait incomparablement modeler les formes, plisser le verre comme une toile, le faire danser comme une silhouette, constitue pour longtemps une source vivante d'inspiration pour Louis Vuitton comme pour l'ensemble des Maisons du groupe LVMH. Avec la Fondation Louis Vuitton pour la Création, il a donné à Paris, à la France, son plus beau chef-d'œuvre et l'expression la plus élevée de sa puissance créatrice, à la hauteur de l'amitié qu'il portait à notre ville et de l'affection qu'il témoignait à notre culture. » Bernard Arnault, ainsi que son épouse et ses enfants, adresse ses plus vives condoléances à son épouse Berta et à sa famille. ■

du nom de l'homme d'affaires, lui permet d'expérimenter le numérique. Pour elle, il crée des voiles qu'il n'arrive pas à réaliser. Elle ne sera jamais construite. La modélisation numérique, au début des années 1990, va donner à Gehry l'idée de créer des bâtiments aux formes incroyables, comme le Guggenheim de Bilbao. Dix ans après, il ira plus loin en signant un accord entre Gehry Technologies et Dassault Systèmes, pour mettre la conception assistée par ordinateur à la

portée de l'industrie du bâtiment. Mais l'homme gardera l'envie de travailler avec ses mains, trouvant que la technologie en « 3D » est « sans vie, froide, horrible et qu'il ne faut pas la laisser devenir le créateur ». C'est pourtant grâce à elle qu'est apparue la « tête de cheval », une création extraordinaire qui sert de salle de conférences, insérée à l'intérieur du siège de la DZ Bank, à Berlin.

Gehry aimait à répéter qu'un « bâtiment ne doit pas tout dire d'emblée et qu'il

ET SI C'ÉTAIT DEMAIN ?



« Les leçons du passé »

L'Express

« Un fascinant voyage »

Le Figaro Histoire

« Une histoire sans fin ? »

Paris Match

« Un bel ouvrage collectif »

Le Point

LE FIGARO MAGAZINE PERRIN



UN DERNIER MOT

Par Étienne de Montety

Panda (pan-da) n. m.
Petit ours qui réchauffe des relations polaires.

À l'occasion de la visite d'Emmanuel Macron à Pékin, la France a renouvelé son contrat avec la Chine concernant l'accueil de pandas. Le mot vient du népalais et désigne un petit mammifère devenu essentiel dans la diplomatie chinoise. S'il ne venait pas du Népal, on pourrait imaginer, à une lettre près, que le panda est ainsi nommé parce qu'il est suspendu (du verbe latin *pendere*) à sa mère ou à un arbre. Cet animal est régulièrement prêté à un zoo français, et, pendant quelques saisons, le panda est la vedette incontestée du zoo. Mais il se reproduit, dit-on, au compte-gouttes : à chaque fois, une naissance est un événement, et, apparemment, la pandémie de panda n'est pas pour demain. Mais pourquoi la France est-elle à ce point pendue au bon vouloir de la Chine ? Sans vouloir vilipender le panda, il n'est pas inutile d'en profiter pour mettre les pendules à l'heure. Cette histoire prouve surtout la dépendance de la France vis-à-vis de la Chine, qui joue en l'occurrence un jeu qu'on peut qualifier de pendable. ■

Traits joyeuses fêtes !

